

Chambre des Représentants

SESSION 1983-1984

29 FÉVRIER 1984

BUDGET

**du Ministère des Affaires étrangères,
du Commerce extérieur
et de la Coopération au Développement
pour l'année budgétaire 1984**

(Crédits afférents à la Coopération au Développement)

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION
DES RELATIONS EXTERIEURES (1)

PAR M. PETITJEAN

SOMMAIRE**PAGES**

A. — Exposé introductif du Secrétaire d'Etat à la Coopération au développement	2
I. Introduction. Les enjeux de la coopération au développement	2
II. Les moyens budgétaires de la coopération au développement	3
III. Répartition régionale et sectorielle de l'aide bilatérale	6
IV. Objectifs et stratégies de la politique de coopération au développement	7
V. Conclusions générales	16
B. — Discussion générale	17
I. Considérations générales	17
II. L'aide multilatérale	22
III. Le Fonds de coopération au développement	23

(1) Composition de la Commission :

Président : M. Grootjans.

A. — Membres : Mme Demeester-De Meyer, MM. Desmarests, Peeters, Mme Smet, MM. Steverlynck, Swaelen, Thys, Van Wambeke. — MM. Biefnot, W. Claes, Dejardin, Denison, Glinne, Van Elewyck, Vanvelthoven. — MM. Bril, Cornet d'Elzius, De Winter, Grootjans, Militis, Petitjean. — MM. Baert, Van Grembergen.

B. — Suppléants : MM. Bockstal, Bourgeois, d'Alcantara, Desutter, Dhoore, le Hardy de Beaulieu, Lestienne, Van Rompaey, Wauthy. — MM. Burgeon, Coëme, M. Colla, Cools, Mme Lefèber, MM. Sleeckx, Urbain, Vanderheyden. — MM. Beyens, Ducarme, Mundeleer, Pans, Poswick, Srockeels, Van Belle. — MM. Caudron, De Mol, Kuijpers.

Voir :

4-VIII (1983-1984) :

- No 1 : Budget.
- No 2 : Amendement.
- No 3 : Rapport (crédits afférents aux Affaires étrangères).
- No 4 : Rapport (crédits afférents au Commerce extérieur).

Kamer van Volksvertegenwoordigers

ZITTING 1983-1984

29 FEBRUARI 1984

BEGROTING

**van het Ministerie van Buitenlandse Zaken,
Buitenlandse Handel
en Ontwikkelingssamenwerking
voor het begrotingsjaar 1984**

(Kredieten betreffende de Ontwikkelingssamenwerking)

VERSLAG

**NAMENS DE COMMISSIE
VOOR DE BUITENLANDSE BETREKKINGEN (1)
UITGEBRACHT DOOR DE HEER PETITJEAN**

	INHOUD	BLZ.
A. — Inleidende uiteenzetting van de Staatssecretaris voor Ontwikkelingssamenwerking	2	2
I. Inleiding. Draagwijde van onze samenwerking met de Derde Wereld	2	2
II. Budgettaire middelen van de ontwikkelingssamenwerking	3	3
III. Regionale en sectoriële verdeling van de bilaterale hulp	6	6
IV. Doelstelling en strategieën van het samenwerkingsbeleid	7	7
V. Eindbeschouwingen	16	16
B. — Algemene besprekking	17	17
I. Algemene bedenkingen	17	17
II. Multilaterale bijstand	22	22
III. Fonds voor ontwikkelingssamenwerking	23	23

(1) Samenstelling van de Commissie :

Voorzitter : de heer Grootjans.

A. — Leden : Mevr. Demeester-De Meyer, de heren Desmarests, Peeters, Mevr. Smet, de heren Steverlynck, Swaelen, Thys, Van Wambeke. — de heren Biefnot, W. Claes, Dejardin, Denison, Glinne, Van Elewyck, Vanvelthoven. — de heren Bril, Cornet d'Elzius, De Winter, Grootjans, Militis, Petitjean. — de heren Baert, Van Grembergen.

B. — Plaatsvervangers : de heren Bockstal, Bourgeois, d'Alcantara, Desutter, Dhoore, le Hardy de Beaulieu, Lestienne, Van Rompaey, Wauthy. — de heren Burgeon, Coëme, M. Colla, Cools, Mevr. Lefèber, de heren Sleeckx, Urbain, Vanderheyden. — de heren Beyens, Ducarme, Mundeleer, Pans, Poswick, Srockeels, Van Belle. — de heren Caudron, De Mol, Kuijpers.

Zie :

4-VIII (1983-1984) :

- Nr 1 : Begroting.
- Nr 2 : Amendement.
- Nr 3 : Verslag (kredieten betreffende de Buitenlandse Zaken).
- Nr 4 : Verslag (kredieten betreffende de Buitenlandse Handel).

	Pages	Blz.
IV. Le Fonds de survie	26	26
V. AGRIPROM	27	27
VI. La politique d'information	29	29
VII. Les volontaires et les coopérants	30	
VIII. Le Zaïre	31	30
IX. L'enseignement	32	31
X. Le Conseil consultatif de la Coopération au développement	34	32
C. — Discussion des articles et votes	34	34
Annexes	36	36
MESDAMES, MESSIEURS,		
A. — EXPOSE INTRODUCTIF DU SECRETAIRE D'ETAT A LA COOPERATION AU DEVELOPPEMENT		
« I. Introduction Les enjeux de la coopération au développement		
Le Secrétaire d'Etat déclare que l'effort belge de coopération au développement a, qu'on le veuille ou non, simultanément une dimension humanitaire fondamentale et une dimension économique importante tant pour les pays que nous aidons que pour la Belgique.		
La dimension humanitaire de la coopération au développement est évidente et primordiale. Diverses maladies, la famine, la malnutrition, l'analphabétisme progressent actuellement dans de nombreux pays et particulièrement en Afrique noire :		
— la malaria, la bilharziase, le choléra, la maladie du sommeil, pour ne citer que quelques maladies particulièrement terrifiantes, progressent dans différentes régions d'Afrique;		
— la sécheresse a eu ces dernières années des conséquences catastrophiques au Sahel et dans la corne de l'Afrique. Elle serait responsable de dix millions de réfugiés en Afrique sub-saharienne. La désertification progresse : les déserts qui représentent 20 % du continent en 1984 pourraient représenter 45 % dans 50 ans;		
— la croissance de la population accroît le déséquilibre alimentaire dans certains régions et menace cet équilibre dans d'autres régions où il existe actuellement (Burundi, Rwanda, ...). La population sub-saharienne de l'Afrique a doublé depuis 1960;		
— les troubles et les guerres civiles provoquent des émigrations massives de réfugiés vers certains pays (Soudan, Somalie, Zaïre, etc.).		
Bref, les tâches humanitaires à accomplir dans le domaine du développement rural, de la médecine, de l'enseignement restent immenses et une des responsabilités premières de la coopération au développement.		
La coopération au développement a toutefois également une dimension économique importante tant pour les pays en voie de développement que pour les pays du nord de la planète. En effet, la seule voie pour sortir les pays industrialisés durablement de la crise qu'ils traversent actuellement passe par le développement d'un nombre toujours croissant de pays en voie de développement. Notre intérêt économique bien compris passe donc à moyen et long terme par le développement des pays du tiers-monde.		
A plus court terme, il faut toutefois également noter que la coopération au développement, et même la coopération humanitaire désintéressée, est une des meilleures manières de faire connaître dans de nombreux pays la qualité de		
IV. Overlevingsfonds	34	34
V. AGRIPROM	35	35
VI. Informatiebeleid	36	36
VII. De vrijwilligers en het personeel van de ontwikkelingssamenwerking	37	37
VIII. Zaïre	38	38
IX. Onderwijs	39	39
X. Raad van Advies voor ontwikkelingssamenwerking	40	40
C. — Besprekking van de artikelen en stemmingen	34	
Bijlagen	36	

MESDAMES, MESSIEURS,

**A. — EXPOSE INTRODUCTIF
DU SECRETAIRE D'ETAT
A LA COOPERATION AU DEVELOPPEMENT**

**« I. Introduction
Les enjeux de la coopération au développement**

Le Secrétaire d'Etat déclare que l'effort belge de coopération au développement a, qu'on le veuille ou non, simultanément une dimension humanitaire fondamentale et une dimension économique importante tant pour les pays que nous aidons que pour la Belgique.

La dimension humanitaire de la coopération au développement est évidente et primordiale. Diverses maladies, la famine, la malnutrition, l'analphabétisme progressent actuellement dans de nombreux pays et particulièrement en Afrique noire :

— la malaria, la bilharziase, le choléra, la maladie du sommeil, pour ne citer que quelques maladies particulièrement terrifiantes, progressent dans différentes régions d'Afrique;

— la sécheresse a eu ces dernières années des conséquences catastrophiques au Sahel et dans la corne de l'Afrique. Elle serait responsable de dix millions de réfugiés en Afrique sub-saharienne. La désertification progresse : les déserts qui représentent 20 % du continent en 1984 pourraient représenter 45 % dans 50 ans;

— la croissance de la population accroît le déséquilibre alimentaire dans certains régions et menace cet équilibre dans d'autres régions où il existe actuellement (Burundi, Rwanda, ...). La population sub-saharienne de l'Afrique a doublé depuis 1960;

— les troubles et les guerres civiles provoquent des émigrations massives de réfugiés vers certains pays (Soudan, Somalie, Zaïre, etc.).

Bref, les tâches humanitaires à accomplir dans le domaine du développement rural, de la médecine, de l'enseignement restent immenses et une des responsabilités premières de la coopération au développement.

La coopération au développement a toutefois également une dimension économique importante tant pour les pays en voie de développement que pour les pays du nord de la planète. En effet, la seule voie pour sortir les pays industrialisés durablement de la crise qu'ils traversent actuellement passe par le développement d'un nombre toujours croissant de pays en voie de développement. Notre intérêt économique bien compris passe donc à moyen et long terme par le développement des pays du tiers-monde.

A plus court terme, il faut toutefois également noter que la coopération au développement, et même la coopération humanitaire désintéressée, est une des meilleures manières de faire connaître dans de nombreux pays la qualité de

DAMES EN HEREN,

**A. — INLEIDENDE UITEENZETTING
VAN DE STAATSSECRETARIS
VOOR ONTWIKKELINGSSAMENWERKING**

« I. Inleiding

Draagwijdte van onze samenwerking met de Derde Wereld

De Staatssecretaris verklaart dat onze inspanningen inzake ontwikkelingssamenwerking, of men dat nu prettig vindt of niet, een dubbel aspect hebben, namelijk, een fundamenteel, humaan dimensie maar ook een belangrijke economische dimensie zowel voor België als voor de bijgestane landen.

De humaan dimensie van de ontwikkelingssamenwerking is evident en primordiaal. Diverse ziekten, de honger, de ondervoeding en het analfabetisme zijn momenteel in opgang in een groot aantal landen en in het bijzonder in Zwart-Afrika :

— malaria, bilharziase, cholera en slaapziekte om er maar enkele te noemen, zijn schrikbarende ziekten die een progressieve, snelle opgang kennen in diverse streken van Afrika;

— de droogte heeft de laatste jaren catastrofale gevolgen gehad voor de Sahel en de hoorn van Afrika. Zij is verantwoordelijk voor 10 miljoen vluchtelingen die zich momenteel in de landen ten zuiden van de Sahara ophouden. Het progressief voortschrijden van de woestijn : de woestijnen die momenteel 20 % van het continent uitmaken kunnen, binnen 50 jaar, 45 % van de totale oppervlakte beslaan;

— de bevolkingsexplosie verstoort in sommige streken het voedingsevenwicht en bedreigt het in andere waar het momenteel nog bestaat (Burundi, Rwanda, ...). De bevolking ten zuiden van de Sahara verdubbelde sinds 1960;

— ongeregeldheden en burgeroorlogen veroorzaken in sommige streken massale immigraties van vluchtelingen (Soedan, Somalia, Zaïre, ...).

Om kort te zijn, de te vervullen humanitaire taken op het vlak van de plattelandontwikkeling, de medische ontwikkeling en het onderwijs blijven immens en één van de eerste verantwoordelijkheden van de ontwikkelingssamenwerking.

De ontwikkelingssamenwerking heeft niettemin ook een belangrijke economische dimensie zowel voor de ontwikkelingslanden als voor de landen van de noordelijke hemisfeer van deze planeet. Inderdaad de enige weg die een duurzame uitkomst biedt voor de crisis die de geïndustrialiseerde landen momenteel doorworstelen, loopt langs de ontwikkeling van een nog steeds stijgend aantal ontwikkelingslanden. Onze economische belangen zijn onmiskenbaar verbonden met de ontwikkeling van de landen van de derde wereld zowel op korte als op lange termijn.

Op kortere termijn dient eveneens te worden aangezegd dat de ontwikkelingssamenwerking, en zelfs de humaan onbaatzuchtige samenwerking, één van de beste manieren is om aan vele landen de kwaliteit van onze des-

nos experts, l'esprit de travail de notre main-d'œuvre et la qualité de nos produits. La coopération donne actuellement du travail à quelque 2 700 Belges à l'étranger, sans compter le personnel mis au travail à l'A. P. E. F. E. et au V. V. O. B. L'exécution des projets bilatéraux de l'A. G. C. D. donnent lieu, bon an mal an, à quelque 3 milliards de fournitures belges à l'étranger, sans parler des contrats commerciaux résultant directement ou indirectement de la bonne volonté à l'égard de la Belgique que la coopération crée dans plusieurs dizaines de pays.

Telles sont les raisons pour lesquelles la coopération au développement belge doit être gérée sérieusement et pour lesquelles le budget de la coopération au développement mérite de retenir plus particulièrement l'attention de votre Commission.

II. Les moyens budgétaires de la Coopération au Développement

2.1. Aide publique globale au développement

En 1984 l'aide publique globale de la Belgique au développement sera pratiquement identique à celle de 1983, à savoir 24,4 milliards en 1984 contre 24,7 milliards en 1983.

En 1982, avec 0,59 % du P. N. B. affecté à l'aide publique globale au développement, la Belgique venait en cinquième place après les Pays-Bas, la Norvège, la Suède et le Danemark.

La décomposition de l'aide publique globale au développement entre les différents départements ministériels intéressés figurent à l'annexe I de ce rapport.

2.2. Budget de la Coopération au Développement pour l'année budgétaire 1984

Les données budgétaires pour 1984 de la Coopération au Développement figurant au budget du Ministère des Affaires Etrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au Développement apparaissent à l'annexe II du présent rapport.

Il ressort de ce tableau que l'ensemble des moyens budgétaires figurant pour la Coopération au Développement au Titre I et au Titre II de ce budget, augmentés des ordonnancements à charge de la dotation de la Loterie Nationale, passeront de 13 907 millions en 1983 à 14 016 millions en 1984. La quasi totalité des sommes précitées représentent des moyens de paiements (ordonnancements et crédits non-dissociés). Pour connaître la marge de manœuvre globale dont dispose la politique en matière de Coopération au Développement il faut y ajouter les autorisations d'engagement de 4 milliards 250 millions figurant à l'article 18 du projet de budget.

Les autorisations d'engagement correspondantes n'étaient que de 2 900 millions en 1983. L'accroissement des autorisations d'engagement 1984 par rapport à 1983 est donc de 47 %.

Le Secrétaire d'Etat attire également l'attention de la Commission sur le fait que l'article 18 du projet de budget fixe pour l'année 1984 le programme des projets soumis à la décision du Comité Ministériel de la Politique Extérieure se rapportant au Fonds de la Coopération au Développement (art. 60,58.B) à 5 milliards de F.

Il note aussi que les moyens de paiements dont dispose la Coopération au Développement comprennent non seulement les crédits d'ordonnancements et les crédits non-dissociés figurant aux Titres I et II du budget mais également les soldes de 1983 reportés à 1984 dans le cadre du Fonds de la Coopération au Développement.

kundigen, het werkrendement van onze werkliden en de kwaliteit van onze produkten te leren kennen. De samenwerking stelt momenteel zo'n 2 700 personen in het buitenland te werk, zonder rekening te houden met het door A. P. E. F. E. en V. V. O. B. tewerkgesteld personeel. De uitvoering van de bilaterale projecten van het A. B. O. S. geven aanleiding tot het leveren van Belgisch materieel waar een gemiddeld jaarlijks bedrag van ongeveer 3 miljard mee gepaard gaat, zonder te spreken van de commerciële contracten die direct of indirect voortspruiten uit de goede wil ten aanzien van België die door de samenwerking in verscheidene tientallen landen wordt gecreëerd.

Dat zijn de redenen waarom de Belgische ontwikkelings-samenwerking ernstig dient te worden beheerd en ook de redenen waarom de begroting van de ontwikkelingssamenwerking de bijzondere aandacht van uw Commissie dient te weerhouden.

II. Budgettaire middelen van de ontwikkelingssamenwerking

2.1. Globale publieke ontwikkelingshulp

In 1984 zal de globale publieke Belgische ontwikkelings-hulp praktisch identiek zijn aan die van 1983 : 24,4 miljard in 1984 tegenover 24,7 miljard in 1983.

Met de 0,59 % van het B. N. P. die in 1982 werd besteed aan globale publieke ontwikkelingshulp, bekleedde België de vijfde plaats op de wereldranglijst na Nederland, Noorwegen, Zweden en Denemarken.

De opsplitsing van de globale publieke ontwikkelings-hulp over de verschillende betrokken ministeriële departementen wordt weergegeven in bijlage I van dit verslag.

2.2. Begroting van de ontwikkelingssamenwerking voor het begrotingsjaar 1984

De budgettaire gegevens voor 1984 van de ontwikkelings-samenwerking worden vermeld op de begroting van het Ministerie van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking en hernomen in bijlage II van dit verslag.

Uit deze tabel blijkt dat het geheel van de budgettaire middelen van de ontwikkelingssamenwerking die samengevat zijn onder titel 1 en 2 van die begroting, te verhogen met de ordonnanceringen genomen ten laste van de dotatie van de Nationale loterij, evolueren van 13 907 miljoen in 1983 naar 14 016 miljoen in 1984. Quasi het ganse totaal van de vermelde bedragen vertegenwoordigen betalingsmiddelen (ordonnancerings- en niet gesplitste kredieten). Om de globale werkingsruimte, waarover de ontwikkelingssamenwerkingspolitiek beschikt, te kennen, moet men hieraan de vastleggingsmachtigingen ten belope van 4 miljard 250 miljoen, ingeschreven op artikel 18 van het begrotingsontwerp, toevoegen.

De parallelle vastleggingsmachtigingen bedroegen in 1983 slechts 2 900 miljoen. Dat betekent een verhoging van de vastleggingsmachtigingen met 47 %.

De Staatssecretaris vestigt eveneens de aandacht van de Commissie op het feit dat artikel 18 van het begrotingsontwerp, voor het jaar 1984, het programma voor de projecten die aan de goedkeuring van het Ministerieel Comité voor Buitenlandse Betrekkingen dienen te worden voorgelegd, en die betrekking hebben op het Fonds voor de Ontwikkelingssamenwerking (art. 60,58 B) vastlegt voor een bedrag van 5 miljard F.

Te noteren valt dat de betalingsmiddelen, ter beschikking van de ontwikkelingssamenwerking, niet alleen de ordonneringskredieten en niet splitsbare kredieten, vervat, onder titel 1 en 2 van de begroting, omvatten, maar ook het saldo van 1983 dat werd overgedragen naar 1984 in het kader van het Fonds voor Ontwikkelingssamenwerking.

2.3. Le Fonds de la Coopération au Développement

Ce Fonds est entré en vigueur le 31 décembre 1982 et a disposé en 1983 globalement de 13 689 millions de F. Il figure à l'article 60.58.B du Titre IV du budget.

Ses ressources en 1983 se sont décomposées comme suit :

(en millions de F)

— Crédits budgétaires	5 786 F	42 %
— Transferts de 1982	6 262 F	46 %
— Loterie Nationale	1 400 F	10 %
— Versements des pays assistés	70 F	0,005 %
— Zaïrianisation	171 F	0,01 %

A la mi-janvier 1984 le Fonds a liquidé des dépenses pour un montant total de 7 269 millions ce qui représente 53 % de ses moyens de départ. Le solde de 6 420 millions sera reporté à l'année 1984 et sera majoré de nouvelles dotations budgétaires pour un montant de 5 283 millions de F, de 2 250 millions de F provenant de la Loterie Nationale et de 70 millions provenant des pays assistés.

De ce fait le Fonds disposera pour l'année 1984 de 14 023 millions.

Des dépenses de 10 milliards sont prévues en 1984 ce qui représenterait 70 % de ses moyens.

En outre, en vertu de l'article 18 de la loi budgétaire pour l'année 1984 le Fonds disposera d'autorisations d'engagement dont 2 milliards constituent des autorisations d'engagement destinées à des projets à charge de la Loterie Nationale et 2,25 milliards à financer par des moyens budgétaires.

Ceux-ci seront affectés comme suit :

— Projets O. N. G.	800 millions
— Aide d'urgence	50 millions
— Projets gouvernementaux	1 000 millions
— Interventions financières (art. 2, § 3, de la loi du 10 août 1981)	400 millions
Total	2 250 millions

En ce qui concerne les dépenses 1983 à charge du Fonds elles concernent l'ensemble de la coopération bilatérale, dont les grands postes ont enregistré des degrés d'exécution différents. Pour rendre l'examen de cet aspect particulier du Fonds possible il y a lieu d'examiner quelle est l'importance relative de chaque poste, leur taux d'engagement ainsi que leur pourcentage d'exécution. Cela donne le schéma ci-après :

Postes	Importance relative en %	Engagements		Dépenses en % des autorisations
		en % des autorisations	(en millions de F)	
Formation	5	89	70	
Personnel	30	99	84	
Projets, technologie et zaïrianisation	50	89	35	
Interventions financières	1	33	32	
Aide d'urgence	2	41	23	
projets O. N. G. (Cofinancement)	12	68	52	
Total	100			

2.3. Fonds voor Ontwikkelingssamenwerking

Dit Fonds trad in werking op 31 december 1982 en beschikte in 1983 over globaal 13 689 miljoen F. Het komt voor op artikel 60.58.B van Titel IV van de begroting.

Voor 1983 zijn deze bronnen als volgt op te splitsen :

	(in miljoen)
— Begrotingsdotaties	5 782 F 42 %
— Overdracht van 1982	6 262 F 46 %
— Nationale Loterij	1 400 F 10 %
— Stortingen van bijgestane landen	70 F 0,005 %
— Zaïrianisering	171 F 0,01 %

Het Fonds heeft een bedrag van 7 269 miljoen F uitgegeven wat 53 % van zijn aanvangsmiddelen betekent. Het saldo, ten belope van 6 420 miljoen, zal orden overgedragen naar het jaar 1984 en zal worden aangevuld met nieuwe begrotingsdotaties voor een bedrag van 5 283 miljoen, met 2 250 miljoen van de Nationale Loterij en met 70 miljoen afkomstig van de bijgestane landen.

Hierdoor zal het Fonds voor het jaar 1984 beschikken over 14 023 miljoen.

Voor 1984 werden uitgaven ten belope van 10 miljard voorzien wat ongeveer 70 % van de middelen behelst.

Krachtens artikel 18 van de begrotingswet voor het jaar 1984 zal het Fonds onder meer beschikken over vastleggingsmachtigingen waarvan 2 miljard de vastleggingsmachtigingen vormen bestemd voor de projecten ten laste van de Nationale Loterij en 2,25 miljard te financieren is door de begrotingsmiddelen.

Deze worden als volgt geaffecteerd :

— N. G. O.-projecten	800 miljoen
— Noodhulp	50 miljoen
— Gouvernementele projecten	1 000 miljoen
— Financiële tussenkomsten (art. 2, § 3 van de wet van 10 augustus 1981) ...	400 miljoen	
Totaal	2 250 miljoen	

De uitgaven van 1983 ten laste van het Fonds beslaan het geheel van de bilaterale samenwerking, waarvan de grote rubrieken in een verschillend stadium van uitvoering verkeren. Om het onderzoek van dit bijzonder aspect van het Fonds mogelijk te maken, moet men het relatieve belang van iedere rubriek onderzoeken, alsook hun vastleggings- en uitvoeringspercentage. Dit geeft het volgende schema :

Rubrieken	Relatieve belangrijkheid uitgedrukt in %	Procentuele vastleggingen van de machtigingen	Procentuele uitgaven van de machtigingen
			(in miljoenen F)
Opleiding	5	89	70
Personnel	30	99	84
Projecten, technologie en zaïrisering	50	89	35
Financiële tussenkomsten	1	33	32
Noodhulp	2	41	23
N. G. O.-projecten (Medefinanciering)	12	68	52
Totaal	100		

Pour l'ensemble des postes le total des engagements se situe à 88 % tandis que les dépenses se situent à 53 %.

On pourrait croire, à la lecture de ces chiffres que des difficultés d'exécution se situent surtout au niveau des projets puisque la différence entre le taux d'engagements (89 %) et celui des dépenses (35 %) y est la plus élevée. Il ne faut cependant pas perdre de vue que les visas d'engagement pour des projets se rapportent à l'ensemble des dépenses réparties sur plusieurs années. Celà est le cas lorsque les projets font l'objet de contrats de marché public. Il ne s'agit donc pas nécessairement d'un retard dans l'exécution mais plutôt d'un phénomène normal des prévisions d'ordonnancement dans le temps.

Les interventions financières sont définies par l'arrêté royal du 30 décembre 1982 portant exécution de l'article 2, § 4 de la loi du 10 août 1981 relative à la création d'un Fonds de la Coopération au Développement.

Les modalités d'aide financière sont : les emprunts, les bonifications d'intérêt, les garanties, les participations et les ouvertures de crédits.

Une seule action a été accomplie en 1983. Il s'agit de la participation dans la Shanghai Manufacturing Company pour un montant total de 127,3 millions, dont 30,78 millions à charge de l'année 1983.

D'autres interventions financières rentrant dans le Cadre de l'arrêté royal du 30 décembre 1982 sont actuellement en préparation. Il s'agit notamment de l'ouverture d'une ligne de crédit de 200 millions à la SOFIDE (Zaïre), octroyée lors de la grande Commission mixte de juillet 1983.

En ce qui concerne les interventions financières, l'article 18 du projet de budget prévoit donc des possibilités d'engagement de 400 millions en 1984.

Les autres actions figurant au Fonds de la coopération au développement qui méritent de retenir l'attention sont les suivantes :

- bourses d'études bilatérales : 391,4 millions (396,4 millions en 1983);
- bourses de stage bilatérales : 285,7 millions (231,9 millions en 1983);
- coopération technique universitaire : 605,8 millions (568,7 millions en 1983).

L'annexe III donne un aperçu complet de l'ensemble des dépenses prévues pour les bourses d'études et de stage en 1984.

L'annexe IV donne une vue d'ensemble des postes du budget de la coopération concernant les interventions en faveur des universités.

En effet, tant en ce qui concerne les universités que les bourses d'études et de stage, certaines dépenses figurent à des articles budgétaires autres que l'article 60.58.B (Fonds de coopération au développement).

2.4. Répartition du budget de la Coopération au Développement entre l'aide bilatérale et multilatérale

L'annexe V donne la ventilation du budget 1984 entre l'aide bilatérale et multilatérale. Il en ressort que la répartition est de 70,6 % pour l'aide bilatérale et 29,4 % pour l'aide multilatérale.

Voor het geheel van deze rubrieken situeert het totaal van de vastleggingen zich rond 88 % en het totaal van de uitgaven rond 53 %.

Bij lezing van deze cijfers zou men kunnen aannemen dat de uitvoeringsmoeilijkheden zich vooral situeren op het niveau van de projecten vermits het verschil tussen het vastleggingspercentage (89 %) en het uitgavenpercentage (35 %) het grootst is. Men mag nochtans niet uit het oog verliezen dat de vastleggingsvisa voor de projecten betrekking hebben op het geheel van de uitgaven, gespreid over verschillende jaren. Dit is zo omdat de projecten het voorwerp uitmaken van overheidsopdrachten. Het gaat hier dus niet noodzakelijk om een vertraging in de uitvoering, maar veleer om het normale verschijnsel van in de toekomst geplande ordonnanceringsvoorzieningen.

De financiële tussenkomsten worden bepaald door het koninklijk besluit van 30 december 1982 houdende uitvoering van artikel 2, § 4 van de wet van 10 augustus 1981 betreffende de oprichting van een Fonds voor Ontwikkelingssamenwerking.

De modaliteiten van de financiële hulp zijn : leningen, intrestbonificaties, garanties, participaties en kredietopeningen.

Er werd gedurende 1983 één enkele actie gedaan. Het gaat hier om de participatie in de « Bell Manufacturing Company » in China en dit voor een totaal bedrag van 127,3 miljoen waarvan 30,78 miljoen ten laste van het jaar 1983.

Andere financiële tussenkomsten, die in te passen zijn in het kader van het koninklijk besluit van 30 december 1982, zijn momenteel in voorbereiding. Het gaat hier meer behalve om een vrij krediet ten belope van 200 miljoen dat werd toegezegd aan SOFIDE (Zaïre) gedurende de Grote Gemengde Commissie van juli 1983.

Voor de financiële tussenkomsten voorziet artikel 18 van het begrotingsontwerp, dus voor 1984, in vastleggingsmogelijkheden ten belope van 400 miljoen.

Andere acties die voorkomen op het Fonds van de ontwikkelingssamenwerking en die onze aandacht verdienen zijn :

- bilaterale studiebeurzen : 391,4 miljoen (396,4 miljoen in 1983);
- bilaterale stagebeurzen : 285,7 miljoen (231,9 miljoen in 1983);
- technische universitaire samenwerking : 605,8 miljoen (568,7 miljoen in 1983).

Bijlage III geeft een volledig overzicht van de voor 1984 voorziene uitgaven voor studie- en stagebeurzen.

Bijlage IV geeft een overzicht van het geheel van de begrotingenkosten van de samenwerking betreffende de tussenkomsten ten voordele van de universiteiten.

Het is inderdaad zo dat zowel voor de universiteiten als voor de studie- en stagebeurzen sommige uitgaven worden ingeschreven op andere begrotingsartikelen dan artikel 60.58.B (Fonds voor ontwikkelingssamenwerking).

2.4. Opsplitsing van de begroting van de ontwikkelings-samenwerking in bilaterale en multilaterale hulp

Bijlage V ventileert de begroting voor 1984 in bilaterale en multilaterale hulp. Daaruit blijkt dat 70,6 % gaat naar de bilaterale hulp en 29,4 % naar de multilaterale hulp.

L'annexe VI donne une ventilation du budget multilatéral pour 1984 ainsi qu'une comparaison avec 1983. Il ressort de ce budget que les principaux postes sont :

- le Fonds européen de développement : 1 921 millions;
- le programme des Nations-Unies pour le développement : 600 millions;
- les experts associés : 400 millions;
- la rémunération du personnel « bi-multi » : 392 millions.

Le montant total du budget multilatéral est de 4 117 millions.

III. Répartition régionale et sectorielle de l'aide bilatérale

3.1. Répartition géographique

Les derniers chiffres disponibles concernant la répartition géographique de l'aide bilatérale financée par le budget de la Coopération au développement concerne l'an iée 1982.

L'évolution de cette répartition géographique est reprise à l'annexe VII. Il en ressort, qu'en 1982 l'Afrique bénéficie de 82,3 % de l'aide A. G. C. D. Le sud du Sahara absorbe 73,5 % de l'aide bilatérale. Le Zaïre, le Rwanda et le Burundi reçoivent 55,8 % de cette aide.

L'Asie吸 6,9 % de l'aide bilatérale A. G. C. D. et l'Amérique latine 6,5 %.

Un effort de diversification géographique important a toutefois été accompli depuis 1968, année au cours de laquelle l'Afrique centrale absorbait à elle seule 86,8 % de l'aide bilatérale A. G. C. D.

Différentes catégories de pays peuvent être établies pour analyser la répartition de l'aide :

- pays à convention générale de coopération;
- pays moins avancés;
- pays classés suivant le critère P. N. B./habitant;
- pays classés en fonction de l'aide reçue.

a) Pays à convention générale

En 1982, il y avait 22 pays qui avaient signé une convention générale de coopération avec la Belgique. La part de ces 22 pays à convention générale dans l'aide publique bilatérale a été de 79,4 % en 1982.

En 1983, une convention générale a été signée par le Ministre des Relations Extérieures avec le Congo Brazza-ville et l'Angola. Le Secrétaire d'Etat a pour sa part signé une convention de coopération au développement avec la République Populaire de Chine le 14 novembre 1983 et avec la Tanzanie le 3 janvier 1984.

Divers projets de coopération bilatérale existaient toutefois en Chine depuis 1979 et en Tanzanie depuis 1976. Les actions bilatérales dans ces deux pays étaient gérées par des accords particuliers.

b) Les P. M. A.

L'aide bilatérale A. G. C. D. aux pays les moins avancés a représenté 28,5 % du budget bilatéral total en 1982.

Le Rwanda et le Burundi absorbent 69,6 % de l'aide publique bilatérale aux P. M. A.

Bijlage VI geeft de ventilatie van de multilaterale begroting voor 1984 weer alsook een vergelijking met 1983. Uit deze begroting blijkt dat de voornaamste posten zijn :

- het Europees Ontwikkelingsfonds : 1 921 miljoen;
- het Ontwikkelingsprogramma van de Verenigde Naties : 600 miljoen;
- geassocieerde experten : 400 miljoen;
- de bezoldiging van het « bi-multi » personeel : 392 miljoen.

Het totaalbedrag van de multilaterale begroting beloopt 4 117 miljoen.

III. Regionale en sectoriële verdeling van de bilaterale hulp

3.1. Geografische verdeling

De laatste beschikbare cijfers betreffende de geografische verdeling van de bilaterale hulp gefinancierd door de begroting van de ontwikkelingssamenwerking, heeft betrekking op het jaar 1982.

De ontwikkeling van deze geografische verdeling wordt weergegeven in bijlage VII. Hieruit blijkt dat gedurende het jaar 1982 Afrika 82,3 % van de A. B. O. S.-hulp kreeg toebedeeld. De landen ten zuiden van de Sahara slorpen samen 73,5 % van de hulp op; hiervan nemen Zaïre, Rwanda en Burundi 55,8 % voor hun rekening.

Azië is goed voor 6,9 % van de bilaterale A. B. O. S.-hulp. Latijns-Amerika moet het rooien met 6,5 %.

Sinds 1968, jaar waarin Centraal-Amerika alleen 86,8 % van de bilaterale A. B. O. S.-hulp opslorpte, werd een inspanning gedaan om te komen tot een betere geografische spreiding van de hulp.

De diverse landen kunnen in verschillende categorieën worden ingedeeld met het oog op de analyse van de verdeling van de hulp :

- de landen met een algemeen samenwerkingsakkoord;
- de minst-ontwikkelde landen;
- de landen die gerangschikt werden volgens het criterium B. N. P./capita;
- de landen gerangschikt in functie van de ontvangen hulp.

a) Landen waarmede een algemene overeenkomst is gesloten

In 1982 waren er 22 landen die een algemene samenwerkingsovereenkomst met België hadden ondertekend. Het aandeel in de bilaterale hulp van deze 22 landen met een algemene overeenkomst bedroeg in 1982, 79,4 %.

In 1983 werd door de Minister van Buitenlandse Betrekkingen een algemene overeenkomst afgesloten met Kongo-Brazzaville en Angola. De Staatssecretaris sloot op 14 november 1983 een ontwikkelingssamenwerkingsakkoord af met de Volksrepubliek China en op 3 januari 1984 werd met Tanzania eenzelfde overeenkomst afgesloten. Niettemin bestonden er zowel in China als in Tanzania reeds diverse bilaterale samenwerkingsprojecten, respectievelijk opgezet sinds 1979 en 1976. De in deze twee landen lopende bilaterale acties werden geregeld door bijzondere overeenkomsten.

b) De M. O. L.-landen

In 1982 vertegenwoordigde de bilaterale A. B. O. S.-hulp aan de minst-ontwikkelde landen 28,5 % van de totale bilaterale begroting.

Rwanda en Burundi slorpten 69,6 % van de bilaterale hulp aan de M. O. L.-landen op.

c) Critère P. N. B. par habitant

En 1982, 68,7 % de l'aide publique bilatérale est allée à des pays dont le P. N. B. par habitant était inférieur à 400 dollars.

d) Classement des pays en fonction du montant de l'aide reçue

En 1982, le nombre de pays bénéficiaires de l'aide bilatérale A. G. C. D. a été de 115.

11 pays ont reçu une aide supérieure à 100 millions de F. 59 pays ont bénéficié d'une aide inférieure à 10 millions de FB.

Dans ces derniers pays les dépenses résultent le plus souvent d'interventions sous forme de volontaires, d'experts associés, d'interventions en faveur de missionnaires ou de co-financement d'O. N. G.

Le Secrétaire d'Etat note également que depuis 1970 l'Administration générale de la Coopération au Développement prépare et exécute des projets de développement dans un nombre croissant de pays avec ou sans convention générale de coopération. C'est ainsi qu'en 1982, l'A. G. C. D. a réalisé des projets dans 44 pays en développement.

Ces chiffres concernant l'éventail des pays bénéficiaires, permettent de se demander si la coopération financée par le budget de la Coopération au développement ne souffre pas d'une diversification géographique excessive, confinant parfois au saupoudrage.

3.2. Répartition sectorielle de l'aide bilatérale

Tout comme pour la répartition géographique, l'on ne dispose de chiffres précis que pour 1982 en ce qui concerne la répartition sectorielle de l'aide publique bilatérale. Il va de soi que cette répartition sectorielle varie fortement d'un pays à l'autre.

La répartition sectorielle de l'aide publique en 1982 se présentait comme suit :

- agriculture : 18,18 %;
- enseignement : 18,98 %;
- développement des services publics et infrastructures : 35,11 %;
- santé publique : 12,96 %;
- industrie et commerce : 11,22 %;
- autres secteurs : 4,15 %.

IV. Objectifs et stratégies de la politique de coopération au développement

4.1. Objectifs

Les principaux objectifs de la politique de coopération au développement semblent pouvoir être définis comme suit :

- orienter une part importante de l'aide vers les pays les moins avancés ainsi que vers les autres pays en voie de développement dont le P. N. B. par habitant est inférieur à 400 dollars;
- donner la priorité aux projets qui s'inscrivent dans une stratégie de développement intégré du pays bénéficiaire;
- veiller à ce que les projets fassent appel à une technologie adaptée assimilable par les populations concernées du pays bénéficiaire;

c) Het criterium B. N. P. per capita

In 1982 ging 68,7 % van de publieke bilaterale hulp naar die landen waarvan het B. N. P. per capita lager lag dan 400 dollar.

d) Rangschikking van de landen in functie van het bedrag van de ontvangen hulp

In 1982 ontvingen 115 landen bilaterale A. B.O. S.-hulp.

Elf landen ontvingen bijstand ten belope van meer dan 100 miljoen F. 59 landen kregen bijstand ten belope van een bedrag kleiner dan 10 miljoen BF.

In deze laatste landen zijn de uitgaven meestal het resultaat van tussenkomsten in de vorm van vrijwilligers, geassocieerde aspecten, tussenkomsten ten voordele van de missionarissen of van medefinancieringen met N. G. O.'s.

De Staatssecretaris merkt tevens dat sinds 1970 het Algemeen Bestuur van de Ontwikkelingssamenwerking ontwikkelingsprojecten voorbereidt en uitvoert in een toenemend aantal landen zowel met als zonder algemene samenwerkingsovereenkomsten. Zodoende heeft het A. B. O. S. gedurende 1982 in niet minder dan 44 ontwikkelingslanden projecten uitgevoerd.

De cijfers betreffende de waaier van begunstigde landen doet de vraag rijzen of de door de begroting van ontwikkelingssamenwerking gefinancierde samenwerking niet lijdt aan een buitensporige geografische diversificatie aan een overdreven versnippering.

3.2. Sectoriële verdeling van de bilaterale hulp

Zoals voor de geografische verdeling beschikt men ook voor de sectoriële verdeling van de publieke bilaterale hulp slechts voor 1982 over preciese cijfers. Het spreekt voor zich dat deze sectoriële spreiding strek varieert van land tot land.

De sectoriële spreiding van de publieke hulp in 1982 zag er als volgt uit :

- landbouw : 18,18 %;
- onderwijs : 18,98 %;
- ontwikkeling van openbare diensten en infrastructuur : 35,11 %;
- volksgezondheid : 12,96 %;
- industrie en handel : 11,22 %;
- andere sectoren : 4,15 %.

IV. Doelstelling en strategiën van het samenwerkingsbeleid

4.1. Doelstellingen

De belangrijkste doelstellingen van het beleid inzake ontwikkelingssamenwerking kunnen als volgt worden gedefinieerd :

- een belangrijk deel van de hulp moet worden gericht op de minstontwikkelde landen en naar die ontwikkelingslanden waarvan het B. N. P. per capita lager ligt dan 400 dollar;
- prioriteit moet worden verleend aan de projecten die hun plaats vinden in een geïntegreerde ontwikkelingsstrategie van het begunstigde land;
- er moet voor gewaakt worden dat de projecten een beroep doen op, een aangepaste technologie die voor de betrokken bevolking van de begunstigde landen assimileerbaar is.

— mettre l'accent sur la formation d'homologues dans le cadre de chaque projet afin que la remise du projet au pays bénéficiaire puisse se faire dans des délais raisonnables et dans de bonnes conditions;

— sélectionner dans toute la mesure du possible des projets qui tout en étant compatibles avec les objectifs précités, permettent de créer un maximum d'emplois pour des belges à l'étranger et en Belgique;

— accroître le rapport coût-efficacité de l'aide bilatérale A. G. C. D. ainsi que de notre contribution aux programmes et organismes multilatéraux d'aide au développement.

4.2. Stratégies

La poursuite des objectifs généraux précités implique notamment les stratégies suivantes.

4.1.1 Lutter contre le saupoudrage de l'aide bilatérale

La Belgique donne de l'aide bilatérale à quelque 115 pays. L'A. G. C. D. conçoit et exécute elle-même des projets dans quelque 44 pays.

Il semble raisonnable au Secrétaire d'Etat d'essayer de réduire progressivement le nombre de pays dans lesquels l'A. G. C. D. exécute elle-même des projets bilatéraux de coopération au développement.

L'efficacité de cette administration et par conséquent de notre aide bilatérale aurait tout à gagner d'une plus grande concentration.

Des pays voisins, tels les Pays-Bas s'efforcent actuellement également de concentrer leur aide sur un nombre plus réduit de pays.

Il est toutefois évident qu'une telle concentration ne peut se faire du jour au lendemain. En effet la Belgique est tenue d'honorer une série d'engagements pris dans le passé.

Il faut également noter que le fait que l'A. G. C. D. réduise le nombre de pays où elle exécute elle-même des projets bilatéraux, n'implique nullement la suppression de toute aide belge au développement des pays dont l'A. G. C. D. en tant que telle se retirerait. En effet, dans de nombreux cas, la Belgique pourrait maintenir une présence efficace dans les pays en question par le truchement d'organisations non gouvernementales, de cofinancements avec des organisations multinationales (Groupe de la Banque Mondiale, banques régionales de développement, programmes et agences des Nations-Unies), de l'A. P. E. F. E., du V. V. O. B. etc...

Le Secrétaire d'Etat reviendra plus loin sur ces différents types de sous-traitance et de cofinancements.

4.2.2 Repenser les priorités sectorielles

Il n'est pas aisés de définir les règles générales en matière de priorités sectorielles à adopter dans le cadre de la coopération bilatérale.

En effet, les besoins des différents pays aidés peuvent varier largement dans le temps et dans l'espace.

Les priorités à établir dans le cadre de notre effort de coopération avec la République Populaire de Chine ne sont évidemment pas les mêmes que celles que nous devons établir dans le cadre de nos rapports avec le Zaïre, le Mali ou l'Equateur.

— men moet de nadruk leggen op de opleiding van homologen; dit dient te gebeuren voor ieder project om de overname ervan door het begunstigde land toe te laten binnen een redelijke termijn en in goede omstandigheden;

— in de mate van het mogelijke moeten projecten worden geselecteerd die enerzijds volkomen in overeenstemming zijn met de vooropgezette doelstellingen, maar anderzijds voor Belgen een maximale werkgelegenheid creëren, zowel in het buitenland als in België;

— de verhouding kostprijs-doeltreffendheid van de bilaterale A. B. O. S.-hulp en van onze bijdrage aan de multilaterale ontwikkelingshulpprogramma's en organisaties moet worden verbeterd.

4.2. Strategieën

Het nastreven van hogergenoemde algemene doelstellingen impliceert de volgende strategieën.

4.2.1 Strijd tegen de versnippering van de bilaterale hulp

België verstrekt bilaterale hulp aan zo'n 115 landen. Het zet projecten op, die het zelf uitvoert, in 44 landen.

Het lijkt de Staatssecretaris redelijk te streven naar een geleidelijke vermindering van het aantal landen waarin het A. B. O. S. zelf bilaterale ontwikkelingsprojecten uitvoert.

De doeltreffendheid van deze administratie en noodgedwongen van onze bilaterale hulp, heeft alles te winnen bij een grotere concentratie.

Onze buurlanden, met name Nederland, doen momenteel eenzelfde inspanning om hun hulp te concentreren op een kleiner aantal landen.

Dat een dergelijke concentratie niet van vandaag op morgen kan gebeuren, hoeft geen betoog. Het is ook zo dat België gehouden is een reeks verbintenissen uit het verleden na te komen.

Er dient eveneens te worden aangestipt dat het feit dat het A. B. O. S. het aantal landen, waarin hetzelf bilaterale projecten uitvoert, terugschroeft, geenszins de opschatting betekent van alle Belgische ontwikkelingshulp aan die landen waaruit het A. B. O. S. zich als dusdanig zou terugtrekken. België kan inderdaad in de betrokken landen doeltreffend aanwezig blijven door middel van Niet-Gouvernementele Organisaties, medefinanciering met multinationale organisaties, (de Wereldbank, regionale ontwikkelingsbanken, programma's en organisaties van de Verenigde Naties) A. P. E. F. E., V. V. O. B., etc...).

Hieronder komt de Staatssecretaris terug op de verschillende types van onderaanneming en medefinanciering.

4.2.2 Herschikking van de sectoriële prioriteiten

Het is moeilijk om algemene richtlijnen te definiëren m.b.t. de sectoriële prioriteiten die van toepassing zouden moeten zijn op de bilaterale samenwerking.

Het feit dat de noden van de verschillende geholpen landen zowel in de tijd als in de ruimte sterk variëren, is daar niet vreemd aan.

De prioriteiten die wij vooropzetten in het kader van onze samenwerkingsinspanning met de Volksrepubliek China zijn uiteraard niet dezelfde als die welke wij hanteren in onze relaties met Zaïre, Mali of Ecuador.

Dans des pays comme la République Populaire de Chine, l'Indonésie, la Thaïlande, la Malaisie, l'Algérie, notre aide devra surtout être axée sur des transferts de technologie et sur la formation dans divers secteurs industriels ainsi que dans divers services publics relevant, par exemple, des transports et des télécommunications.

Par contre, dans la plupart des pays africains, et en particulier des pays sub-sahariens, le problème n° 1 est celui du développement de l'agriculture ainsi que des activités agro-alimentaires et agro-industrielles se situant en aval.

La plupart des experts s'accordent aujourd'hui pour dire que le développement industriel de l'Afrique passe par un développement de son agriculture.

Aucun pays d'Afrique ne pourra se moderniser et développer ses ressources s'il néglige son développement agricole.

C'est la raison pour laquelle en Afrique qui absorbe 82 % de l'aide bilatérale A. G. C. D., nous devons faire un effort plus important que par le passé dans le domaine de la coopération agricole.

Cette coopération ne peut toutefois pas se limiter à accroître la productivité des cultures et des élevages.

Elle doit également s'attacher à résoudre les nombreux problèmes qui se posent en amont et en aval de ces derniers à savoir : le conditionnement, le stockage et le transport des intrants et des produits de l'agriculture, de la pêche et de l'élevage, sans oublier l'industrie agro-alimentaire et agro-industrielle. Idéalement, les projets financés par la coopération belge devraient s'inscrire dans des stratégies agro-alimentaires intégrées visant à réaliser tant que faire se peut l'autosuffisance alimentaire pour les produits de base.

C'est dans cet esprit que le Secrétaire d'Etat a décidé de repenser l'ensemble de notre aide technique agricole aux pays d'Afrique sub-sahariens.

Il a bien entendu commencé par réévaluer la politique belge à l'égard de nos principaux partenaires, à savoir le Zaïre, le Rwanda et le Burundi. Une Commission technique mixte agricole belgo-zaïroise s'est tenue à Bruxelles fin novembre 1983. Il a été décidé à l'issue de cette commission mixte de consacrer une enveloppe de 2,3 milliards de francs belges à la coopération agricole au Zaïre dans les cinq années à venir. Cet effort fera passer la part de la coopération agricole dans la coopération bilatérale avec le Zaïre de 4 à 20 % en cinq ans. Une commission mixte agricole belgo-burundaise s'est tenue à Bujumbura sous la présidence du Secrétaire d'Etat début janvier 1984. Elle a permis de réévaluer l'ensemble de notre effort agricole au Burundi.

Une commission technique mixte est prévue fin février au Rwanda. Un de ses principaux objectifs sera également de réévaluer notre coopération avec ce pays dans le domaine de l'agriculture.

Les autres secteurs qui méritent particulièrement de retenir notre attention en Afrique, mais aussi dans divers pays d'Asie et d'Amérique latine, sont les suivants :

— les transferts de connaissances, spécialement dans le domaine de l'enseignement technique, professionnel et supérieur.

Un désengagement progressif de l'enseignement général semble s'imposer dans plusieurs pays d'Afrique, notamment au Zaïre. Il paraît également important d'accroître dans toute la mesure du possible le nombre de bourses et de stages de spécialisation permettant à des ressortissants des pays en voie de développement de venir parfaire leurs connaissances en Belgique;

In landen als de Volksrepubliek China, Indonesië, Thaïland, Maleisië en Algerije zou onze hulp zich vooral moeten toespitsen op de overdracht van technologie en op de opleiding in diverse industriële sectoren en in de sector van de openbare diensten zoals bijvoorbeeld het transport en de telecommunicaties.

In de meeste Afrikaanse landen en in het bijzonder in de sub-Saharalanden daarentegen is het probleem nummer één de ontwikkeling van de landbouw, evenals van de agro-alimentaire activiteiten die zich stroomafwaarts situeren.

Het merendeel van de deskundigen zijn het momenteel eens om te zeggen dat de industriële ontwikkeling van Afrika moet gebeuren via de ontwikkeling van zijn landbouw.

Geen enkel Afrikaans land kan er in slagen zich te moderniseren en zijn inkomen te ontwikkelen wanneer het de landbouwontwikkeling verwaarloost.

Dat is de reden waarom wij in Afrika, dat 82 % van de bilaterale A. B. O. S.-hulp opslorpt, een grotere inspanning moeten doen van de landbouwsamenwerking dan die welke wij voorheen gedaan hebben.

Deze samenwerking mag zich nochtans niet beperken tot het verhogén van de productiviteit van landbouw-vis- en veeteelten.

Zij dient eveneens oplossingen te vinden voor de veelvuldige problemen die rijzen rond de problematiek van de landbouwontwikkeling : de verpakking, het opslaan en het transport van de zaden en de landbouwproducten, de visvangst en de visteelt zonder de landbouwvoeding en de landbouw-industrie te vergeten. Het ideaal zou zijn wanneer de projecten gefinancierd door de Belgische samenwerking, zich zouden inpassen in geïntegreerde landbouwvoeding strategieën die tot doel hebben, in de mate van het mogelijke, de voedsel « self-sufficiency » inzake basisproducten te verzekeren.

In die optiek heeft de Staatssecretaris beslist het geheel van onze technische landbouwhulp aan de Afrikaanse sub-Saharalanden te herschikken.

Het spreekt vanzelf dat hij begon met het Belgisch beleid ten aanzien van onze belangrijkste partners met name Zaïre, Rwanda en Burundi. Een Gemengde Belgisch-Zaïrese Technische Landbouwcommissie heeft eind november 1983 te Brussel plaatsgehad. Ter gelegenheid van deze Gemengde Technische Commissie werd beslist om een enveloppe van 2,3 miljard Belgische frank te spenderen aan de landbouwsamenwerking met Zaïre in de komende vijf jaar. Deze inspanning zal het aandeel van de landbouwsamenwerking in de bilaterale samenwerking met Zaïre doen oplopen van 4 naar 20 % gespreid over een periode van 5 jaar. Begin januari 1984 werd onder het voorzitterschap van de Staatssecretaris in Bujumbura een Gemengde Belgisch-Burundese Landbouwcommissie gehouden. Zij heeft de reevaluatie van het geheel van onze landbouwinstellingen in Burundi tot gevolg gehad.

Een Gemengde Technische Commissie met Rwanda is voorzien voor eind februari. Eén van de hoofddoelstellingen van deze Commissie zal eveneens de reevaluatie van onze landbouwsamenwerking met dit land zijn.

Er bestaan ook nog andere sectoren die onze aandacht verdienen en dit zowel in Afrika als in verschillende landen van Azië en Latijns-Amerika :

— de overdracht van kennis, bijzonder op het vlak van het technisch-, beroeps- en hoger onderwijs.

Een progressieve afvloeiing van het algemeen onderwijs dringt zich op in diverse Afrikaanse landen waaronder Zaïre. Het leek eveneens belangrijk om in de mate van het mogelijke het aantal studie- en specialisatiestagebeurzen te verhogen, teneinde aan de uit ontwikkelingslanden herkomstige studenten toe te laten hun kennis in België te vervolmaken;

— les transferts de technologies adaptées au niveau de développement des pays assistés et ce notamment à l'occasion de l'exportation d'équipements d'origine belge, mais aussi dans le cadre de projets exécutés par l'A. G. C. D., de projets soustraits à des organismes non gouvernementaux ou internationaux, ainsi que dans le cadre de la coopération technique universitaire;

— santé publique : l'effort dans ce domaine doit se situer essentiellement au niveau de l'organisation des soins de santé primaires; priorité suffisante doit être accordée à la médecine préventive, à l'encadrement et à la formation d'homologues;

— infrastructure : dans de nombreux pays africains le délabrement des infrastructures de transport et l'insuffisance des infrastructures de production d'énergie constituent un grand handicap pour le développement de l'agriculture et de l'industrie. De nombreuses régions agricoles fertiles sont actuellement totalement ou partiellement enclavées. L'accroissement de la production agricole n'y a dès lors de sens que dans la mesure où les produits agricoles pourront être évacués vers les centres de consommation, de transformation ou d'exportation.

Dans de nombreux pays africains et surtout dans les plus vastes d'entre eux, tels que par exemple le Zaïre ou la Tanzanie, une politique de développement agricole doit aller de pair avec une politique de développement des infrastructures de transport.

4.2.3. Réévaluer l'efficacité de notre contribution à l'aide publique au développement multilatéral

En 1984 la contribution globale belge aux organismes et programmes multilatéraux de développement sera de 4 117 millions soit 29,4 % du budget 1984 de la coopération au développement.

L'aide publique multilatérale a augmenté de manière importante depuis 1977.

L'accroissement de cette aide en 1984 par rapport à 1977 représente 72 %.

Cette évolution est principalement imputable à l'augmentation très régulière des contributions de la Belgique au Fonds européen de développement : 1 309 millions en 1977, 1 921 millions en 1984. Le versement au Fonds européen représente 46,7 % des contributions multilatérales de l'A. G. C. D. Cette contribution est fixée par une loi et le montant en est imposé à la Belgique. La renégociation des accords de Lomé, démarrée en septembre 1983, constitue une bonne occasion pour repenser la politique du F. E. D.

Les contributions aux organismes et aux fonds des Nations Unies sont également fort importantes. Le Secrétaire d'Etat estime toutefois qu'une évaluation critique de l'efficacité des différents programmes et organismes multilatéraux des Nations Unies auxquels nous participons s'impose. Il a demandé à son Cabinet de procéder à cette évaluation.

Le Secrétaire d'Etat examine également actuellement la possibilité de collaborer d'avantage avec ces organismes dans le cadre de cofinancements bilatéraux — multilatéraux, plutôt que par le biais de l'augmentation de nos « cotisations » à ces organisations ou programmes multilatéraux. Ces « cotisations » constituent en fait des « chèques en blanc » qui ne permettent pas aux pays bénéficiaires d'identifier explicitement l'effort fait par la Belgique en leur faveur par le truchement de ces organisations multilatérales.

— de l'overdracht van aangepaste technologie op het niveau van de ontwikkeling van de bijgestane landen meer bepaald door middel van de uitvoer van uitrusting van Belgische makelij, in het kader van door het A. B. O. S. uitgevoerde projecten, in het kader van projecten uitgevoerd in onderaanneming door Niet-Gouvernementele Organisaties en in het kader van de technisch universitaire samenwerking;

— volksgezondheid : de inspanning in deze sector dient zich vooral te situeren op het niveau van de organisatie van de primaire gezondheidszorgen; er dient voldoende prioriteit te worden verleend aan de preventieve geneeskunde en aan de opleiding en begeleiding van homologen;

— infrastructuur : in talrijke Afrikaanse landen is heterval van de transportinfrastructuur en de onvoldoende energieproducerende infrastructuur een grote handicap voor de ontwikkeling van de landbouw en de industrie. Talrijke vruchtbare landbouwstrekken zijn momenteel nog steeds geheel of gedeeltelijk afgesloten. De verhoging van de landbouwproductie zal derhalve slechts zin hebben in de mate dat men er in slaagt de landbouwproducten te vervoeren naar de verbruikers-, transformatie- of uitvoercentra.

In een groot aantal Afrikaanse landen en vooral in de grootste onder hen, zoals bijvoorbeeld Zaïre of Tanzania, moet een politiek van landbouwontwikkeling noodzakelijkerwijs samengaan met een politiek van ontwikkeling van de transportinfrastructuur.

4.2.3. Revaluatie van de doeltreffendheid van onze bijdrage inzake hulp aan de multilaterale ontwikkeling

In 1984 zal de globale Belgische bijdrage aan de multilaterale ontwikkelingsprogramma's en organisaties 4 117 miljoen bedragen, hetzij 29,4 % van de begroting voor de ontwikkelingssamenwerking in 1984.

Sinds 1977 is de publieke multilaterale hulp aanzienlijk gestegen.

Het aan deze hulp bestede bedrag voor 1984 ligt 72 % hoger dan het bedrag van 1977.

Deze evolutie kan grotendeels worden toegeschreven aan de regelmatige verhoging van de bijdragen van België aan het Europees Ontwikkelingsfonds : 1 309 miljoen in 1977, 1 921 miljoen in 1984. De stortingen ter intentie van het Europees Fonds vertegenwoordigen 46,7 % van het totaal van de multilaterale bijdragen van het A. B. O. S. Deze bijdrage wordt vastgesteld door een wet en het bedrag ervan wordt aan België opgelegd. Het opnieuw onderhandelen van de akkoorden van Lomé, onderhandelingen die in september 1983 van start gingen, vormen een mooie gelegenheid om de politiek van het Europees Fonds voor Ontwikkeling te herschikken.

De bijdrager aan de organisaties en aan het Fonds van de Verenigde Naties, zijn eveneens belangrijk. Niettemin denkt de Staatssecretaris dat een kritische evaluatie van de doeltreffendheid van diverse multilaterale programma's en organisaties van de Verenigde Naties, waaraan wij deelnemen, zich opdringt. Hij heeft aan zijn kabinet de opdracht gegeven deze evaluatie uit te voeren.

Momenteel onderzoekt de Staatssecretaris eveneens de mogelijkheid om vlugger tot een samenwerking te komen in het kader van bi- multilaterale cofinancieringsacties, eerder dan te blijven gebruik maken van de omweg van de verhoging van onze bijdrage aan deze multilaterale organisaties en programma's. Deze bijdragen vormen inderdaad « blanco cheques » die de begunstigde landen niet toelaten de expliciete inspanning die België voor hen doet, te identificeren.

4.3 Accroissement de l'efficacité de l'A. G. C. D.

La poursuite des objectifs et stratégies précités ne sera possible que dans la mesure où les ministres responsables de la politique de coopération au développement disposent d'une administration efficace tant en Belgique que sur le terrain dans les sections de coopération.

Le Secrétaire d'Etat rappelle que son prédécesseur avait demandé à la Sobemap de faire une étude de l'efficacité du fonctionnement de l'A. G. C. D. et de faire des propositions de réorganisation de cette administration.

La Sobemap a remis un permier rapport fin 1982. Le Conseil des Ministres a décidé en mars 1983 de constituer un groupe de travail interministériel chargé de tirer des conclusions opérationnelles de ce rapport et de faire des propositions de restructuration de l'A. G. C. D. au Gouvernement.

Dès son entrée en fonction, le Secrétaire d'Etat a chargé un groupe de travail, comprenant des représentants de la Sobemap et des représentants de l'A.G. C. D., de lui faire des propositions de restructuration basées à la fois sur les analyses de la Sobemap et sur des propositions de l'Administration.

Ce groupe de travail a remis au Secrétaire d'Etat ses conclusions fin août 1983. Ces conclusions ont été transmises au groupe de travail interministériel créé par le Gouvernement en mars 1983.

Les travaux du groupe de travail interministériel ont permis de mettre au point une note au Conseil des Ministres, contresignée par le Ministre des Relations Extérieures et le Secrétaire d'Etat proposant une restructuration interne de l'A. G. C. D.

Cette note a fait l'objet d'un premier examen en Conseil des Ministres en décembre 1983.

L'idée centrale du projet de réforme est d'éviter que 3 directions générales ne soient concernées comme c'est le cas actuellement, par la conception et l'exécution des divers projets. En vertu de la restructuration proposée, un même projet serait dorénavant conçu et exécuté par une seule direction générale.

En fait le projet prévoit deux directions générales opérationnelles : une direction générale du développement économique, une direction générale du développement social et rural. Une direction d'administration serait chargée des services généraux.

Deux fonctions d'état major seraient créées pour assister l'administrateur général dans la formulation et l'évaluation des politiques : une direction générale de programmation et d'évaluation des politiques et un service d'audit et de contrôle interne.

Ce projet de réforme n'implique aucune nomination ou promotion extraordinaire.

L'incidence budgétaire du projet est donc nulle. Le Secrétaire d'Etat espère que le Gouvernement pourra prendre une décision concernant la restructuration de l'A. G. C. D. dans les prochaines semaines.

Les lenteurs dans l'exécution des projets bilatéraux qui ont souvent été dénoncées et qui constituent hélas une réalité ne sont toutefois pas uniquement imputables aux défauts d'organisation que connaît actuellement l'A. G. C. D. sur le plan de son fonctionnement interne. En effet, une fois mis au point par l'A. G. C. D. et approuvés par le Cabinet du Ministre qui à la Coopération au Développement dans ses attributions, les programmes et projets de coopération au développement doivent encore faire l'objet d'une série d'autorisations du Comité Ministériel de la Politique extérieure, du C. M. C. E. S. et du Ministre du Budget. Il a toutefois été décidé lors du dernier Comité Ministériel des

4.3 Verhoging van de doeltreffendheid van het A. B. O. S.

Het voortzetten van de vooropgestelde objectieven en strategieën zal maar mogelijk zijn in de mate dat de verantwoordelijke Ministers van het Ontwikkelingsbeleid over een doeltreffende administratie beschikken zowel in België als in de samenwerkingssecties ter plaatse.

De Staatssecretaris herinnert eraan dat zijn voorganger aan Sobemap had gevraagd een studie te maken over de doeltreffendheid van de werking van het A. B. O. S. en voorstellen te doen over de reorganisatie van deze administratie.

Sobemap heeft zijn eerste rapport eind 1982 neergelegd. De Ministerraad heeft in maart 1983 beslist een inter-ministeriële werkgroep op te richten, belast met het trekken van operationele conclusies uit dit rapport en het formuleren van voorstellen betreffende de herstructurerung van het A. B. O. S.

Van bij het opnemen van zijn functie, heeft de Staatssecretaris een werkgroep, waarvan vertegenwoordigers van Sobemap en vertegenwoordigers van het A. B. O. S. deel uitmaakten, belast hem voorstellen te doen inzake herstructurerung, gebaseerd én op de analyse van Sobemap én op de interne voorstellen van de administratie.

Deze werkgroep heeft hem eind augustus 1983 zijn besluiten overgemaakt. Deze besluiten werden aan de interministeriële werkgroep, die door de Regering werd opgericht in maart 1983, overgemaakt.

De werkzaamheden van deze interministeriële werkgroep hebben het op puntstellen van een nota aan de Ministerraad mogelijk gemaakt. Deze nota werd door de Minister van Buitenlandse Betrekkingen en door de Staatssecretaris medondertekend en stelt een interne herstructurerung van het A. B. O. S. voor.

Deze nota heeft het voorwerp uitgemaakt van een eerste onderzoek in de Ministerraad in december 1983.

De centrale gedachte van het hervormingsontwerp bestaat erin te vermijden dat 3 algemene directies, zoals nu het geval is, betrokken zijn bij de conceptie en de uitvoering van de projecten. Voortaan zal eenzelfde project ontworpen en uitgevoerd worden door één algemene directie.

In feite voorziet het ontwerp twee operationele algemene directies : een algemene directie voor de economische ontwikkeling, een algemene directie voor de sociale — en plattelandsontwikkeling; alsook een administratieve directie voor de algemene diensten.

Twee staff-functies zullen worden opgericht om de administrateur-generaal bij te staan in de formulering en de evaluatie van de beleidslijnen : een algemene directie voor de programmatie en de evaluatie van de beleidslijnen en een audit- en een interne controledienst.

Het hervormingsontwerp houdt geen enkele buitengewone benoeming of bevordering in.

De budgettaire weerslag van het ontwerp is nihil. De Staatssecretaris hoopt dat de Regering in de komende weken een beslissing kan nemen inzake de herstructurerung van het A. B. O. S.

De traagheden in de uitvoering van de bilaterale projecten die dikwijls werden aangehaald en die, helaas, dikwijls een realiteit zijn, zijn niet altijd te wijten aan een gebrek aan organisatie van het A. B. O. S. inzake interne werking. Inderdaad, wanneer de programma's en de projecten voor ontwikkelingssamenwerking op punt gesteld zijn door het A. B. O. S. en goedgekeurd door het Kabinet van de Minister, die de Ontwikkelingssamenwerking onder zijn bevoegdheid heeft, moeten zij nog het voorwerp uitmaken van een reeks goedkeuringen, onder andere van het Ministerieel Comité voor Buitenlands Beleid, van het M. C. E. S. C. en van de Minister van Begroting. Tijdens de laatste vergade-

Relations Economiques Extérieures de constituer un groupe de travail interministériel dont l'objectif sera de rechercher les moyens de simplifier les procédures de décision externes à l'A. G. C. D. concernant les programmes et projets de coopération au développement.

La réforme interne de l'A. G. C. D. et la simplification des procédures externes de décision en matière de coopération au développement devraient permettre d'accroître de façon substantielle l'efficacité de notre aide bilatérale.

4.4. Renforcer la collaboration avec d'autres organismes nationaux, étrangers ou internationaux de coopération au développement

La Belgique est un petit pays. Les moyens budgétaires qu'elle est capable de consacrer à la coopération au développement sont sans doute important à son échelle; ils sont toutefois très modestes par rapport à l'ampleur des problèmes que pose le développement des pays du Sud de la planète.

L'A. G. C. D. est également une petite administration, même s'il est vrai qu'elle compte un grand nombre de fonctionnaires de grande qualité (\pm 380 agents).

Il est donc essentiel que la Belgique et l'A. G. C. D. en particulier recherchent un maximum de collaboration d'organismes belges non gouvernementaux et d'organismes étrangers ou multilatéraux de façon à démultiplier l'efficacité des moyens budgétaires que l'Etat Belge peut mettre au service de la Coopération au Développement.

Le Secrétaire d'Etat voudrait dès lors s'expliquer également sur la politique à mener à l'égard des principaux organismes avec lesquels l'A. G. C. D. collabore, qu'elle subside, ou auxquels elle confie la sous-traitance des tâches en matière de coopération au développement.

4.4.1. Les organisations non gouvernementales

Les organisations non gouvernementales font dans l'ensemble de l'excellent travail. Le Secrétaire d'Etat déclare qu'il a pu s'en rendre compte sur le terrain dans divers pays. Elles permettent également d'assurer une présence belge et de renforcer le renom de la Belgique dans certains pays en voie de développement où la coopération bilatérale officielle ne peut ou ne veut aller.

Les actions des O. N. G. se concrétisent dans quatre secteurs :

a) L'action des volontaires

Au 1^{er} janvier 1984 il y avait 916 volontaires sur le terrain. Le Secrétaire d'Etat prévoit une amélioration de leur statut en ce qui concerne l'intervention dans les frais de voyage pour les familles et l'assurance auprès de l'O. S. S. O. M.

En 1983, 312 millions étaient réservés pour le financement des volontaires. Ce poste passe à 343 millions pour 1984.

b) Le cofinancement des projets O. N. G.

En 1983, 750 millions d'engagements étaient prévus pour le cofinancement de projets O. N. G. 800 millions sont prévus en 1984.

ring van het Ministerieel Comité voor Buitenlandse Economische Betrekkingen werd beslist een interministeriële werkgroep op te richten. Deze werkgroep zal tot doel hebben mogelijkheden te zoeken voor het vereenvoudigen van de beslissingsprocedures betreffende de programma's en projecten van ontwikkelingssamenwerking, extern aan het A. B. O. S.

De interne hervorming van het A. B. O. S. en de vereenvoudiging van de externe beslissingsprocedures moeten toelaten op substantiële wijze de doeltreffendheid van onze bilaterale hulp te verhogen.

4.4. Versterken van de samenwerking met andere samenwerkingsorganismen, hetzij nationale, hetzij buitenlandse of internationale

België is een klein land. De budgettaire middelen die het kan besteden aan de ontwikkelingssamenwerking zijn, procentueel zonder twijfel belangrijk. Nochtans zijn zij zeer klein in vergelijking met de omvang van de problemen die de ontwikkeling van de landen van het Zuiden van onze planeet met zicht meebrengt.

Het A. B. O. S. is slechts een kleine administratie, nietgenstaande het feit dat zij een groot aantal zeer bekwaame ambtenaren telt (\pm 380 agenten).

Het is dus essentiel dat België en het A. B. O. S. in het bijzonder streft naar een maximale samenwerking met Belgische, niet gouvernementele en met buitenlandse of multilaterale instellingen, om op die manier de doeltreffendheid van de budgettaire mogelijkheden, die de Staat kan ten dienste stellen van de ontwikkelingssamenwerking, te vergroten.

De Staatssecretaris zou ook enige toelichting willen geven bij het beleid dat hij wil voeren ten opzichte van de voorname organismen waarmee het A. B. O. S. samenwerkt, die het financiert of waaraan het enkele taken inzake ontwikkelingssamenwerking in onderaanmerking geeft.

4.4.1. Niet gouvernementele organisaties

De niet gouvernementele organisaties leveren, algemeen gezien, uitstekend werk. De Staatssecretaris heeft zich daar ter plaatse rekenschap van kunnen geven in verschillende landen. Zij laten eveneens een Belgische aanwezigheid toe en versterken de faam van België in sommige ontwikkelingslanden waar de officiële bilaterale ontwikkelingssamenwerking niet kan of wil werken.

De acties van de N. G. O.'s concretiseren zich in vier sectoren :

a) Vrijwilligers

Op 1 januari 1984 waren er 916 vrijwilligers op het terrein. De Staatssecretaris voorziet een verbetering van hun statuut wat betreft de tussenkomst in de reisontkosten voor de gezinsleden en de verzekering bij de D. O. S. Z.

In 1983, werd 312 miljoen voorbehouden voor de financiering van vrijwilligers. Die post bedraagt voor 1984 343 miljoen.

b) Medefinanciering van de N. G. O.-projecten

In 1983, was 750 miljoen voorzien voor de medefinanciering van de N. G. O.-projecten. Voor 1984 is 800 miljoen voorzien.

c) Les activités d'information

Le budget 1984 prévoit, tout comme celui de 1983 un crédit de 40 millions à l'article 53.22. Toutefois, compte tenu du solde des exercices antérieurs existant au 1^{er} janvier 1984, les possibilités d'ordonnancement en 1984 se situeront en fait à quelque 68 millions de F.

d) Bourses d'études et de stage

En ce qui concerne les bourses d'études et de stage la subsidiatation par l'intermédiaire des O. N. G. pour des ressortissants des pays du tiers-monde est maintenant réglementée par l'arrêté royal du 14 septembre 1983. Cette réglementation par laquelle les O. N. G. ont la responsabilité directe en ce qui concerne l'accueil et l'accompagnement de ces étudiants et stagiaires, répond à une nécessité exprimée depuis de longues années par le secteur des O. N. G.

Le Secrétaire d'Etat prévoit pour cette action 15 millions au budget de 1984.

En ce qui concerne l'ensemble des actions O. N. G., le budget global 1984 se chiffre à 1 198 millions contre 1 117 millions en 1983, et cela, compte non tenu des soldes des années antérieures reportés à 1984.

Les divers postes concernant les O. N. G., pour 1983 et 1984, sont repris à l'annexe VIII.

4.4.2 Coopération universitaire

Le Secrétaire d'Etat rappelle d'abord, que la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires impose au budget de la coopération au développement le paiement d'un montant déterminé par étudiant ressortissant d'une liste de pays en voie de développement (montant variable d'après l'orientation des études). Ces allocations de fonctionnement sont imputées à l'article 34.32 du budget de la coopération au développement.

Un montant de 700 millions est prévu pour 1984 contre 657 millions en 1983.

Par ailleurs, la collaboration du département avec les universités s'exerce par l'intermédiaire du C. I. U. F. (le Conseil Interuniversitaire de la Communauté Française) et par l'intermédiaire du Vl. I. R. (le Vlaamse Interuniversitaire Raad).

Ces deux organismes ont bénéficié d'un subside de 2,5 millions en 1983. Le même montant est prévu pour 1984.

L'Etat belge a signé le 14 décembre 1981 une convention générale avec les institutions universitaires néerlandophones et francophones.

Cette convention générale a été complétée le 23 mars 1982 par une « Première Convention Particulière » précisant les modalités relatives aux projets de coopération universitaire en matière d'enseignement et de recherche qui y est directement lié.

Cette Première Convention Particulière régit le fonctionnement de la coopération technique universitaire (C. T. U.). La C. T. U. s'attache, d'une part, à promouvoir l'éducation sous toutes ses formes des populations du tiers-monde et la formation des cadres moyens et supérieurs des pays assistés, d'autre part, à améliorer les conditions de vie, d'hygiène et de santé publique de ces populations.

La C. T. U. vise particulièrement la formation des cadres supérieurs, des cadres dirigeants dont les jeunes nations du Tiers-monde ont besoin pour assurer leur développement.

Le Secrétaire d'Etat négocie actuellement avec le C. I. U. F. et le Vl. I. R. une « Deuxième Convention Particulière » relative aux initiatives gouvernementales.

c) Activiteiten inzake voorlichting

De begroting 1984 voorziet, zoals deze van 1983 in een krediet van 40 miljoen op artikel 53.22. Nochtans, rekening houdend met het saldo van de vroegere begrotingsjaren op 1 januari 1984 zullen de ordonanceringsmogelijkheden voor 1984 rond de 68 miljoen F schommelen.

d) Studie- en stagebeurzen

De betoelaging van studie- en stagebeurzen ten voordele van personen herkomstig uit de Derde Wereld-landen door tussenkomst van N. G. O.'s wordt momenteel geregeld door het koninklijk besluit van 14 september 1983. Deze reglementering, waardoor de N. G. O.'s de directe verantwoordelijkheid krijgen over de opvang en de begeleiding van die studenten en stagiairs beantwoordt aan een sedert jaren, door de N. G. O.-sector, uitgesproken noodzaak.

De Staatssecretaris heeft voor deze actie 15 miljoen uitgetrokken op de begroting van 1984.

De globale begroting van alle N. G. O.-acties voor 1984 beloopt 1 198 miljoen waar dat in 1983 1 117 miljoen was en dit zonder rekening te houden met de naar 1984 overgedragen saldo's van de voorgaande jaren.

De diverse rubrieken betreffende de N. G. O.'s voor de jaren 1983 en 1984 worden weergegeven in bijlage VIII.

4.4.2 Universitaire samenwerking

Eerst dient eraan te worden herinnerd dat overeenkomstig het bepaalde van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen, per uit een ontwikkelingsland afkomstig student een bepaald bedrag dient te worden uitgetrokken op de begroting van de ontwikkelingssamenwerking (het bedrag varieert naar gelang van de studierichting). Deze werkingstoelagen worden ingeschreven op artikel 34.32 van de begroting van de ontwikkelingssamenwerking.

Voor 1984 werd een bedrag van 700 miljoen uitgetrokken, tegen 657 miljoen in 1983.

Voor de rest verloopt de samenwerking van het departement met de universiteiten door middel van de C. I. U. F., (« Conseil interuniversitaire de la Communauté française ») en de middel van de VL. I. R., (Vlaamse Interuniversitaire Raad).

Beide instellingen genoten gedurende 1983 een betoelating van 2,5 miljoen F. Hetzelfde bedrag werd voorzien voor 1984.

Op 14 december 1981 heeft de Belgische Staat een algemene overeenkomst met de Nederlands- en Franstalige universiteiten afgesloten.

Diese algemene overeenkomst werd op 23 maart 1982 vervolledigd met een « Eerste Bijzondere Overeenkomst », die de modaliteiten betreffende de universitaire samenwerkings-projecten inzake onderwijs en de daarvan verbonden research preciseert.

Deze eerste Bijzondere overeenkomst regelt de technische universitaire samenwerking (T. U. S.). De T. U. S. beoogt enerzijds de promotie van de opvoeding, in al haar vormen, van de bevolking van de Derde Wereld, de vorming van hogere en middenkaders in de bijgestane landen en anderzijds een verbetering van de levensomstandigheden, de hygiëne en de volksgezondheid van de bevolking.

De T. U. S. beoogt in het bijzonder ook de opleiding van hogere leidinggevende kaders waaraan de jonge naties van de Derde Wereld grote nood hebben om hun ontwikkeling te verzekeren.

De Staatssecretaris voert momenteel onderhandelingen met de C. I. U. F. en de VL. I. R. over een « Tweede Bijzondere Overeenkomst » betreffende de overheidsinitiatieven.

Par initiatives gouvernementales, il faut entendre toute intervention retenue :

- en commission mixte pour les pays à convention générale de coopération signée par le gouvernement de ces pays et le gouvernement belge;
- après accords particuliers des Gouvernements partenaires pour les autres pays;
- plus généralement toute initiative prise par le Gouvernement belge dans le cadre de la coopération au développement.

Cette deuxième convention particulière prévoit que l'Etat belge peut associer des institutions universitaires, via le C. I. U. F. et le V. L. I. R. à l'identification, la préparation, la réalisation et l'évaluation de projets et de programmes d'initiatives gouvernementales. Cette deuxième convention particulière, qui pourrait être signée sous peu, permettra aux universités d'accroître leur collaboration avec l'Etat dans le domaine de la coopération au développement.

Toutefois, afin de pouvoir associer les universités de façon encore plus étroite à notre effort de coopération au développement, le Secrétaire d'Etat négocie également une « Troisième Convention Particulière » grâce à laquelle les universités pourront proposer leurs propres idées et projets en matière de coopération au développement et cela principalement suivant trois axes :

- organisation de programmes de cours spéciaux (niveau troisième cycle) spécialement destinés aux ressortissants des pays en voie de développement. Certains programmes de cours spéciaux sont déjà organisés dans les universités. A titre d'information pour l'année académique 1983-1984, le Secrétaire d'Etat a donné son accord pour l'organisation de cinq programmes de cours spéciaux du côté néerlandophone et d'un programme du côté francophone;
- organisation de stages destinés aux ressortissants des pays en voie de développement.

Ces programmes de cours spéciaux et de stages sont financés à charge de l'article 53.23. du budget qui prévoit un montant de 800 millions en 1984 tout comme en 1983;

- participation à des projets de coopération financés par le Fonds de Coopération.

4.4.3 Association pour la promotion de l'éducation et de la formation à l'étranger (A. P. E. F. E.) Vlaamse Vereniging voor Opleidingsprogramma's in het Buitenland (V. V. O. B.)

Le Secrétaire d'Etat rappelle que la création de l'A. P. E. F. E. remonte à 1976 tandis que le V. V. O. B. n'existe que depuis 1982.

En janvier 1984, il a signé avec chacune de ces A. S. B. L. une convention générale pour une durée de cinq ans, réglant les modalités de collaboration entre l'A. G. C. D. d'une part et le V. V. O. B. et l'A. P. E. F. E. d'autre part, dans le domaine de la formation et de l'éducation, à l'exclusion de l'enseignement universitaire.

Ces conventions prévoient que la coopération au développement interviendra sur base de conventions conclues avec ces deux A. S. B. L. pour des actions d'enseignement et de formation dans les pays en voie de développement. Des interventions sont actuellement en cours dans les pays suivants pour l'A. P. E. F. E. : Algérie, Burundi, Comores, Gabon, Maroc, Sénégal, Zaïre, Seychelles.

En ce qui concerne le V. V. O. B. des actions sont actuellement en cours dans les pays suivants : Algérie, Comores, Gabon, Maroc, Surinam et Swaziland.

Onder overheidsinitiatief dient te worden verstaan iedere tussenkomst die weerhouden werd :

- in de gemende commissie, voor de landen waarmee een algemeen ontwikkelingsovereenkomst werd afgesloten die door de lokale en de Belgische Regering werd ondersteund,
- na een bijzonder akkoord van de onderlinge partners (Regeringen) voor de andere landen,
- in het algemeen ieder initiatief dat in het kader van de ontwikkelingssamenwerking genomen wordt door de Belgische Regering.

De tweede bijzondere overeenkomst voorziet dat de Belgische Staat de universitaire instellingen, via de C. I. U. F. en de VL. I. R., kan betrekken bij de identificatie, de voorbereiding, de realisatie en de evaluatie van overheidsprojecten en programma's. Deze tweede bijzondere overeenkomst die binnenkort zal kunnen worden afgesloten, zal aan de universiteiten toelaten hun samenwerking met de Staat op het vlak van de ontwikkelingssamenwerking te vergroten.

Ten einde onze universiteiten nog nauwer te betrekken bij onze inspanning op het gebied van de ontwikkelingssamenwerking, bespreekt de Staatssecretaris momenteel met hen een « Derde Bijzondere Overeenkomst » die hen moet toelaten eigen ideeën en projecten inzake ontwikkelingssamenwerking naar voren te brengen en dit vooral betreffende de drie volgende thema's :

- De organisatie van speciale cursusprogramma's (niveau derde cyclus) in het bijzonder bestemd voor studenten herkomstig uit ontwikkelingslanden. Sommige speciale cursusprogramma's worden reeds georganiseerd. Voor het academische jaar 1983-1984 heeft de Staatssecretaris zijn akkoord verleend i.v.m. de organisatie van vijf speciale cursusprogramma's aan Nederlandstalige kant en van één programma aan Franstalige kant;

— organisatie van stages bestemd voor personen herkomstig uit ontwikkelingslanden.

De financiering van deze speciale cursusprogramma's komt ten laste van artikel 53.23. van de begroting waar, zoals in 1983, in 1984 een bedrag van 80 miljoen wordt voorzien;

— deelneming aan ontwikkelingsprojecten gefinanceerd door het Fonds voor Ontwikkelingssamenwerking.

4.4.3. Vlaamse Vereniging voor Opleidingsprogramma's in het Buitenland (V. V. O. B.) — Association pour la Promotion de l'Education et de la Formation à l'Etranger (A. P. E. F. E.)

De Staatssecretaris herinnert eraan dat A. P. E. F. E. sinds 1976 bestaat terwijl de V. V. O. B. slechts in 1982 werd opgericht.

In januari 1984 heeft hij met de V. Z. W.'s een algemene overeenkomst afgesloten betreffende de samenwerkingsmodaliteiten tussen A. B. O. S. enerzijds en de A. P. E. F. E. en de V. V. O. B. anderzijds op het gebied van de opleiding en het onderwijs, met uitzondering van het universitaire onderwijs; deze overeenkomst geldt voor vijf jaar.

Deze overeenkomsten voorzien dat de ontwikkelingssamenwerking zal tussenkomsten in onderwijs- en opleidingsacties in ontwikkelingslanden, op basis van de met de V. Z. W.'s aangegane overeenkomsten. Momenteel verleent de A. P. E. F. E. bijstand in de volgende landen : Algerije, Burundi, Comoren, Gabon, Marokko, Senegal, Zaïre, Seychellen.

Het V. V. O. B. heeft momenteel acties lopen in de volgende landen : Algerije, Comoren, Gabon, Marokko, Suriname en Swaziland.

Au 1^{er} janvier 1984 l'A. P. E. F. E. occupait 273 personnes dans les pays précités. Le V. V. O. B. occupait de son côté 156 personnes à la même date dans les pays où il poursuit son action. Le budget prévu pour l'A. P. E. F. E. en 1984 est de 181,045 millions et de 108,852 millions pour le V. V. O. B. La prévision en personnel pour 1984 est de 310 unités pour l'A. P. E. F. E. et de 280 unités pour le V. V. O. B.

4.4.4. Organismes multilatéraux

Dans un souci d'efficacité la Belgique doit développer ses actions de cofinancement avec des organismes multilatéraux qu'il s'agisse du groupe de la Banque Mondiale, des organismes et programmes des Nations Unies, de banques régionales de développement et d'organisations telles que par exemple l'ASEAN, la Communauté des Pays des Grands Lacs ou encore le S. A. D. C. C.

Diverses initiatives heureuses ont déjà été prises en la matière sous ce gouvernement ou sous des gouvernements précédents.

C'est ainsi par exemple que fin 1982 les Ministres du Commerce extérieur, des Relations extérieures et le prédecesseur du Secrétaire d'Etat à la Coopération au Développement ont signé une convention de cofinancement avec la Banque Mondiale concernant non seulement les prêts d'Etat à Etat et les crédits commerciaux mais aussi l'assistance technique dans le cadre du Fonds de la coopération au développement.

La première action de cofinancement associant la Banque Mondiale et le Fonds de la Coopération au Développement vient d'être décidée. Il s'agit d'un projet de développement médical au Mali dans lequel le Fonds de la coopération au développement interviendra pour 40 millions de F. Le Secrétaire d'Etat a également entrepris des démarches auprès de la Banque Mondiale pour pouvoir participer à un vaste projet de cofinancement dans le domaine des chemins de fer en République Populaire de Chine.

Sans vouloir être exhaustif, il signale également que la Belgique participe actuellement au cofinancement de divers projets du F. A. O., qu'elle a souscrit à une participation au capital de la Banque de Développement des États des Grands Lacs et enfin, toujours à titre d'exemple, la Belgique finance actuellement deux projets d'intérêt régional dans le cadre du S. A. D. C. C.

Il rappelle pour mémoire les projets de cofinancement identifiés avec le P. N. U. D., le F. I. D. A., l'UNICEF et l'O. M. S. dans le cadre du Fonds de survie.

4.4.5 Autres organismes de sous-traitance en matière de coopération bilatérale

L'A. G. C. D. n'est pas bien équipée pour exécuter certaines tâches spécifiques dans le cadre de la coopération bilatérale, même s'il est vrai que l'A. G. C. D. doit conserver le contrôle de l'exécution des tâches en question. Tel est par exemple le cas de la fourniture de médicaments et d'équipements médicaux dans le cadre des projets bilatéraux de coopération médical. C'est la raison pour laquelle l'A. S. B. L. FOMETRO a été constituée en 1961.

C'est notamment grâce à l'existence de FOMETRO que la coopération médicale belge a connu un succès remarquable, notamment en Afrique Centrale.

FOMETRO fonctionne en effet avec beaucoup plus de souplesse et de rapidité que l'administration traditionnelle, surtout en ce qui concerne la fourniture, le transport et la distribution des médicaments et du matériel médical requis pour la bonne exécution de nos projets bilatéraux dans ce domaine.

Op 1 januari 1984 had A. P. E. F. E. 273 mensen op het terrein in de hogergenoemde landen. Op dezelfde datum stelde de V. V. O. B. 156 mensen tewerk in de landen waar ze haar acties voert. Het voorziene budget voor A. P. E. F. E. in 1984 bedraagt 181 045 000 miljoen F. Voor de V. V. O. B. is 108 852 000 miljoen voorzien. Het voor 1984 gepland personeelsbestand telt 310 personen voor het A. P. E. F. E. en 280 voor het V. V. O. B.

4.4.4. Multilaterale organisaties

Om te komen tot een grotere doeltreffendheid moet België zijn medefinancieringsacties opvoeren met de multilaterale organisaties als de Wereldbank, organisaties en programma's van de Verenigde Naties, regionale ontwikkelingsbanken of organisaties zoals ASEAN, de Gemeenschap van de landen van de Grote Meren of nog de S. A. D. C. C.

Verscheidene prijzenswaardige initiatieven werden reeds genomen deels onder deze regering, deels onder vorige regeringen.

Einde 1982 werd bijvoorbeeld door de Ministers van Buitenlandse Handel, Buitenlandse Zaken en de voorganger van de Staatssecretaris voor de Ontwikkelingssamenwerking een medefinancieringsovereenkomst afgesloten met de Wereldbank, niet alleen voor wat betreft leningen van staat tot staat en commerciële kredieten, maar ook wat betreft technische bijstand in het kader van het Fonds voor Ontwikkelingssamenwerking.

Tot een eerste medefinancieringsactie, waaraan het Fonds voor Ontwikkelingssamenwerking zijn medewerking zal verlenen, werd onlangs beslist. Het betreft een medisch ontwikkelingsproject in Mali, waarin het Fonds voor Ontwikkelingssamenwerking zal tussenkommen voor een bedrag van 40 miljoen F. De Staatssecretaris heeft eveneens stappen ondernomen bij de Wereldbank om te kunnen deelnemen aan het immense medefinancieringsproject dat de ontwikkeling van de spoorwegen in de Volksrepubliek China tot doel heeft.

Zonder een gedetailleerde opsomming te willen geven vermeldt hij toch nog dat België momenteel ook deelneemt aan diverse medefinancieringsprojecten van de F. A. O., dat België een participatie heeft genomen in het kapitaal van de Regionale Ontwikkelingsbank van de Gemeenschap van de landen van de Grote Meren en tot slot, en steeds als voorbeeld, dat België momenteel ook twee projecten van regionaal belang financiert in het kader van de S. A. D. C. C.

De Staatssecretaris wil nog even terugkomen op de medefinancieringsprojecten die zijn opgezet met de U. N. D. P., de I. F. A. D., UNICEF en de W. G. O. in het kader van het Overlevingsfonds.

4.4.5 Andere organisaties die, op het vlak van de bilaterale samenwerking, in onderaanname werken.

Het A. B. O. S. is voor de uitvoering, in het kader van de bilaterale samenwerking, van sommige specifieke opdrachten niet voldoende uitgerust. Wel dient te worden onderstreept dat het A. B. O. S., ook voor die opdrachten, verantwoordelijk blijft voor wat betreft de controle op de uitvoering. Een goed voorbeeld hiervan is de toelevering van geneesmiddelen en medisch materiaal in het kader van onze bilaterale ontwikkelingsprojecten. Dat is trouwens de reden waarom in 1961 de V. Z. W. TROMEOF werd opgericht.

Het is ondermeer dank zij het bestaan van TROMEOF dat de Belgische medische samenwerking meer bepaald in Centraal-Afrika, een merkwaardig succes kent.

TROMEOF functioneert inderdaad veel soepeler en uiteraard sneller dan de traditionele administratie, vooral met betrekking tot de toelevering, het transport en de verdeling van geneesmiddelen en medisch materiaal betreft, die nodig zijn voor de goede uitvoering van onze bilaterale projecten terzake.

On constate actuellement que l'A. G. C. D. rencontre de grosses difficultés pour exécuter une série de projets agricoles qui requièrent également la fourniture de matériel, d'engrais et de produits agricoles (semences par exemple).

C'est la raison pour laquelle il a paru indispensable au Secrétaire d'Etat que se crée dans le domaine agricole une A. S. B. L. analogue au FOMETRO. Il s'agit de l'A. S. B. L. AGRIPROM qui a été constituée ce 30 janvier 1984.

Le seul objectif de l'A. S. B. L. AGRIPROM est de contribuer à l'exécution de programmes de coopération bilatérale dans le domaine agricole décidés par les autorités de la coopération au développement.

Le Conseil d'Administration de cette A. S. B. L. sera constitué paritairement sur le plan linguistique.

Il comprendra des experts du monde universitaire et de l'Administration.

Le secrétariat de l'A.S. B. L. sera assuré par deux fonctionnaires de l'A. G. C. D. Les mandats d'administrateur ne seront pas rémunérés. Il s'agit donc d'un pur organisme d'exécution des projets décidés par les autorités de la coopération et il ne peut donc exister aucun conflit d'intérêt entre l'A. S. B. L. AGRIPROM d'une part et le C. I. U. F. et le V. L. I. R. d'autre part qui restent parfaitement libres de proposer des projets de coopération universitaire dans le domaine agricole au Ministre qui à la Coopération au Développement dans ses attributions.

La création et le bon fonctionnement de cette A.S.B.L. constituent une condition *sine qua non* de l'efficacité et surtout du développement de notre coopération agricole et ce en particulier en Afrique Centrale et sub-saharienne où nos projets agricoles ont accusé des retards d'exécution parfois considérables.

V. Conclusions générales

Telles sont les grandes lignes du budget de la Coopération au Développement pour 1984 ainsi que les principaux objectifs et stratégies que le Secrétaire d'Etat pense devoir poursuivre dans le cadre de ce budget. Il croit qu'il s'agit d'un budget à la fois réaliste et généreux compte tenu des difficultés financières auxquelles notre pays doit actuellement faire face.

Il s'agit d'un budget réaliste parce que les ordonnancements ont été calculés sur base des dépenses réelles qu'il prévoit, compte tenu des engagements qui ont été pris dans le passé, des engagements qu'il pourra prendre au cours de cette année 1984 et du rythme d'exécution des projets.

Le Secrétaire d'Etat souligne aussi qu'il s'agit par ailleurs d'un budget généreux, compte tenu de nos difficultés parce que les possibilités d'engagement passent de 2 900 millions en 1983 à 4 250 millions en 1984.

Il faut constater que le développement des pays du Sud de la planète constitue à la fois un enjeu de plus en plus important pour les pays développés, mais aussi un défi de plus en plus difficile à relever. En effet, malgré les efforts bilatéraux et multilatéraux pour aider ces pays à se développer, force nous est de constater que de nombreux pays, surtout en Afrique, reculent plutôt qu'ils n'avancent.

Ce n'est certainement pas uniquement la faute des pays développés. Il faut bien admettre également que de nombreux pays en voie de développement ont commis des erreurs de gestion au cours des vingt dernières années.

De uitvoering, door het A. B. O. S., van een reeks landbouwprojecten die eveneens een toelevering van materieel, meststoffen en landbouwproducten (zaden bijvoorbeeld) vereisen, gaat momenteel gepaard met de grootste moeilijkheden.

Dat is de reden waarom het de Staatssecretaris noodzakelijk toescheen om ook in de landbouwsector een V. Z. W. op te richten naar analogie met TROMEFO. Het betreft hier de V. Z. W. AGRIPROM die op 30 januari 1984 werd opgericht.

Het enige doel van de V. Z. W. AGRIPROM bestaat in de uitvoering van bilaterale samenwerkingsprogramma's in de landbouwsector waartoe de autoriteiten, die de ontwikkelingssamenwerking onder hun bevoegdheid hebben, beslist hebben.

De beheerraad van deze V. Z. W. zal worden samengesteld met inachtneming van de taalpariteit.

In de beheerraad zullen deskundigen uit de universitaire wereld en uit de administratie zitting hebben.

Het secretariaat van de V. Z. W. zal worden waargenomen door twee ambtenaren van het A. B. O. S. Het mandaat van beheerder wordt niet bezoldigd. Het gaat hier dus om een louter uitvoerend orgaan dat zal instaan voor de uitvoering van projecten waartoe de samenwerkingsautoriteiten hebben beslist. Er kan dus geen sprake zijn van een belangenconflict met de C. I. U. F. en de VL. I. R. die uiteraard volkomen vrij blijven om aan de Minister, die de Ontwikkelingssamenwerking onder zijn bevoegdheid heeft, landbouwprojecten voor te stellen die kaderen in de landbouwsector.

De oprichting en de goede werking van deze V. Z. W. zijn voorwaarden *sine qua non* voor de doeltreffendheid en vooral voor de ontwikkeling van onze landbouwsamenwerking, in het bijzonder voor wat Centraal-Afrika betreft en in het algemeen voor geheel Zwart-Afrika waar de uitvoering van onze landbouwprojecten dikwijls aanzienlijke vertraging kent.

V. Eindbeschouwingen

Dat zijn de grote lijnen van de begroting van Ontwikkelingssamenwerking, voor 1984, en de hoofddoelstellingen en strategieën die de Staatssecretaris, in het kader van de uitvoering van deze begroting, denkt te moeten volgen. Hij meent dat het zowel een realistische als een royale begroting kan genoemd worden indien men rekening houdt met de financiële moeilijkheden waarmee ons land momenteel geconfronteerd wordt.

Het is een realistische begroting omdat de ordonnanceringen werden berekend op basis van reële uitgaven die hij voorziet, rekening houdend met de in het verleden aangegane verbintenissen en de verbintenissen die hij denkt te zullen aangaan gedurende 1984.

De Staatssecretaris onderstreept ook dat het een royale begroting is omdat, niettegenstaande onze huidige moeilijkheden, de vastleggingsmogelijkheden 2 900 miljoen voor 1983, en 4 250 miljoen voor 1984 belopen.

De ontwikkeling van de landen van de zuidelijke hemisfeer van onze planeet wordt van steeds groter belang voor de ontwikkelde landen, maar anderzijds is deze ontwikkeling steeds moeilijker te realiseren. Inderdaad, niettegenstaande de bilaterale en multilaterale inspanningen constateert men dat vele landen, vooral in Afrika, geen vooruitgang boeken, integendeel.

Het is een feit dat het niet alleen de ontwikkelde landen zijn die daarvan de oorzaak zijn. Vele ontwikkelingslanden hebben de laatste twintig jaar enorme blunders begaan op het vlak van het beheer.

Nous devons toutefois aussi faire notre examen de conscience. Et nous demander si nous ne devons pas réorienter notre aide vers des projets moins gigantesques que dans le passé, plus terre à terre, faisant appel à des technologies plus adaptées aux problèmes spécifiques des pays en voie de développement et surtout axés davantage sur le développement de l'agriculture et des industries agro-alimentaires et agro-industrielles.

Sans doute devons nous également œuvrer à une meilleure coordination des différentes politiques bilatérales des pays industrialisés d'une part, ainsi qu'à une meilleure coordination et collaboration entre les divers programmes bilatéraux et les nombreux programmes multilatéraux auxquels nous contribuons à grand frais, d'autre part.

La négociation du renouvellement de la Convention de Lomé qui s'est ouverte en septembre 1983 et qui doit durer jusqu'à la fin de 1984 pourrait être une excellente occasion de procéder à cet examen de conscience tant du côté des pays développés que du côté des pays d'Afrique, d'Asie, des Caraïbes et du Pacifique qui sont nos partenaires au sein de la Convention de Lomé.

L'enjeu est de taille, car le Nord et le Sud de la planète ne pourront sortir qu'ensemble de la longue et pénible crise que nous traversons actuellement ».

B. — DISCUSSION GENERALE

I. Considérations générales

1. Un membre fait observer que l'aide publique à la coopération au développement, qui représentait encore 0,67 % du P. N. B. en 1980, ne représentait plus que 0,59 % en 1982. L'effort de la Belgique reste honorable par rapport à celui d'autres pays, mais il demeure néanmoins trop limité.

A titre d'information, le Secrétaire d'Etat communique au membres de la Commission le tableau ci-dessous qui montre l'évolution des efforts fournis par les pouvoirs publics en matière de coopération au développement.

en millions de FB	en % du P. N. B.
1977 = 13 296	0,46
1978 = 16 839	0,55
1979 = 18 493	0,56
1980 = 17 395	0,50
1981 = 21 337	0,59
1982 = 22 869	0,59
1983 = 24 705 (1)	0,60 (1)
1984 = 24 389 (2)	0,57 (2)

(1) Chiffres provisoires.

(2) Estimation.

2. Un membre, se référant à l'exposé introductif du Secrétaire d'Etat relatif au problème de saupoudrage de l'aide, demande quelles mesures sont envisagées pour limiter la politique de coup par coup et de saupoudrage dans la programmation des nouvelles actions de coopération ?

Le Secrétaire d'Etat attire l'attention sur le fait qu'une politique de reconcentration de l'aide s'étale sur plusieurs années. Il doit en effet respecter les engagements pris par ses prédécesseurs.

Toutefois, il compte dès à présent mettre surtout l'accent sur les pays où nous avons déjà une concentration de notre assistance.

Niettegenstaande dat moeten wij toch even een gewetensonderzoek doen en ons afvragen of we onze hulp niet moeten heroriënteren naar minder grootse projecten dan die welke we hebben opgezet in het verleden, projecten die zich interesseren aan de werkelijke basisbehoeften van de bevolking en gebruik maken van technologieën die aangepast zijn aan de specifieke problemen van de ontwikkelingslanden; moeten wij ons niet in de eerste plaats toeleggen op de landbouwontwikkeling en de ontwikkeling van landbouwvoeding- en landbouw-industrieactiviteiten.

Zonder twijfel moeten wij ook streven naar een betere coördinatie van de diverse bilaterale beleidslijnen van de geïndustrialiseerde landen, alsook naar een betere coördinatie en samenwerking tussen de diverse bilaterale ontwikkelingsprogramma's en de talrijke multilaterale acties, waaraan wij, spijts de grote kosten, deelnemen.

De nieuwe onderhandelingen betreffende het verdrag van Lomé die van start gingen in september 1983 en die zullen worden geëindigd einde 1984, vormen een ideale gelegenheid om een dergelijk gewetensonderzoek te doen zowel bij de ontwikkelde landen als bij de landen van Afrika, Azië, de Caraïben en de Stille Oceaan, die bij het verdrag van Lomé betrokken zijn.

De inzet is er een van formaat want alleen samen kunnen het Noorden en het Zuiden de lange en pijnlijke crisis, die wij momenteel doormaken, definitief overwinnen ».

B. — ALGEMENE BESPREKING

I. Algemene bedenkingen

1. Een lid merkt op dat het percentage overheidsbijstand aan de ontwikkelingssamenwerking t.a.v. het bruto nationaal product in 1980 nog 0,67 % bedroeg terwijl het in 1982 gedaald is tot 0,59 %. In vergelijking met andere landen is dit niet kwaad maar de Belgische inspanning blijft té beperkt.

Ter informatie van de Commissie deelt de Staatssecretaris onderstaande tabel mede, waaruit de evolutie blijkt van de overheidsinspanning inzake ontwikkelingssamenwerking :

in miljoenen BF	in % B. N. P.
1977 = 13 296	0,46
1978 = 16 839	0,55
1979 = 18 493	0,56
1980 = 17 395	0,50
1981 = 21 337	0,59
1982 = 22 869	0,59
1983 = 24 705 (1)	0,60 (1)
1984 = 24 389 (2)	0,57 (2)

(1) Niet definitieve cijfers.

(2) Raming.

2) Een lid verwijst naar de inleidende uiteenzetting van de Staatssecretaris betreffende het probleem van de versnippering van de bijstand. Welke maatregelen zijn genomen om te beletten dat de programmering van de nieuwe samenwerkingsvormen al te veel afzonderlijke gevallen betreft en versnippert wordt ?

De Staatssecretaris vestigt de aandacht op het feit dat een beleid dat gericht is op de herconcentratie van bijstand over verschillende jaren gespreid moet worden. De door zijn voorgangers aangegane verbintenissen moeten immers na geleefd worden.

Toch wil hij nu reeds vooral de nadruk leggen op die landen waar onze bijstand nu reeds geconcentreerd is.

3. Un membre demande pour quel motif le Gouvernement a tardé 21 mois avant de se saisir de l'étude Sobemap relative à la restructuration de l'A.G. C. D.

Le Secrétaire d'Etat rappelle que depuis son arrivée à la Coopération au Développement le 9 juin 1983, le dossier relatif à la restructuration de l'A. G. C. D. a fait l'objet d'une attention prioritaire.

Conformément à la décision prise au Conseil des Ministres du 23 mars 1983, il a convoqué dès le mois de juillet 1983 le groupe de travail Intercabinets, en vue de préparer un projet de note au Conseil des Ministres. Ce groupe s'est réuni les 12 juillet 1983, 6 septembre 1983, 14 octobre 1983 et 9 novembre 1983.

Le projet de note au Conseil des Ministres a finalement été inscrit à l'agenda du Conseil des Ministres une première fois le 16 décembre 1983 et une seconde fois le 30 décembre 1983.

Le Conseil des Ministres a chargé les Ministres concernés et le Ministre de la Fonction Publique de se concerter sur la solution proposée.

4. Dans son exposé introductif, le Secrétaire d'Etat a évoqué la nécessité d'accroître les liens entre le Commerce Extérieur et la Coopération. N'y-a-t-il pas de frontière à respecter ?

Le Secrétaire d'Etat précise qu'il n'a pas parlé de « liens » entre le Commerce Extérieur et la Coopération au Développement. Il précise toutefois que, dans la conjoncture actuelle il est normal que l'on s'efforce de définir des projets de coopération qui servent l'intérêt des pays du Tiers Monde tout en créant de l'emploi pour les Belges en Belgique et dans les pays assistés.

5. Un membre fait observer que la volonté du Secrétaire d'Etat de centrer sa politique sur le Zaïre, le Rwanda et le Burundi ne correspond pas à la volonté de diversification du Ministre des Relations extérieures, telle qu'elle est énoncée dans le document de février 1983 relatif à la politique africaine.

Le Secrétaire d'Etat déclare qu'il n'existe en l'occurrence, et en particulier en ce qui concerne les 3,5 milliards de F qui sont versés annuellement au Zaïre, aucune divergence de vues entre lui-même et le Ministre des Relations extérieures.

Il souligne que l'A. G. C. D. participe actuellement à la réalisation de projets dans 44 pays. Il est évident que les efforts de cet organisme ne peuvent être diversifiés davantage. Le Secrétaire d'Etat préfère limiter les efforts de l'A. G. C. D. dans le cadre de la coopération bilatérale aux projets effectivement réalisables et associer les O. N. G., dont l'efficacité est généralement remarquable, au cofinancement de projets multilatéraux, ce qui permet d'alléger la tâche des fonctionnaires de l'A. G. C. D.

Il souligne en outre que la diversification de notre politique africaine se réalise également par le biais des activités politiques de nos ambassades et du département du Commerce extérieur et qu'elle ne doit ni ne peut donc dépendre uniquement de la coopération au développement.

6. Certains membres de la Commission formulent des observations au sujet de l'exécution des engagements antérieurs. Ils signalent à cet égard que Mme Mayence avait approuvé des projets pour un montant de 1,6 milliard, que M. Coens avait mis sur pied le programme P. A. C. au Zaïre et que M. Eyskens avait contracté des engagements à l'égard du Sri-Lanka.

La succession rapide des responsables politiques ne favorise évidemment pas la continuité de la politique. Il serait toutefois préjudiciable à notre réputation de ne pas respecter les engagements contractés.

3. Een lid vraagt waarom de Regering 21 maanden gewacht heeft om de Sobemap-studie m.b.t. de herstructuring van het A. B. O. S. te onderzoeken.

De Staatssecretaris herinnert eraan dat hij, van bij zijn benoeming op de ontwikkelingssamenwerking, bij voorrang aandacht verleend heeft aan het dossier betreffende de herstructureren van het A. B. O. S.

Overeenkomstig de door de Ministerraad op 23 maart 1983 genomen beslissing heeft hij in juli 1983 de interkabinetten-werkgroep samengeroepen ten einde een ontwerpnota op te stellen ten behoeve van de Ministerraad. Deze werkgroep kwam bijeen op 12 juli 1983, 6 september 1983, 14 oktober 1983 en 9 november 1983.

Ten slotte werd de ontwerp-nota een eerste maal op de agenda van de Ministerraad geplaatst op 16 december 1983 en een tweede maal op 30 november 1983.

De Ministerraad heeft de betrokken Ministers en de Minister van het Openbaar Ambt opdracht gegeven zich over de voorgestelde oplossing te beraden.

4. In zijn inleiding heeft de Staatssecretaris gewezen op de noodzaak de banden tussen de Buitenlandse Handel en de Ontwikkelingssamenwerking nauwer toe te halen. Moeten terzake dan geen « grenzen » in acht genomen worden ?

De Staatssecretaris preciseert dat hij niet gesproken heeft over « banden » tussen de Buitenlandse Handel en de Ontwikkelingssamenwerking. Toch is het volgens hem, in de huidige conjunctuur, normaal dat men tracht ontwikkelingsprojecten op touw te zetten die de landen van de Derde Wereld ten goede komen en meteen voor de Belgen werkgelegenheid creëren, zowel in hun land als in de landen die bijstand ontvangen.

5. Een lid merkt op dat de bedoeling van de Staatssecretaris om het zwaartepunt van zijn beleid op Zaïre, Rwanda en Burundi te leggen niet strookt met de diversificeringsbedoelingen van de Minister van Buitenlandse Betrekkingen zoals zij blijken uit het document over het Afrikabeleid van februari 1983.

De Staatssecretaris ontkent dat terzake enig meningsverschil zou bestaan met de heer Tindemans. Over de 3,5 miljard per jaar die naar Zaïre gaan bestaat volledige eensgezindheid tussen hem en de Minister van Buitenlandse Betrekkingen.

Hij wijst erop dat de A. B. O. S. thans bij projecten betrokken is in 44 landen. Het is duidelijk dat die inspanning niet verder moet gediversifieerd worden. De Staatssecretaris verkiest eerder de bilaterale A. B. O. S.-inspanning te beperken tot projecten die daadwerkelijk kunnen uitgevoerd worden en voor het overige te werken via de medefinanciering van multilaterale projecten met de N. G. O.'s, die doorgaans uitstekend werk leveren, wat de ambtenaren van het A. B. O. S. minder belast.

Hij wijst er terloops op dat de diversificeringsinspanning van het Afrikabeleid ook gebeurt via de politieke activiteiten van onze ambassades en het departement van buitenlandse handel en niet alleen van ontwikkelingssamenwerking moet en kan afhangen.

6. Uit de Commissie kwamen bedenkingen nopens de uitvoering van de vroeger aangegane verbintenissen. Zo had Mevr. Mayence, projecten goedgekeurd ter waarde van 1,6 miljard, de heer Coens, het P. A. C.-programma opgezet in Zaïre en de heer Eyskens verbintenissen aangegaan t.a.v. Sri Lanka.

De snelle wisseling van de beleidsverantwoordelijken is vanzelfsprekend niet bevorderlijk voor de beleidscontinuïteit. Het zou echter schadelijk zijn voor onze reputatie, de aangegane verbintenissen niet na te leven.

Les intervenants demandent quels sont les moyens nouveaux qui sont effectivement disponibles après déduction du coût des engagements antérieurs. Les charges de ces engagements ne sont-elles pas tellement lourdes que tout engagement nouveau s'avère impossible ?

Le Secrétaire d'Etat déclare qu'il respectera ces engagements et qu'il exécutera tous les projets approuvés par ses prédécesseurs.

Il rappelle que lorsqu'il est entré en fonction il n'y a pas si longtemps, aucun des projets P. A. C. précités n'avait encore été exécuté, les effectifs nécessaires pour réaliser simultanément plus de 400 projets n'étaient pas disponibles. Ces projets sont repris dans la liste des projets agricoles pour le Zaïre, qui figure ci-dessous. A propos de nos engagements, le Secrétaire d'Etat attire l'attention de la Commission sur la nécessité de mener une politique réfléchie qui tienne compte de nos possibilités limitées sur le plan des effectifs et des moyens financiers. Il ne veut d'ailleurs s'engager que pour des projets qui sont effectivement réalisables.

*Secteur agricole au Zaïre
(en millions FB)*

1984

a) *Projets en exécution :*

1. Projets bilatéraux

1. Laboratoire vétérinaire de Kinshasa	17,7
2. Projet Climatologie	19,2
3. Relance cotonnière en Ubangi, Mongala ...	—
4. Appui au Centre de Développement intégré, Bwamanda	15,6
5. Appui au Centre de Développement intégré, Wapinda	6,1
6. Centre de recyclage des encadreurs agricoles de Butembo	5,8
7. Centre de recyclage des encadreurs agricoles de Mondongo	7,2
8. Fourniture d'engrais	30,0
9. Gazogène	26,1
10. Projet Kaniama-Kasése	—
11. Cellule de Conception et d'Exécution du Département de l'Agriculture	20,4
12. Caisse de stabilisation cotonnière	25,4
13. Experts hors projet	58,0
14. Hors projet — Appui logistique	6,2
15. Equipes Développement Gungu et Businga ...	57,5
16. Projets de Centres	19,0
17. Institut national des Etudes et Recherches agro-nomiques — Documentation	0,5

Sous-total 1. 314,6

2. Projets multilatéraux

1. Etude des bovins trypanotolérants au Zaïre ...	6,0
2. Programme national engrais	1,5
3. Etude de projet sucrier de Mushi-Pentane ...	30,0

Sous-total 2. 37,5

Total 352,1

b) *Projets à exécuter*

1. Agrostologie appliquée Petit Elevage	15,2
2. Développement de la Pisciculture dans les zones de Kinshasa, du Bas-Zaïre et du Bandundu	16,2

Meer bepaald wordt gevraagd welke nieuwe middelen ter beschikking zijn in 1984, na aftrek van de vroeger aangegane verbintenissen. Wellicht is deze last zo groot, dat geen nieuwe verbintenissen kunnen worden aangegaan.

De Staatssecretaris verklaart dat hij de verbintenissen zal naleven en alle goedgekeurde projecten van zijn voorgangers zal uitvoeren.

Hij herinnert eraan dat van de voormelde P. A. C.-projecten er bij zijn vrij recente ambtsaanvaarding, nog geen enkel was uitgevoerd bij gebrek aan de vereiste mankracht om terzelfdertijd aan meer dan 400 projecten het hoofd te bieden. Zij zijn opgenomen in de lijst der landbouwprojecten voor Zaïre die hieronder volgt. N.a.v. deze besprekking vestigt hij de aandacht van de Commissie op de noodzaak een waldoordacht beleid te voeren dat rekening houdt met onze beperkte menselijke en financiële mogelijkheden. Hij wil zich dus doelbewust alleen engageren in projecten die ook daadwerkelijk kunnen verwezenlijkt worden.

*Landbouwsector in Zaïre
(in miljoenen F)*

1984

a) *Projecten in uitvoering :*

1. Bilaterale projecten

1. Veeartsenijkundig laboratorium Kinshasa ...	17,7
2. Klimatologisch project	19,2
3. Heractivering katoenteelt in Ubangi, Mongala	—
4. Steunverlening aan C. D. I. Bwamanda	15,6
5. Steunverlening aan C. D. I. Wapinda	6,1
6. Bijscholingscentrum voor landbouwkundigen te Butembo	5,8
7. Bijscholingscentrum voor landbouwkundigen te Mondongo	7,2
8. Levering van meststoffen	30,0
9. Gasvorming	26,1
10. Project Kaniama-Kasése	—
11. Ontwerp- en uitvoeringscel van het Departement van Landbouw	20,4
12. Caisse de stabilisation cotonnière	25,4
13. Experten buiten project	58,0
14. Buiten project — Logistieke steunverlening ...	6,2
15. Ploegen Ontwikkeling Gungu en Businga ...	57,5
16. Projectencentra	19,0
17. Institut national des Etudes et Recherches agro-nomiques — Documentatie	0,5

Subtotaal 1. 314,6

2. Multilaterale projecten

1. Studie van trypanotolerante runderen in Zaïre	6,0
2. Nationaal meststoffenprogramma	1,5
3. Studieproject i.v.m. de suikerproductie te Mushi-Pentane	30,0

Subtotaal 2. 37,5

Total 352,1

b) *Uit te voeren projecten*

1. Agrostologie — Kleinveeteelt	15,2
2. Ontwikkeling van de visvangst Kinshasa, Benden-Zaïre en Bandundu	16,2

3. Centre semencier pour les cultures vivrières et arbres fruitiers à Mvuazi	23,2	3. Zaadcentrum voor levensmiddelen en fruitboomkweek Mvuazi	23,2
4. Etudes de Commercialisation Kinshasa-Lubumbashi	9,8	4. Commercialisatiestudie Kinshasa, Lubumbashi	9,8
5. Développement rural en vallée de la Luala ...	13,5	5. Plattelandsontwikkeling in de vallei van de Luala	13,5
6. Production vivrière et cotonnière — Est Agrico	29,7	6. Produktie van levensmiddelen en katoen — Est-Agrico	29,7
7. Aide aux éleveurs de Mbanza, Ngungu	11,0	7. Hulp aan de kwekers van Mbanza, Ngungu	11,0
8. Production intensive de maïs au Haut-Shaba	24,0	8. Intensieve produktie van maïs in Boven-Shaba	24,0
9. Fabrication de vaccins contre l'anaplasmosse à la Faculté vétérinaire de Lubumbashi	4,0	9. Produktie van incentingsstoffen tegen anaplasmosose op de veeartsenijkundige faculteit van Lubumbashi ...	4,9
10. Développement rural basé sur la culture du tabac et de maïs	100,0	10. Plattelandsontwikkeling gebaseerd op de tabak- en maïsteelt	100,0
11. Recherche d'appui coton et vivres à Gandajika	13,8	11. Onderzoek i.v.m. steunverlening aan de katoen- en levensmiddelenprodukten in Gandajika ...	13,8
12. Centre semenciers à Kisamba	15,0	12. Zaadcentrum te Kisamba	15,0
13. Recherche de palmier Elaeis, Binga	5,6	13. Onderzoek i.v.m. palmboomproduktie Elaeis, Binga ...	5,6
14. Promotion des cultures vivrières à Kananga	8,4	14. Promotie van de levensmiddelenproduktie in Kananga ...	8,4
15. Développement de la Riziculture Maniema, Sominko	14,2	15. Ontwikkeling van de rijstteelt Maniema, Sominko ...	14,2
16. Promotion de la culture vivrière dans le Sud, Maniema	24,8	16. Promotie van de levensmiddelenteelt in Zuid-Maniema ...	24,8
17. Développement rizicole dans la région du Sankuru	18,2	17. Ontwikkeling rijstteelt in de streek van Sankuru ...	18,2
18. Développement rural dans la région Sud-Ouest-Shaba	10,9	18. Plattelandsontwikkeling in de streek van Zuid-West-Shaba ...	10,9
19. Aide aux pêcheurs et paysans du Mai-Ndombe	10,2	19. Hulp aan de visserij en de landbouwbevolking van Mai-Ndombe ...	10,2
20. Développement du petit élevage à l'Idiofa ...	5,1	20. Ontwikkeling van kleinveeteelt te Idiofa ...	5,1
21. Hydraulique rurale	4,5	21. Waterbouwkunde in landelijke streken ...	4,5
22. Pisciculture Bosondjo	1,5	22. Visteelt Bosondjo ...	1,5
23. Pêche Mbandanka	5,0	23. Visvangst Mbandanka ...	5,0
24. Petit Elevage Kasongo (I. M. T.)	5,3	24. Kleinveeteelt Kasongo (I. M. T.) ...	5,3
Total b)	381,1	Totaal b)	381,1

7. Le crédit prévu en 1984 pour la technologie adaptée a été réduit par rapport à 1983. Peut-on expliquer cette réduction et fournir les critères de répartition de ce crédit ?

Le Secrétaire d'Etat signale que le disponible fin 1983 était de 183 millions. Cet important report, dû à une erreur d'estimation dans le rythme des dépenses, explique la réduction du crédit budgétaire à 25 millions pour 1984. En fait, 208 millions seront affectés à la technologie adaptée pour :

a) la continuation des projets en cours repris ci-après :

K. U. L.	— Photovoltaïsme (Dikungu - Zaïre)
I. B. F.	— Energie alternative (Cap Vert)
R. U. A.	— Artemia
G. B. X.	— Densification (U. N. I.)
C. O. O. P. I. B. O.	— Ciment (Rwanda)
U. L. B.	— Pharmacopé (Haute Volta)
U. C. L.	— Methanisation (Burundi)
U. C. L.	— Panification (Cameroun)
R. U. G.	— Riz (Phillipines)
V. U. B.	— Eoliennes (Burundi)
U. L. B.	— Techniques sanitaires (Cap Vert)

K. U. L.	— Fotovoltaïsme (Dikungu - Zaïre)
I. B. F.	— Alternatieve energie (Kaapverde)
R. U. A.	— Artemia
G. B. X.	— Densificering (U. N. I.)
C. O. O. P. I. B. O.	— Cement (Rwanda)
U. L. B.	— Pharmacopée (Oppervolta)
U. C. L.	— Methanisering (Burundi)
U. C. L.	— Broodbereiding (Kameroen)
R. U. G.	— Rijst (Filippijnen)
V. U. B.	— Windmolen (Burundi)
U. L. B.	— Sanitaire technieken (Kaapverde)

7. Het in 1984 voor de aangepaste technologie uitgetrokken krediet is in vergelijking met 1984 gedaald. Kan men die vermindering verklaren en de criteria voor de verdeling van dat krediet preciseren ?

De Staatssecretaris wijst erop dat de beschikbare kredietend eind 1983 183 miljoen bedroegen. Die aanzienlijke overdracht is te wijten aan een verkeerde raming van de verwachte uitgaven en verklaart waarom het begrotingskrediet voor 1984 tot 25 miljoen werd teruggebracht. In feite wordt een bedrag van 208 miljoen aangewend voor de aangepaste technologie m.b.t. :

a) de voortzetting van de volgende aan de gang zijnde ontwerpen :

b) et de nouveaux projets dont deux sont actuellement connus :

- | | |
|----------|-------------------------|
| V. U. B. | — Gazéification (Zaïre) |
| U. L. G. | — Munkoyo (Zaïre). |

Les critères de répartition n'ont jamais été fixés officiellement dans un texte légal mais une jurisprudence s'est établie depuis 1977, année où pour la première fois des dépenses de cette nature ont été inscrites au budget.

Trois secteurs sont préférentiels : la recherche agro-industrielle, la recherche en matière d'énergie et la pharmacologie.

Il faut également que les recherches puissent déboucher sur des réalisations concrètes sur le terrain.

A ce jour seules des universités et des A. S. B. L. ont bénéficié de ces subventions.

Un membre rappelle le récent voyage en Chine du Secrétaire d'Etat, dans le cadre du contrat Bell Telephone.

Faut-il en conclure qu'on envisage d'initier une politique d'aide au développement à ce vaste pays ?

Une telle option ne serait-elle pas en contradiction avec la politique anti-saupoudrage préconisée pour la coopération au développement ?

Le Secrétaire d'Etat signale que le but de sa visite en Chine a été de conclure un protocole sur la coopération au développement dans le cadre de l'accord sur le développement de la coopération économique, industrielle, scientifique et technologique entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et la République populaire de Chine qui s'inscrit dans la ligne des rapports bilatéraux établis depuis de nombreuses années entre ce pays et la Belgique.

Le protocole signé à Beijing le 14 novembre 1983 prévoit que notre coopération prendra des formes multiples :

- participation à des projets spécifiques d'études et de réalisations;
- mise à disposition d'experts, techniciens et consultants;
- formation de cadres;
- fournitures d'équipements et de matériels nécessaires à l'exécution des projets;
- appui aux organisations non gouvernementales de coopération exerçant leurs activités en Chine;
- toute autre forme de coopération définie par les deux gouvernements en vue d'accélérer et de garantir le progrès économique et social.

Notre coopération sera sans doute essentiellement axée sur des transferts de technologie et des projets de formation.

Le programme de coopération avec la Chine prévoit actuellement :

- l'octroi de bourses de stages pour des stagiaires chinois dans les domaines de la gestion portuaire, la technologie pharmaceutique, le transport ferroviaire, les voies d'eau intérieures, les télécommunications, la nutrition, la promotion de la santé, des sciences du sol, du traitement thermique du verre plat, du transport électrique urbain;
- la participation au capital de la « Shanghai Telephone Equipment Manufacturing Company »;
- une étude, dans le cadre d'un cofinancement de la Banque Mondiale, sur l'aménagement de trois ports : Shanghai, Tranjin, Huangpu;
- un programme d'éradication des vers dans la province de Shaanxi.

b) nieuwe projecten waarvan er vooralsnog twee bekend zijn :

- | | |
|----------|----------------------|
| V. U. B. | — Vergassing (Zaïre) |
| U. L. G. | — Munkoyo (Zaïre). |

De criteria voor de verdeling werden nooit officieel in een wettekst vastgelegd, maar er heeft zich een bepaalde regeling ontwikkeld sinds 1977, d.i. het jaar waarin dergelijke uitgaven voor het eerst op de begroting voorkwamen.

Er bestaan drie preferentiële sectoren : het agro-industrieel onderzoek, het onderzoek inzake energie en de farmacologie.

Ook moet het onderzoek leiden tot concrete realisaties in het betrokken gebied.

Vooralsnog ontvingen enkel universiteiten en V. Z. W. dergelijke toelagen.

Een lid herinnert aan de recente Chinareis van de Staatssecretaris in het raam van het Bell Telephone-contract.

Dient men daaruit af te leiden dat het in de bedoeling ligt om aan dat onmetelijk land ontwikkelingshulp te gaan verlenen ?

Zou dat voornemen niet in tegenspraak zijn met het anti-versnipperingsbeleid dat men inzake ontwikkelingssamenwerking aanbeveelt ?

De Staatssecretaris merkt op dat zijn bezoek aan China tot doel had een protocol te ondertekenen betreffende de ontwikkelingssamenwerking in het raam van de Overeenkomst voor de Ontwikkeling van de economische, industriële, wetenschappelijke en technologische samenwerking tussen de Belgisch-Luxemburgse Economische Unie en de Volksrepubliek China in de lijn van de bilaterale betrekkingen die sedert talrijke jaren tussen dat land en België bestaan.

Het protocol dat op 14 november 1983 te Beijing ondertekend werd, voorziet in een samenwerking die diverse vormen kan aannemen :

- deelneming aan specifieke studie- en realisatieprojecten;
- het zenden van deskundigen, technici en consulenten;
- opleiding van kaderpersoneel;
- leveringen van uitrusting en van materiaal dat voor de tenuitvoerlegging der projecten noodzakelijk is;
- steun aan niet-gouvernementele organisaties die hun activiteiten in China uitoefenen;
- om het even welke door beide regeringen bepaalde vorm van samenwerking om de economische en sociale vooruitgang te bespoedigen en te garanderen.

Onze samenwerking zal wellicht hoofdzakelijk gericht zijn op overdracht van technologie en opleidingsprojecten.

Het programma op het gebied van de samenwerking met China voorziet thans in :

- de toekenning van stagebeurzen aan Chinese stagiairs op het gebied van havenbeleid, farmaceutische technologie, spoorwegvervoer, binnenvaart, telecommunicatiemiddelen, voeding, gezondheidszorg, bodemonderzoek, thermische behandeling van vlak glas en geëlektrificeerd stedelijk vervoer;
- de deelneming in het kapitaal van de « Shanghai Telephone Equipment Manufacturing Company »;
- een studie in het raam van een medefinanciering door de Wereldbank, met betrekking tot de aanleg van drie havens : Shanghai, Tranjin, Huangpu;
- een programma voor de uitroeiing van de wormen in de provincie Shaanxi.

La signature de cet accord de coopération n'est nullement en contradiction avec la politique de lutte contre le saupoudrage. Le souci est de renforcer notre action dans un pays, qui compte parmi les moins avancés, où nous étions déjà présent et dont les perspectives de développement s'avèrent des plus prometteuses.

II. L'aide multilatérale

1. Un membre fait observer qu'en 1984, seulement 29,4 % des crédits demandés seront affectés à la coopération multilatérale, ce qui constitue une réduction sensible par rapport aux années précédentes. Le membre admet que cette réduction puisse peut-être se justifier, mais il fait néanmoins observer que la Belgique doit respecter les engagements qu'elle a contractés antérieurement, notamment dans le cadre de la Convention de Lomé (Stabex et Sysmin).

Un autre membre demande que l'on ne confie pas de blancs-seings aux organismes multilatéraux. Il voudrait obtenir un aperçu de l'utilisation des crédits au cours des années précédentes.

Le Secrétaire d'Etat est parfaitement conscient du problème et affirme que les engagements qui ont été pris par le passé seront respectés. Il souligne la grande importance qu'il attache à la Convention de Lomé, qui est probablement le seul forum au monde où la coopération Nord-Sud soit une réalité concrète, même si elle doit être améliorée et rénovée. Le Secrétaire d'Etat s'emploie à faire évoluer notre aide tant bilatérale que multilatérale.

2. En 1984, 90 millions sont prévus comme contributions spéciales de la Belgique à des banques de développement multilatérales. De quelles banques s'agit-il et pour quels projets ?

Le Secrétaire d'Etat répond que l'A. G. C. D. coopère avec plusieurs banques multilatérales de développement et leur accorde des contributions régulières.

Le programme le plus important est celui avec la Banque Africaine de Développement, qui a commencé en 1975 et qui se poursuit grâce à des contributions annuelles de l'ordre de 60 millions de FB.

Ci-dessous figure un aperçu au 31 décembre 1983 des études qui ont été réalisées, qui sont en cours ou sur le point d'être achevées et qui ont été approuvées en 1983.

Un programme semblable, mais de moindre envergure existe depuis 1982 avec la Banque Ouest Africaine de Développement. La programmation des années antérieures fait apparaître encore des contributions au Fonds d'Assistance Technique de la Banque Asiatique de Développement, qui permet à celle-ci de financer des activités de consultants belges et de consultants locaux collaborant avec eux.

Enfin, des réserves ont été constituées pour faire face à des cofinancements d'assistance technique avec la Banque Mondiale, suite à l'accord que le Gouvernement a conclu avec celle-ci en septembre 1982.

Situation au 31 décembre 1983

Projets réalisés :

- Régional (Côte d'Ivoire, Libéria) : Projet hydro-électrique sur la rivière Cavally, études de factibilité et technique;
- Sierra Leone : Etude du développement intégré du district de Moyamba;
- Régional (Ghana, Côte d'Ivoire) : Interconnexion électrique;
- Haute-Volta : Route Bilanga-Taparko;

De ondertekening van het samenwerkingsakkoord is helemaal niet tegenstrijdig met de strijd tegen de versnippering. Er wordt vooral naar gestreefd om onze aktie in dat land, dat een der minst ontwikkelde is, waar wij reeds aanwezig waren en waarvan de ontwikkelingsvoortuizichten veelbelovend zijn, nog op te drijven.

II. Multilaterale bijstand

1. Een lid wijst erop dat voor 1984, slechts 29,4 % van de gevraagde kredieten naar multilaterale ontwikkelings-samenwerking zal gaan. Zulks is een gevoelige vermindering t.a.v. vorige jaren. Misschien is dit verantwoord maar spreker onderstreert dat België o.m. in het kader van de Lomé-overeenkomst (Stabex en Sysmin) waar in de openbare opinie weliswaar minder belangstelling voor bestaat, vroegere verbintenissen moet naleven. Het is, hoe dan ook een gevaarlijke wijze van begroten.

Een ander lid vraagt dat geen blanco-cheques zouden gegeven worden aan multilaterale instellingen. Hij wenst een follow up te krijgen van de aanwending van deze kredieten in de afgelopen jaren.

De Staatssecretaris bevestigt dat de vroeger aangebrachte verbintenissen zullen nageleefd worden. Hij onderstrept het grote belang dat hij hecht aan de Lomé-conventie, waarschijnlijk het enige forum ter wereld waar een concrete Noord-Zuid-samenwerking wordt gevoerd. Deze samenwerking moet evenwel worden verbeterd en vernieuwd. Hij maakt werk van een evaluatie zowel van onze bilaterale als multilaterale hulp.

2. In 1984 is 90 miljoen uitgetrokken als bijzondere bijdrage van België in de multilaterale ontwikkelingsbanken. Over welke banken en over welke projecten gaat het ?

De Staatssecretaris antwoordt dat de B. D. B. H. met verschillende multilaterale ontwikkelingsbanken samenwerkt en hun regelmatig bijdragen toekent.

Het belangrijkste programma is dat met de Afrikaanse Ontwikkelingsbank, dat in 1975 startte en mede dank zij jaarlijkse bijdragen ten belope van 60 miljoen BF verder evolueert.

Hieronder volgt een overzicht per 31 december 1983 van de studies die werden verwezenlijkt, nog aan de gang zijn of op het punt staan afgewerkt te worden en die in 1983 werden goedgekeurd.

Een gelijkaardig programma van weliswaar geringere omvang bestaat sinds 1982 met de Westafricane Ontwikkelingsbank. Uit de programmatie van de vorige jaren blijken ook nog bijdragen aan het Technische Bijstandsfonds van de Aziatische Ontwikkelingsbank, waarmee deze in staat wordt gesteld de activiteit van Belgische adviseurs en van plaatselijke adviseurs die met hen samenwerken, te bekostigen.

Tenslotte werden reserves aangelegd om de technische bijstand met de Wereldbank, ingevolge de overeenkomst die de Regering met haar in september 1982 heeft gesloten, mede te financieren.

Toestand per 31 december 1983

Verwezenlijkte projecten :

- Regionaal (Ivoorkust, Liberia) : Hydro-elektrisch project op de Cavally-rivier, doenbaarheids- en technische studies;
- Sierra Leone : Studie van de geïntegreerde ontwikkeling van het Moyamba-district;
- Regionaal (Ghana, Ivoorkust) : Elektrische interconnectie;
- Opper-Volta : Weg Bolanga-Taparko;

- Burundi : Route Mutambara-Nyanza Lac;
- Régional (Ghana-Togo-Bénin-Nigeria) : Interconnexion électrique, identification, élaboration des termes de référence;
- Guinée : Réhabilitation du chemin de fer Conakry-Kankan, identification, élaboration des termes de référence;
- Sao Tome et Principe : Etude de factibilité des aéroports;
- Comores : Deux micro-centrales hydro-électriques à Anjouan et à Moheli;
- Malawi : Route Kasungu Chamama-Nkhota-Koto;
- B. D. E. A. C. : Assistance technique.

III. Le Fonds de la Coopération au développement

1. Des membres font observer que l'examen du budget de la coopération au développement de 1984 est rendu très difficile non seulement par le fait que le Fonds de coopération au développement regroupe désormais la quasi totalité des crédits de la coopération bilatérale, mais également par le fait que cette année-ci, le Gouvernement semble avoir décidé d'utiliser tous les soldes des exercices précédents pour financer les dépenses de l'année en cours. Cette astuce budgétaire ne peut évidemment être faite qu'une fois et aboutit en définitive à masquer l'effort réel demandé à la nation.

Ainsi l'examen de l'article 60.58 B du Fonds peut être résumé de la manière suivante :

En 1984, le Gouvernement pourra dans le cadre de ce Fonds disposer de 14 023 864 000 de F, dont :

6 420 064 000 F lui viennent de l'an passé,
2 250 000 000 de F de la Loterie nationale,
5 281 800 000 F d'argent frais.

En fin d'exercice 1984, il est prévu de reporter en solde 4 023 864 000 F. Il est donc prévu que près de 2,5 milliards de solde des ans passés seront consommés. En soi c'est une mesure de saine gestion, mais compte tenu des retards habituels dans les ordonnancements en matière de coopération, il serait, selon les intervenants, intéressant de voir comment les choses se passeront d'ici un an ou deux.

Les orateurs ajoutent que la technique du Fonds pour la coopération jointe à la décision d'utiliser par priorité les soldes des années précédentes, aboutit à mettre à la disposition des sommes dont l'affectation échappe à un contrôle parlementaire même à posteriori.

Si les estimations qu'on peut faire sont vérifiées, plus de 4 milliards du Fonds tant en 1983 qu'en 1984 sont consacrés à des « projets », c'est-à-dire à des réalisations faites par des entreprises belges dans le Tiers Monde. La liste des réalisations faites en 1983 n'a jamais été remise aux parlementaires et à fortiori la liste des prévisions de dépenses pour 1984.

En conclusion, il est demandé des précisions au sujet des transferts des soldes 1982 à 1983 et 1983 à 1984 du Fonds de la Coopération au Développement ?

Le Secrétaire d'Etat fournit les précisions suivantes :

a) *Le transfert des soldes de 1982 à 1983 s'est effectué conformément d'une part aux dispositions des articles 1, 2 et 3 de l'arrêté royal du 30 décembre 1982, et d'autre part aux stipulations des articles 17, 18, 19 et 20 de la loi budgétaire 1983.*

- Burundi : Weg Mutambara-Nyanza-meer;
- Regionaal (Ghana-Togo-Benin-Nigeria) : Elektrische interconnectie, identificatie en ontwerpen van de referentietermen;
- Guinea : wederingbruikneming van de spoorweglijn Conakry-Kankan, identificatie en voorbereiding van de referenties;
- Sao Tome en Principe : doenbaarheidsstudie voor de luchthavens;
- Comoren : Twee hydro-elektrische microcentrales te Anjouan en te Moheli;
- Malawi : Weg Kasungu Chamana-Nkhota-Koto;
- B. D. E. A. C. : Technische bijstand.

III. Fonds voor Ontwikkelingssamenwerking

1. Enkele leden merken op dat het onderzoek van de begroting van ontwikkelingssamenwerking van 1984 ten zeerste bemoeilijkt wordt, niet alleen omdat het Fonds voor Ontwikkelingssamenwerking voortaan vrijwel alle kredieten voor de bilaterale samenwerking groepeert, maar tevens omdat de Regering dit jaar besloten schijnt te hebben alle saldi van de vorige jaren voor de financiering van de uitgaven van het lopende jaar in te zetten. Een dergelijke budgettaire kunstgreep kan uiteraard slechts één keer worden uitgehaald en leidt er uiteindelijk toe dat de werkelijk aan het land gevraagde inspanning wordt gecamoufleerd.

Zo kan het onderzoek van artikel 60.58 B van het Fonds als volgt worden samengevat. In 1984 zal de Regering dat Fonds kunnen laten beschikken over 14 023 864 000 F, waarvan :

6 420 064 000 F van vorig jaar,
2 250 000 000 F van de Nationale loterij,
5 281 800 000 F vers geld.

Op het einde van het begrotingsjaar wordt een saldo van 4 023 864 000 F verwacht. De vooruitzichten zijn derhalve dat bijna 2,5 miljard van het saldo van de vorige jaren zal worden opgebruikt. Op zich is dat een maatregel van gezond beheer, maar rekening houdend met de gebruikelijke vertraging in de ordonnanceringen inzake ontwikkelings-samenwerking, ware het volgens de sprekers interessant te zien hoe alles binnen één of twee jaar zal verlopen.

De sprekers voegen eraan toe dat de techniek van het Fonds voor de ontwikkelingssamenwerking, samen met de beslissing om bij voorrang de saldi van de vorige jaren te gebruiken, ertoe leidt dat bedragen ter beschikking worden gesteld waarvan de toewijzing aan elke controle, ook a posteriori, van het Parlement ontsnapt.

Indien de mogelijke ramingen worden bewaarheid, dan zou 4 miljard van het Fonds zowel in 1983 als in 1984 worden besteed aan « projecten », m.a.w. aan verwezenlijkingen van Belgische ondernemingen in de Derde Wereld. De lijst van de verwezenlijkingen van 1983 werd nooit aan de Parlementsleden overhandigd en a fortiori ook niet de lijst van de verwachte uitgaven voor 1984.

Tenslotte wordt om opheldering gevraagd betreffende de overdrachten van de saldi van het Fonds voor Ontwikkelingssamenwerking van 1982 naar 1983 en van 1983 naar 1984.

De Staatssecretaris geeft de volgende preciseringen :

a) *De overdracht van de saldi van 1982 naar 1983 gebeurde enerzijds volgens de bepalingen van de artikelen 1, 2 en 3 van het koninklijk besluit van 30 december 1982 en anderzijds op grond van de artikelen 17, 18, 19 en 20 van de begrotingswet 1983.*

1^o L'article 1 concerne le transfert des soldes non engagés des crédits non dissociés du budget de 1982 qui passent au Fonds.

L'article 2 se rapporte au crédit dissocié (art. 53.01.02) pour lequel le solde non engagé du crédit d'engagement est transféré au Fonds comme autorisation d'engagement.

Enfin l'article 3 transfère au Fonds le solde disponible de 4 articles du Titre IV — Section Particulière. Les montants de ces transferts (évalués au mois de septembre 1982) se retrouvent à la page 137-138 du Document Sénat — (Session 1982-1983) n° 5-VIII/1.

2^o Les articles repris ci-dessus de la loi budgétaire concernent essentiellement l'ordonnancement en 1983 par le Fonds des engagements souscrits avant le 31 décembre 1982 à charge des articles transférés au Fonds.

b) Le transfert du solde du Fonds de la Coopération de 1983 à 1984 s'est effectué automatiquement étant donné que le Fonds de la Coopération (art. 60.58.B) figure à la Section Particulière (Titre IV), section où les soldes disponibles au 31 décembre sont transférés au 1^{er} janvier de l'année suivante tout comme dans le cas d'un compte bancaire, sans qu'une disposition spéciale soit nécessaire.

Le Document Chambre des Représentants (Session 1983-1984) n° 4-VIII/1 contenant le projet de budget pour 1984 donne à la page 146 le montant de ce transfert (solde reporté), compte tenu évidemment de l'ajustement des transferts de 1982 à 1983, lesquels comme signalé plus haut, furent évalués au mois de septembre 1982 alors que, bien entendu, leur montant exact ne pouvait être arrêté qu'après le 30 décembre 1983.

2. Un membre demande quel est le solde disponible des engagements du Fonds de Coopération au Développement après déduction des engagements et des ordonnancements relatifs aux projets déjà approuvés ou soumis à approbation.

Le Secrétaire d'Etat communique un aperçu de la situation budgétaire des crédits du Fonds de Coopération au Développement (en millions de FB) :

— crédit total	...	6 031,9
— engagements	...	5 878,9
— ordonnancements	...	2 400,8
— solde des engagements	...	153,0
— solde des ordonnancements	...	3 478,1

3. En ce qui concerne les dotations budgétaires au Fonds de coopération au développement, le projet de loi budgétaire énumère les dotations d'une manière globale. Un membre regrette qu'il n'y ait pas de répartition par activités et par pays, afin d'avoir une idée plus claire de ces dotations. Il rappelle à ce sujet que les prédecesseurs du Secrétaire d'Etat se sont engagés à présenter à la Commission des Relations extérieures un rapport moral sur l'utilisation du Fonds et un rapport annuel sur les orientations en matière d'utilisation des crédits affectés à ce Fonds. En outre, il souhaite obtenir une comparaison avec les anciennes rubriques (anciens articles du budget avant la création du Fonds).

Le Secrétaire d'Etat rappelle que les dotations budgétaires au Fonds de la coopération au développement, sont repris dans le tableau du projet de loi budgétaire, globalement tant au titre I qu'au titre II.

1^o Artikel 1 betreft de overdracht van de niet-vastgelegde saldi van de niet-gesplitste kredieten van de begroting 1982 die naar het Fonds overgaan.

Artikel 2 heeft betrekking op het gesplitste krediet art. 53.01.02) waarvoor bepaald wordt dat het niet-vastgelegde gedeelte van het vastleggingskrediet naar het Fonds wordt overgedragen als vastleggingsmachtiging.

Artikel 3 ten slotte voorziet in de overdracht naar het Fonds van het beschikbaar saldo van 4 artikelen van Titel IV — Afzonderlijke Sectie. De bedragen van die overdrachten (raming september 1982) zijn te vinden op blz. 137-138 van het Stuk Senaat — zitting 1982-1983 — n° 5-VIII/1.

2^o De hierboven vermelde artikelen van de begrotingswet betreffen hoofdzakelijk de ordonnancering in 1983 door het Fonds van de vastleggingen van vóór 31 december 1982 ten laste van de artikelen die naar het Fonds werden overgeheveld.

II. De overdracht van het saldo van het Fonds voor Ontwikkelingssamenwerking van 1983 naar 1984 gebeurde automatisch, vermits het Fonds ingeschreven is in de Afzonderlijke Sectie (Titel IV); in deze sectie worden de beschikbare saldi per 31 december overgeboekt naar 1 januari van het volgende jaar, zoals het gebeurt op een bankrekening, zonder dat daartoe een speciale beschikking nodig is.

Het Stuk van de Kamer van Volksvertegenwoordigers (Zitting 1983-1984) n° 4-VIII/1, houdende het begrotingsontwerp 1984, geeft op bladz. 146 het bedrag van die overdracht, (overgedragen saldo) rekening gehouden uiteraard met de aanpassing van de overdrachten van 1982 naar 1983, die zoals hierboven gezegd, geraamd werden in de loop van de maand september 1982, terwijl hun juiste bedrag eerst na 31 december 1982 definitief kan bepaald worden.

2. Een lid vraagt wat het beschikbaar saldo is van de vastleggingen van het Fonds voor Ontwikkelingssamenwerking, na aftrek van de vastleggingen en ordonnanceringen van de reeds goedgekeurde en ter goedkeuring voorliggende projecten.

De Staatssecretaris geeft een overzicht van de budgettaire situatie op 30 januari 1984 van de kredieten van het Fonds voor Ontwikkelingssamenwerking (in miljoen BF) :

— totaal krediet	...	6 031,9
— vastleggingen	...	5 878,9
— ordonnanceringen	...	2 400,8
— saldo op vastleggingen	...	153,0
— saldo op ordonnanceringen	...	3 478,1

3. In verband met de begrotingsdotaties aan het Fonds voor ontwikkelingssamenwerking geeft het wetsontwerp een globale opsomming daarvan. Een lid betreurt dat er geen verdeling wordt gemaakt per activiteit en per land ten einde een duidelijker inzicht in die dotaties te krijgen. Het lid herinnert er daaromtrent aan dat de voorgangers van de Staatssecretaris zich verbonden hebben om de Commissie voor de Buitenlandse Betrekkingen een moreel verslag over het gebruik van het Fonds en een jaarverslag betreffende de oriënteringen inzake het gebruik van de aan het Fonds bestede kredieten voor te leggen. Bovendien vraagt hij dat een vergelijking wordt gemaakt met de vroegere rubrieken (vroegere begrotingsartikelen vóór de oprichting van het Fonds).

De Staatssecretaris herinnert eraan dat de begrotingsdotaties aan het Fonds voor ontwikkelingssamenwerking opgenomen zijn in de tabel bij het begrotingswetsontwerp en zulks zowel in titel I als in titel II.

Toutefois, dans le programme justificatif ces deux dotations figurent d'une façon détaillée, à savoir à l'article 41.01 (p. 114 doc. n° 4-VIII/1) pour le titre I et à l'article 61.01 (p. 135 doc. n° 4-VIII/1) pour ce qui concerne le titre II.

La comparaison avec les anciens articles du budget avant la création du Fonds est la suivante :

Article 41.01 :	Code du Fonds	Ancien article
	10.10	33.12.01
	10.20	34.12.02
	10.30	34.14
	10.40	33.15
	20.10	34.07
	20.20	34.16.03
	20.30	34.19
	20.40	34.19

Article 61.01 :	Code du Fonds	Ancien article
	50.20	51.01
	60	83.05
	80	53.06

La répartition de ces dotations par activité et par pays ne figurait pas au budget avant la création du Fonds. Il n'y a pas de raison d'innover en la matière en ce qui concerne le Fonds dont un des objectifs a été de créer un instrument souple.

Le F. C. D. constitue en effet une masse budgétaire dans laquelle le Ministre de la Coopération puise pour réaliser les objectifs de la politique belge de coopération.

Le Secrétaire d'Etat rappelle que l'utilisation de ces crédits doit faire l'objet d'un rapport moral annuel en vertu de l'article 10 de la loi du 10 août 1981 créant le Fonds de la Coopération. Il devra être établi au cours du premier trimestre suivant l'année d'activité et comporter un commentaire par catégorie de projets, de la destination donnée aux moyens financiers du Fonds, au point de vue des zones géographiques et des secteurs qui en ont bénéficiés (arrêté royal du 30 décembre 1982 portant exécution de l'article 10 de la loi du 10 août 1981 portant création d'un Fonds de la coopération au développement et d'un fonds de prêts d'Etat à Etat - article 1^{er}).

Le rapport moral sera établi avant la fin de mars 1984.

A un membre qui souhaiterait que ce rapport soit publié avant que le budget 1984 ne soit examiné en séance publique de la Chambre, le Secrétaire d'Etat répond que la loi du 10 août 1981, ne contient pas pareille obligation.

4. La loi créant le Fonds de la Coopération au Développement prévoit en son article 7 d'associer des représentants des Exécutifs des Communautés au Comité chargé de coordonner la politique de coopération bilatérale.

Un membre demande si le Secrétaire d'Etat a déjà réuni ce Comité. Si non, est-ce qu'une autre instance est chargée de ce rôle de coordination ?

Le Secrétaire d'Etat répond que lorsque la loi créant un Fonds de la Coopération au Développement et un Fonds des Prêts d'Etat à des Etats étrangers a été votée (et promulguée le 10 août 1981), les Exécutifs de Communauté faisaient toujours partie intégrante du Gouvernement national.

In het verantwoordingsprogramma worden die beide dotaties niettemin omstandig toegelicht, met name in artikel 41.01 (blz. 114, stuk nr 4-VIII/1) voor titel I en in artikel 61.01 (blz. 135, stuk nr 4-VIII/1) wat titel II betreft.

De vergelijking met de vroegere begrotingsartikelen vóór de oprichting van het Fonds laat zich als volgt aanzien :

Artikel 41.01 :	Code van het Fonds	Vroeger artikel
	10.10	33.12.01
	10.20	34.12.02
	10.30	34.14
	10.40	33.15
	20.10	34.07
	20.20	34.16.03
	20.30	34.19
	20.40	34.19

Artikel 61.01 :	Code van het Fonds	Vroeger artikel
	50.20	51.01
	60	83.05
	80	53.06

De verdeling van die dotaties per activiteit en per land kwam vóór de oprichting van het Fonds niet in de begroting voor. Er bestaat geen reden om op dat gebied nieuwigheden in te voeren aangezien het Fonds met name de oprichting van een soepel instrument op het oog had.

Het F. O. S. vormt inderdaad een begrotingsmassa waaruit de Minister voor de Ontwikkelingssamenwerking bedragen put om de oogmerken van de Belgische ontwikkelingssamenwerking te bereiken.

De Staatssecretaris herinnert eraan dat, krachtens artikel 10 van de wet van 10 augustus 1981 tot oprichting van het Ontwikkelingsfonds, jaarlijks een moreel verslag dient te worden uitgebracht over de besteding van de kredieten van het Fonds. Dat verslag zal moeten worden opgemaakt in de loop van het eerste kwartaal volgend op het activiteitsjaar en het dient een toelichting te bevatten, per categorie van projecten, van de bestemming die aan de financiële middelen van het Fonds gegeven is volgens de geografische gebieden en de sectoren die ervoor in aanmerking zijn gekomen (koninklijk besluit van 30 december 1982 houdende uitvoering van artikel 10 van de wet van 10 augustus 1981 tot oprichting van een Fonds voor ontwikkelingssamenwerking en van een Fonds voor leningen aan vreemde Staten - artikel 1).

Het moreel verslag zal vóór eind maart 1984 worden opgemaakt.

Aan een lid dat wenst dat het verslag wordt opgemaakt voordat de begroting 1984 in openbare vergadering van de Kamer behandeld wordt, antwoordt de Staatssecretaris dat de wet van 10 augustus 1981 geen dergelijke bepaling bevat.

4. De wet tot oprichting van het Fonds voor Ontwikkelingssamenwerking bepaalt in haar artikel 7 dat vertegenwoordigers van de Gemeenschapsexecutieven betrokken worden bij het Comité waarin het beleid inzake ontwikkelingssamenwerking gecoördineerd wordt.

Een lid vraagt of de Staatssecretaris dat Comité reeds bijeengeroepen heeft. Bestaat, indien dat niet het geval is, een andere instantie die met die coördinatieopdracht belast is ?

De Staatssecretaris antwoordt dat, toen de wet tot oprichting van een Fonds voor Ontwikkelingssamenwerking en van een Fonds voor Leningen aan vreemde Staten goedgekeurd (en op 10 augustus 1981 uitgevaardigd werd), de Gemeenschapsexecutieven nog altijd deel uitmaakten van de nationale regering.

A cette époque, l'association des deux Communautés à la politique de coopération au développement fut une décision essentiellement politique.

En effet, le Gouvernement n'a pas tenu compte de l'avis du Conseil d'Etat du 9 janvier 1981. Lors de l'examen de l'article 7, le Conseil d'Etat a déclaré :

« La question se pose de savoir si le législateur national peut associer les Communautés à la politique à pratiquer dans une matière nationale alors que la loi spéciale du 8 août 1980 n'a pas expressément prévu cette possibilité. Faute de temps, il est impossible au Conseil d'Etat de pousser plus avant l'examen de cet important problème. »

Bien que faute de temps, le Conseil d'Etat n'a pas pu examiner à fond l'association des Communautés à la politique de la coopération au développement, il n'y a aucun doute que cette matière est une matière nationale. Comme telle, elle ressort uniquement de la responsabilité du Gouvernement.

La loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 ne prévoit aucune disposition relative à la coopération au développement qui ne figure ni à l'article 4, ni à l'article 5 qui traitent respectivement des matières culturelles et des matières personnalisables.

Par ailleurs, lors de sa séance du 23 mars 1983, le Conseil des Ministres a marqué son accord pour que les attributions prévues pour le Comité ministériel chargé de coordonner la politique de coopération bilatérale soient exercées par le Comité ministériel de la politique extérieure.

5. L'article 18 du budget fixe à 800 millions pour 1984 le programme des projets des O. N. G. soumis à la décision du Comité ministériel de la politique extérieure et se rapportant au Fonds de la Coopération au développement.

Un membre estime qu'il s'agit là d'une innovation qui n'est absolument pas conforme à l'esprit de la loi du 10 août 1981 relative à la création d'un Fonds de la Coopération au développement et qui rendra plus difficile encore la réalisation des projets. Il est dès à présent impossible à l'A. G. C. D. d'exercer un contrôle sur les projets approuvés.

Un autre membre rappelle les réticences qui s'étaient manifestées lors de l'examen parlementaire du projet créant un Fonds de coopération. D'aucun craignant qu'une plus grande souplesse dans la réalisation des projets ne réduise les possibilités de contrôle.

Le Secrétaire d'Etat répond que l'article 18 a été repris au budget pour des raisons de technique budgétaire, à la demande de l'Administration du Budget.

L'intention n'est nullement de soumettre tous les projets à la décision du Comité ministériel; seuls y seront soumis les projets qui doivent déjà l'être actuellement. L'article 18 se borne à fixer un plafond général pour les engagements.

IV. Le Fonds de survie

1. Le vote de la loi sur le Fonds sur la survie a introduit un élément nouveau. Mais, selon un membre, cela se traduit cette année seulement par une pression faite sur la Loterie nationale.

De plus le crédit pour le F. I. D. A. passe de 118,5 à 50 millions et celui pour l'aide d'urgence disparaît. On sait que les crédits multilatéraux sont très variables d'une année à l'autre et que l'aide d'urgence l'est aussi.

2. Le Secrétaire d'Etat a déclaré que des projets seraient réalisés au Kenya et dans le sud de la Somalie.

Destijds was de beslissing waardoor de beide Gemeenschappen bij het beleid inzake ontwikkelingssamenwerking betrokken werden, hoofdzakelijk van politieke aard.

De Regering heeft immers geen rekening gehouden met het advies van de Raad van State van 9 januari 1981. Bij het onderzoek van artikel 7 heeft de Raad van State verklaard :

« De vraag is immers of de nationale wetgever de Gemeenschappen bij het beleid inzake een nationale aangelegenheid kan betrekken wanneer zulks in de bijzondere wet van 8 augustus 1980 niet uitdrukkelijk is bepaald. De tijd ontbreekt om dit belangrijk probleem grondig te onderzoeken. »

Ofschoon de Raad van State wegens tijdsgebrek de betrokkenheid van de Gemeenschappen bij het beleid inzake de ontwikkelingssamenwerking niet ten gronde heeft kunnen onderzoeken, lijdt het geen twijfel dat deze aangelegenheid van nationale aard is. Als dusdanig is alleen de Regering ervoor aansprakelijk.

De bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen voorziet in geen enkele bepaling betreffende de ontwikkelingssamenwerking die niet voorkomt in artikel 4 of in artikel 5 welke respectievelijk betrekking hebben op de culturele materies en op de persoonsgebonden materies.

Anderzijds heeft de Ministerraad er in zijn vergadering van 23 maart 1983 zijn instemming mee getuigd om de bevoegdheden van het Ministercomité waarin het beleid inzake bilaterale ontwikkelingssamenwerking gecoördineerd wordt, te laten uitoefenen door het Ministercomité voor het buitenlands beleid.

5. Krachtens artikel 18 van de begroting wordt, in 1984, het programma van de projecten van de N. G. O.'s, onderworpen aan de goedkeuring van het Ministerieel Comité voor Buitenlands Beleid en betrekking hebbend op het F. O. S., vastgesteld op 800 miljoen.

Zulks is, volgens een lid, een innovatie die geenszins strookt met de geest van de wet van 10 augustus 1981, houdende oprichting van het F. O. S. en die de verwezenlijking van de projecten nog zal bemoeilijken. Nu reeds verliest het A. B. O. S. ieder toezicht op een goedgekeurd project.

Een ander lid herinnert aan de aarzelende houding waarvan tijdens het parlementair onderzoek van het Ontwikkelingsfonds blijk gegeven werd. Sommigen vreesden daarbij dat, wanneer bij de totstandkoming van de projecten een te grote soepelheid aan de dag zou worden gelegd, de controlemogelijkheden kleiner worden.

De Staatssecretaris antwoordt dat artikel 18 werd opgenomen om begrotingstechnische redenen, op verzoek van het Bestuur van de Begroting.

Het is geenszins de bedoeling alle projecten aan de goedkeuring van het Ministercomité voor te leggen maar alleen deze waarvoor een dergelijke verplichting trouwens nu reeds geldt. Artikel 18 bepaalt alleen een algemeen vastleggingsplafond.

IV. Het Overlevingsfonds

1. De goedkeuring van de wet op het Overlevingsfonds vormt een nieuw feit ofschoon dat volgens een lid dit jaar alleen geconcretiseerd wordt doordat druk wordt uitgeoefend op de Nationale Loterij.

Bovendien daalt het krediet voor FIDA van 118,5 tot 50 miljoen en dat voor de dringende hulp valt weg. Het is bekend dat de multilaterale kredieten van jaar tot jaar sterk schommelen en dat dit ook het geval is met de dringende hulp.

2. De Staatssecretaris heeft medegedeeld dat projecten zullen verwezenlijkt worden in Kenya en Zuid-Somalië.

Il est demandé si d'autres projets sont envisagés dans d'autres régions de ces pays. Un membre demande également que soit confirmé l'intention de soutenir des « actions à long terme ».

Un membre a appris que les conclusions d'une enquête menée par l'A. G. C. D. sur le projet au Kenya étaient plutôt négatives.

Le Secrétaire d'Etat précise qu'il a reçu, au sujet des projets précités, des rapports favorables des experts de l'A. G. C. D. qui ont effectué une enquête sur place. Il s'agit de régions où la population souffre de carence en protéines et où la mortalité infantile est élevée. On examine actuellement si d'autres régions de ces pays peuvent bénéficier de projets similaires. Le seul projet qui puisse être appliqué sans délai est celui de la pêcherie au Kenya. Ce projet avait d'ailleurs été identifié par un fonctionnaire belge de la F. A. O. Un deuxième projet qui pourra être mis en œuvre dans quelques mois au Kenya concerne des femmes-agriculteurs. Les projets sont intensifiés actuellement en Somalie et en Ouganda.

V. AGRIPROM

La presse a fait largement écho à la création d'une a.s.b.l. AGRIPROM, qui serait chargée de la réalisation de projets de coopération dans le domaine agricole.

Plusieurs membres évoquent les discussions nées au sein du Gouvernement à ce sujet.

Leurs interventions peuvent se résumer comme suit : Ils souhaitent, tout d'abord, que le Secrétaire d'Etat précise la mission, les modalités et les frais de fonctionnement d'AGRIPROM .

Ils demandent que leur soit communiqué l'acte de constitution. Ils s'interrogent sur le contrôle des dépenses de l'association et plus particulièrement sur la façon dont le Parlement et la Cour des comptes pourront exercer leurs prérogatives à cet égard. Le Secrétaire d'Etat envisage-t-il de faire rapport sur les activités d'AGRIPROM à la Commission des Relations extérieures ? Cela est d'autant plus nécessaire que l'exécution des projets de coopération donnent souvent lieu à de la surfacturation des dépenses.

Plusieurs intervenants formulent des observations sur le fait des confier certaines tâches de l'A. G. C. D. à des organismes privés. Certes, le but est d'atteindre une plus grande efficacité dans la réalisation des projets mais l'orthodoxie administrative s'oppose à ce que des institutions privées échappent à la tutelle publique, soient chargées de compétences qui relèvent de l'administration.

N'y aurait-il pas lieu d'entamer une réorganisation de l'A. G. C. D. qui, fût-ce à long terme, aboutirait à une plus grande efficacité de notre effort de coopération ?

D'autres membres interrogent le Secrétaire d'Etat sur le différend qui l'opposerait au sujet d'AGRIPROM, au Ministre des Relations extérieures. L'un d'eux fait état d'une note du 18 novembre 1983 dans laquelle le Ministre affirmait que cette A. S. B. L. ne pouvait être créée. Il semble donc, selon cet intervenant, que l'on ait saisi une absence du Ministre pour passer l'acte de constitution malgré son veto.

En outre, il revient aux intervenants que les activités d'AGRIPROM seront surtout axées sur le Zaïre alors que la politique africaine du Gouvernement, telle qu'elle résulte des options soumises à l'approbation du Parlement (voir Doc. n° 721/1), tend à une plus grande diversification.

In de Commissie werd gevraagd of er in deze landen nog andere projecten worden overwogen in andere streken. Tevens wordt bevestiging gevraagd van de bedoeling « lange-termijnacties » te steunen.

Een lid heeft vernomen dat een A. B. O. S.-onderzoek vrij negatief is uitgevallen wat het project in Kenya betreft.

Over de geciteerde projecten heeft de Staatssecretaris goede verslagen gekregen van de A. B. O. S.-deskundigen die terplaats een onderzoek hebben verricht. Het gaat om regio's waar de bevolking een gebrek aan proteïne heeft en waar een grote kindersterfte heerst. Thans wordt onderzocht of in de betrokken landen andere streken in aanmerking komen. Maar, het enige bedrijfsklare project is de visserijonderneming in Kenya. Dit project werd trouwens door een Belgische F. A. O.-ambtenaar geïdentificeerd. Een tweede project in Kenya dat binnen enkele maanden zal kunnen starten zal betrekking hebben op vrouwelijke landbouwers. Projecten worden thans ook geïdentificeerd in Somalië en Oeganda.

V. AGRIPROM

De pers heeft veel aandacht besteed aan de oprichting van een v.z.w. AGRIPROM die belast zou worden met de realisatie van ontwikkelingsprojecten op landbouwgebied.

Verscheidene leden verwijzen naar de discussies die daaromtrent in de Regering gevoerd werden.

Hun betoog kan als volgt worden samengevat : in de eerste plaats wensen zij dat de Staatssecretaris opheldering geeft omtrent de opdracht van AGRIPROM, haar wijze van optreden en haar werkingskosten.

Zij vragen inzage van de oprichtingsakte en stellen vragen in verband met de controle op de uitgaven van die vereniging en inzonderheid betreffende de manier waarop het Parlement en het Rekenhof hun prerogatieven op dat stuk zullen kunnen uitoefenen. Is de Staatssecretaris voornemens bij de Commissie voor Buitenlandse Betrekkingen verslag uit te brengen over de activiteiten van AGRIPROM ? Een en ander is des te noodzakelijker omdat de tenuitvoerlegging van de samenwerkingsprojecten vaak aanleiding geeft tot het voorleggen van rekeningen waarop overdreven uitgaven voorkomen.

Verscheidene leden maken opmerkingen met betrekking tot het feit dat bepaalde opdrachten van het A. B. O. S. aan privé instellingen toevertrouwd worden. Ofschoon uiteraard naar meer efficiëntie bij de realisatie van de projecten dient te worden gestreefd, kan uit een oogpunt van administratieve orthodoxie niet geduld worden dat privé-instellingen die aan het overheidstoezicht ontsnappen bevoegdheden krijgen die aan de administratie toekomen.

Wellicht is het hoog tijd om een aanvang te maken met de reorganisatie van het A. B. O. S., een reorganisatie die op lange termijn in een meer efficiënte werking van onze ontwikkelingshulp kan resulteren.

Andere leden ondervragen de Staatssecretaris over het geschil dat hij in verband met AGRIPROM heeft met de Minister van Buitenlandse Betrekkingen. Een van hen maakt gewag van een nota van 18 november 1983 waarin de Minister stelde dat deze V. Z. W. niet mocht worden opgericht. Volgens deze spreker schijnt er dus gebruik te zijn gemaakt van een afwezigheid van de Minister om de oprichtingsakte, in weerwil van diens veto, te verlijden.

Bovendien is de sprekers ter ore gekomen dat de activiteit van AGRIPROM vooral op Zaïre afgestemd zal worden, terwijl het Afrikabeleid van de Regering, zoals het voortvloeit uit de beleidskeuzen die ter goedkeuring aan het Parlement werden voorgelegd (zie Stuk n° 721/1), naar een grotere diversificatie streeft.

Enfin, les intervenants demandent :

1^o si AGRIPROM fera appel au personnel de l'A.G.C.D. ou si elle recruterà son propre staff;

2^o s'il est exact que le chef de cabinet du Secrétaire d'Etat présiderà l'A. S. B. L. d'ici deux ans, un accord existant à cet égard avec l'actuel président ? Il leur semble, à tout le moins, inconvenant d'établir de la sorte une confusion dans le chef de celui qui est chargé d'élaborer la politique de coopération puisqu'il serait amené, en sa qualité de président d'AGRIPROM, de l'exécuter sur le terrain;

3^o de quelle façon seront passées les adjudications pour les travaux, les achats de matériel, etc. ?

Le Secrétaire d'Etat précise ce qui suit concernant AGRIPROM :

Premièrement, il s'agit d'une A. S. B. L. dont tous les mandats sont gratuits. Elle a été constituée par dix personnalités qui sont professeurs d'université ou de l'enseignement supérieur ou appartiennent à l'Académie Royale des Sciences d'Outre-Mer.

Deuxièmement, la Constitution ne prévoit pas que, pour créer une association, il faille en référer à une autorité politique quelconque.

Troisièmement, la sous-traitance de projets devra faire l'objet d'une convention annuelle entre l'Etat et AGRIPROM. Le pouvoir politique et l'Administration gardent donc la haute main sur le secteur agricole. C'est au niveau de la préparation de cette convention que la concertation entre le Ministre des Relations extérieures et le Secrétaire d'Etat à la Coopération au développement doit avoir et aura bien entendu lieu. Cette convention n'a pas encore été signée. Actuellement, les universités, les organisations gouvernementales et le secteur privé réalisent déjà de nombreux projets pour le compte de l'Administration.

Quatrièmement, il n'est pas question de vider l'Administration de sa substance, puisque c'est elle qui choisira les projets qu'elle souhaite sous-traiter à AGRIPROM.

Cinquièmement, AGRIPROM est la copie conforme de FOMETRO, A. S. B. L. gérant depuis 1961 les projets médicaux pour le compte de l'Administration. Statuts et fonctionnement sont identiques.

Sixièmement, le montant annuel de 700 millions de F qui a été avancé est complètement erroné. Ce montant est le crédit final qui sera consacré à la totalité du secteur agricole en 1988 pour le Zaïre, pour l'ensemble des projets de l'A. G. C. D. dans ce pays. Il n'a jamais été question de faire gérer cette somme par AGRIPROM dans sa totalité.

Septièmement, l'A. S. B. L. recevant ses subventions de l'Etat, elle sera tenue de respecter scrupuleusement la réglementation en matière de marchés publics.

Huitièmement, le Président effectif de l'A. S. B. L. est le Professeur E. Tollens, de la K. U. L. Il n'est pas question que le chef de Cabinet du Secrétaire d'Etat à la Coopération au Développement exerce effectivement la présidence de l'A. S. B. L. tant qu'il est chef de Cabinet. La parité linguistique est parfaitement respectée au niveau du conseil d'administration et de l'assemblée générale de l'A. S. B. L.

Enfin, le document du 18 novembre auquel un membre a fait allusion est une note du chef de cabinet du Ministre des Relations extérieures au chef de cabinet du Secrétaire d'Etat à la Coopération au développement contenant notamment des remarques sur diverses dispositions des statuts de l'A. S. B. L. Les fondateurs de l'A. S. B. L. ont tenu compte de ces remarques lors de la rédaction finale des statuts. C'est par coïncidence que la date retenue pour la constitution de l'A. S. B. L. est tombée pendant l'absence du Ministre des Relations extérieures.

Tenslotte vragen de sprekers :

1^o of AGRIPROM een beroep zal doen op het personeel van het A.B.O.S. of een eigen staf in dienst zal nemen;

2^o of het juist is dat de kabinetschef van de Staatssecretaris de V. Z. W. over twee jaar zal voorzitten, doordat er een akkoord is met de huidige voorzitter. Het komt hun althans onbetrouwbaar voor dat aldus in hoofde van degene die belast wordt met het uitwerken van een samenwerkingsbeleid, onduidelijkheid ontstaat, aangezien hij in zijn hoedanigheid van voorzitter van AGRIPROM ertoe gebracht zal worden het te velde uit te voeren;

3^o hoe zullen de aanbestedingen worden gehouden voor de werken, de aankoop van materieel enz. ?

In verband met AGRIPROM verklaart de Staatssecretaris :

In de eerste plaats gaat het om een V.Z.W. waarin alle mandaten gratis worden uitgeoefend. Zij werd opgericht door tien vooraanstaande personen die universiteitsprofessoren of hoogleraren zijn of lid zijn van de Koninklijke Academie van Overzeese Wetenschappen.

Ten tweede bepaalt de Grondwet niet dat men zich om een vereniging op te richten tot welke politieke overheid ook moet wenden.

Ten derde zal de onderaanneming van projecten het voorwerp moeten zijn van een jaarlijkse overeenkomst tussen de Staat en AGRIPROM. De politieke overheid en het Bestuur blijven dan ook de landbouwsector in de hand houden. Op het niveau van de voorbereiding van deze overeenkomst moet uiteraard overleg worden gepleegd tussen de Minister van Buitenlandse Betrekkingen en de Staatssecretaris voor de Ontwikkelingssamenwerking. De overeenkomst is nog niet ondertekend. Op het ogenblik voeren universiteiten, regeringsorganisaties en de particuliere sector al vele projecten voor rekening van het Bestuur uit.

Ten vierde is er geen sprake van het Bestuur uit te hollen, vermits het de projecten zal kiezen die het aan AGRIPROM wil overlaten.

Ten vijfde is AGRIPROM het evenbeeld van TROMEO, een V. Z. W. die sinds 1961 de medische projecten voor rekening van het Bestuur beheert. Statuten en werking zijn dezelfde.

Ten zesde is het volkomen verkeerd dat een jaarbedrag van 700 miljoen werd voorgeschreven. Dit bedrag vormt het eindkrediet dat in 1988 aan de gezamenlijke landbouwsector in Zaïre zal worden toegekend voor alle projecten van het A. B. O. S. in dat land. Er was nooit sprake van dit bedrag in zijn geheel door AGRIPROM te laten beheren.

Ten zevende zal de V. Z. W. die staatstoelagen krijgt, verplicht zijn de verordeningen inzake openbare opdrachten nauwgezet na te leven.

Ten achtste is Professor E. Tollens aan de K. U. L. de werkelijke voorzitter van de V. Z. W. Er is geen sprake van dat de Kabinetschef van de Staatssecretaris voor de Ontwikkelingssamenwerking daadwerkelijk het voorzitterschap van de V. Z. W. waarneemt, zolang hij Kabinetschef is. Op het niveau van de raad van beheer en de algemene vergadering van de V. Z. W. wordt de taalpariteit volkomen geëerbiedigd.

Tenslotte is het document van 18 november, waarop een lid heeft gezinspeeld, een nota van de Kabinetschef van de Minister van Buitenlandse Betrekkingen aan de Kabinetschef van de Staatssecretaris voor de Ontwikkelingssamenwerking met onder meer opmerkingen over allerlei bepalingen in de statuten van de V. Z. W. De oprichters van de V. Z. W. hebben bij de uiteindelijke redactie van de statuten met deze opmerkingen rekening gehouden. Door een samenloop van omstandigheden viel de datum die voor de oprichting van de V. Z. W. werd gereserveerd, gedurende de afwezigheid van de Minister van Buitenlandse Betrekkingen.

VI. La politique d'information

1. Généralités

Plusieurs membres attirent l'attention sur la politique d'information en matière de coopération au développement.

Le montant de 10 millions de F que le Gouvernement se réserve en la matière est insuffisant. Les intervenants voudraient savoir comment ce crédit a été utilisé en 1983. Ils ont l'impression qu'en dehors de l'invitation de journalistes aux voyages d'évaluation du Secrétaire d'Etat, ce qui est évidemment un élément positif, les initiatives sont plutôt rares. Ils souhaitent que le Gouvernement pratique une politique d'information plus dynamique, à l'instar du Gouvernement néerlandais qui publie une excellente brochure intitulée « Aspecten ». Les Pays-Bas bénéficient ainsi au niveau mondial d'une réputation nettement plus favorable que celle de la Belgique, alors que leur politique de la coopération est au moins aussi mercantile que la nôtre.

Quoiqu'il en soit, il convient d'éviter tout double emploi avec les efforts d'information des O. N. G.

Le Secrétaire d'Etat se rallie à ces considérations. Il consacrera une étude approfondie à la politique de l'information et s'inspirera en ce domaine de l'exemple néerlandais.

2. Les O. N. G.

a) A l'article 53.22 (Titre II — Dépenses de capital) est inscrit un crédit de 40 millions couvrant les subventions aux O. N. G. pour leurs activités d'information. Le financement de ces activités est réglé par un arrêté royal. Un membre fait observer que cet arrêté n'a pas été soumis au Conseil d'Etat et qu'il ne respecte pas les accords culturels qui prévoient 50 + 1 % aux catholiques.

Cet arrêté royal avantage nettement les O. N. G. confessionnelles. Il s'avère nécessaire de le modifier plutôt que d'accroître les crédits pour le financement des activités d'information comme le proposent d'autres membres de la Commission.

Le Secrétaire d'Etat rappelle que l'arrêté royal du 21 octobre 1980 portant réglementation de l'agrément et de la subsidiéation des O. N. G. pour les activités en matière de coopération ne réglemente pas une matière culturelle visée à l'article 2 de la loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques. En effet il prévoit la subsidiéation d'activités qui ont pour but de promouvoir les actions de coopération au développement et sont donc jugées nécessaires en fonction de l'intérêt des projets à subsidier pour la coopération avec les pays en voie de développement.

b) Les subventions pour les activités d'information des O. N. G. sont maintenues à 40 millions. Or, le nombre d'O. N. G. agréées par le Ministère n'a cessé d'augmenter ainsi que les activités des organisations agréées. S'il fallait respecter la loi, c'est 120 millions de F qu'il faudrait.

Ainsi que le Secrétaire d'Etat l'a souligné dans son exposé, la possibilité existe de tenir compte du solde des années budgétaires antérieures au 1^{er} janvier 1984, de sorte que les possibilités d'ordonnancement seraient de 68 millions pour 1984.

Un membre demande si ces 28 millions de soldes du passé correspondent effectivement à des excédents ou s'il s'agit d'un montant qui est disponible parce que les dettes auxquelles il se rapporte n'ont pas encore été remboursées. On peut en effet continuer de disposer des crédits en versant des avances et en reportant les dettes en cours à une année budgétaire ultérieure. Il faut se garder de recourir au « window dressing » comptable.

VI. Informatiebeleid

1. Algemeen

Meerdere leden vragen aandacht voor het informatiebeleid inzake ontwikkelingssamenwerking.

De 10 miljoen die de Regering daar, voor eigen gebruik, wil aan besteden is onvoldoende. Sprekers wensen te vernemen hoe het gelijkaardig krediet in 1983 werd gebruikt. Zij hebben de indruk dat buiten het uitnodigen van journalisten bij evaluatiereizen van de Staatssecretaris, wat uiteraard positief is, weinig wordt gedaan. Graag hadden zij een meer dynamische overheidsinformatie gezien naar het voorbeeld van Nederland waar een uitstekende regeringsbrochure « Aspecten » wordt uitgegeven. Zodoende heeft Nederland een veel beter « wereldimago » dan België hoewel zijn ontwikkelingsinspanning op zijn minst even mercantieel is als de onze.

Hoe dan ook moet dubbel gebruik worden vermeden met de informatieinspanning van de N. G. O.'s.

De Staatssecretaris kan zich bij deze bedenkingen aan sluiten. Hij zal een grondige studie wijden aan het informatiebeleid en zich daarbij door het Nederlandse voorbeeld laten inspireren.

2. De N. G. O.'s

a) Op artikel 5322 (Titel II — Kapitaaluitgaven) is een krediet van 40 miljoen uitgetrokken dat de toelagen aan de N. G. O.'s voor hun voorlichtingsactiviteiten dekt. De financiering van die activiteiten wordt bij koninklijk besluit geregeld. Een lid merkt op dat dit besluit niet aan de Raad van State is voorgelegd en geen rekening houdt met de culturele akkoorden die 50 + 1 % voor de katholieken in uitzicht stellen.

Dit koninklijk besluit bevoordeelt duidelijk de confessionele N. G. O.'s. Het blijkt noodzakelijk het te wijzigen, eerder dan de kredieten voor de financiering van de activiteiten te verhogen, zoals andere leden van de Commissie voorstellen.

De Staatssecretaris wijst erop dat het koninklijk besluit van 21 oktober 1980 tot regeling van de erkenning en de subsidiëring van de N. G. O.'s voor activiteiten inzake ontwikkelingssamenwerking niet slaat op enigerlei culturele aangelegenheid als bedoeld in artikel 2 van de wet van 16 juli 1973 waarbij de bescherming van de ideologische en filosofische strekkingen gewaarborgd wordt. Het voorziet immers in de subsidiëring van activiteiten die tot doel hebben de acties inzake ontwikkelingssamenwerking te bevorderen en die dan ook noodzakelijk worden geacht op grond van de betekenis van de projecten voor samenwerking met de ontwikkelingslanden, die gesubsidieerd moeten worden.

b) De toelagen voor de voorlichtingsactiviteiten van de N. G. O.'s worden op 40 miljoen gehandhaafd. Maar het aantal door het Ministerie erkende N. G. O.'s is voortdurend toegenomen, wat ook geldt voor de activiteiten van de erkende organisaties. Als de wet wordt nageleefd zou er 120 miljoen nodig zijn.

Zoals de Staatssecretaris reeds heeft medegedeeld tijdens zijn uiteenzetting, is het mogelijk rekening te houden met het saldo van de vroegere begrotingsjaren op 1 januari 1984, zodat de ordonnanceringsmogelijkheden voor 1984 ca. 68 miljoen F zullen bedragen.

Een lid vraagt of deze 28 miljoen saldi uit het verleden, werkelijke overschotten zijn dan wel beschikbare middelen omdat de schulden waarop zij betrekking hebben nog niet werden betaald? Men kan immers steeds over kredieten blijven beschikken door voorschotten te betalen en de openstaande schulden naar een volgend begrotingsjaar te verschuiven. Men moet er zich voor hoeden aan boekhoudkundige « window dressing » te doen.

Le Secrétaire d'Etat reconnaît que ces 28 millions comprennent des montants qui se rapportent à des dettes non encore remboursées et précise qu'il en fera nécessairement de même pour le nouveau crédit de 40 millions. Il s'agit là de la conséquence normale du règlement comptable des paiements et en aucune façon d'un retard volontaire. Il faut en effet trois mois au minimum pour régler les engagements, de sorte que les dettes qui doivent être acquittées à partir d'octobre ne peuvent l'être que l'année suivante.

Depuis son entrée en fonction, le Secrétaire d'Etat a veillé à ce que soit mis au point un système comptable transparent permettant de suivre l'évolution des soldes de manière rapide et efficace et d'en déterminer les causes.

Si les 68 millions disponibles devaient malgré tout s'avérer insuffisants, on procéderait complément à des transferts d'autres articles du Fonds de la Coopération au développement.

VII. Les volontaires et les coopérants

1. Un membre souhaiterait connaître la répartition linguistique des volontaires et la répartition confessionnelle de coopérants dans leur ensemble.

Un autre membre signale qu'il y a plus de volontaires flamands dans les P. V. D. alors que les coopérants, nettement mieux rétribués, se recrutent davantage du côté francophone.

Le Secrétaire d'Etat signale qu'à la date du 1^{er} janvier 1984, sur 916 volontaires, 391 appartiennent au rôle linguistique français et 525 appartiennent au rôle linguistique néerlandais.

L'A. G. C. D. ne dispose pas d'informations relatives à la répartition confessionnelle.

2. En ce qui concerne l'envoi de volontaires dans le Tiers Monde, un membre attire l'attention sur le fait que pour les volontaires Nations Unies, les frais de transport du conjoint sont payés par le budget Coopération. Pour les volontaires O. N. G., ces frais sont à charge de l'O. N. G. ou du volontaire. Envisage-t-on d'harmoniser cette situation ?

Le Secrétaire d'Etat est en principe favorable à une amélioration du statut des volontaires O. N. G. en ce qui concerne l'intervention dans les frais de voyage pour les familles.

Il étudie actuellement diverses formules.

La formule retenue sera fonction de son impact budgétaire et des préférences des O. N. G.

3. Un membre demande un rapport qualitatif et quantitatif sur les dépenses en matière de formation et de recyclage des coopérants.

Le Secrétaire d'Etat signale qu'en 1983, l'A. G. C. D. a organisé des cycles de formation générale, des séminaires de formation permanente et a octroyé des bourses de perfectionnement :

a) Cycles résidentiels de formation générale

Dix cycles néerlandophones et dix cycles francophones ont été organisés. Au total, il y avait 748 participants : 323 N et 425 F.

Le but de ces cycles se trouve dans la confrontation des candidats coopérants avec la réalité politique, sociologique, économique et culturelle dans les pays du tiers monde, au moyen de cours donnés par des spécialistes.

De Staatssecretaris erkent dat in de 28 miljoen, gelden voorkomen die betrekking hebben op nog niet betaalde schulden maar zulks zal, noodzakelijkerwijze, ook het geval zijn voor het nieuwe krediet van 40 miljoen. Dit is het normale gevolg van de comptable afhandeling van de betalingen. Er is dus geen enkele opzettelijke vertraging mee gemoeid. Er zijn immers minimum drie maanden nodig om de vastleggingen te betalen, zodat de schulden die vanaf oktober moeten betaald worden, slechts vereffend kunnen worden tijdens het volgende jaar.

Sinds zijn ambtsaanvaarding heeft de Staatssecretaris het nodige gedaan om een doorzichtig boekhoudstelsel uit te werken waardoor snel en doeltreffend toezicht wordt gehouden op de saldi en een inzicht wordt verkregen in de oorzaken van de uitstaande saldi.

Moesten de voorhanden zijnde 68 miljoen toch onvoldoende zijn, dan kan er soepel worden overgeschreven van andere artikelen van het Fonds voor Ontwikkelingssamenwerking.

VII. De vrijwilligers en het personeel van de ontwikkelingssamenwerking

1. Een lid wenst de verdeling te kennen, per taalrol, van de vrijwilligers, evenals de verdeling, per confessionele groep, van het personeel van de ontwikkelingssamenwerking in zijn geheel.

Een ander lid wijst erop dat in de ontwikkelingslanden meer Vlamingen werkzaam zijn als vrijwilliger, terwijl het personeel van de ontwikkelingssamenwerking, dat heel wat beter betaald is, meer Franstaligen telt.

De Staatssecretaris wijst erop dat op 1 januari 1984 van de 916 vrijwilligers 391 tot de Franse taalrol en 525 tot de Nederlandse taalrol behoorden.

Het A. B. O. S. beschikt niet over cijfers betreffende de verdeling volgens confessionele overtuiging.

2. In verband met de vrijwilligers voor de Derde Wereld vestigt een lid de aandacht van de Minister op het feit dat de reiskosten van de echtgenoot van de UNO-vrijwilligers ten laste vallen van de begroting van Ontwikkelingssamenwerking. Voor de vrijwilligers van de N. G. O.'s vallen die kosten ten laste van de N. G. O. of van de vrijwilligers. Bestaan er plannen om die toestand te harmoniseren ?

De Staatssecretaris is er in principe voorstander van het statuut van de N. G. O.-vrijwilligers te verbeteren door een tegemoetkoming in de reiskosten van de gezinsleden.

Thans worden diverse formules bestudeerd.

Bij de oplossing van het probleem zal rekening worden gehouden met de budgettaire weerslag en met de wensen van de N. G. O.'s.

3. Een lid wenst een kwantitatief en kwalitatief verslag over de uitgaven in verband met de opleiding en de herscholing van de ontwikkelingshelpers.

De Staatssecretaris wijst erop dat het A. B. O. S. in 1983 algemene opleidingscyclussen en permanente vormingsseminaries georganiseerd heeft en vervolmakingsbeurzen heeft toegekend :

a) Residentiële opleidingscyclussen

Er werden tien Nederlandstalige en tien Franstalige cyclussen voor 748 deelnemers georganiseerd, waarvan 323 Nederlandstaligen en 425 Franstaligen.

Met die cyclussen wordt beoogd de toekomstige ontwikkelingshelpers door middel van door specialisten gegeven cursussen vertrouwd te maken met de politieke, sociologische, economische en culturele realiteit in de Derde Wereldlanden.

Ces cycles sont organisés à l'intention des candidats pour la coopération bilatérale, multilatérale (experts-associés) et les volontaires.

L'organisation de ces cycles a donné lieu à une dépense de 8,9 millions de F.

b) *Formation permanente (recyclage - activités pour les coopérants)*

L'A. G. C. D. a organisé sept séminaires exclusivement à l'intention des coopérants qui travaillent dans des projets d'enseignement technique et professionnel. Ci-dessous figure la liste des matières étudiées dans ces séminaires :

1. la santé de la production animale;
2. la structure de stabilité du sol;
3. la pneumatique dans l'enseignement;
4. l'enseignement par objectif, avec application en technologie;
5. conception des programmes et l'équipement de labo et de l'atelier dans la section électricité;
6. méthodologie propre à la formation technique et professionnelle pour des régentes coupe-couture.

Total des dépenses pour la formation permanente : 0,7 million de F.

c) *Bourses de perfectionnement*

Selon les dispositions de l'arrêté royal du 10 mai 1966 les candidats et les membres du personnel de la Coopération au Développement peuvent bénéficier des bourses de formation et de perfectionnement.

En 1983, l'A. G. C. D. a accordé deux bourses de perfectionnement pour un total de 83 000 F.

Les dépenses totales imputables à l'article 34.08 pour 1983 s'élèvent donc à 9,68 millions de F.

VIII. Le Zaïre

1. Le Club de Paris a décidé de procéder à un rééchelonnement de la dette du Zaïre. Un membre demande si les créanciers privés, réunis au sein du Club de Londres, vont faire de même. L'intervenant rappelle que lorsqu'en 1978 la Belgique, la France, la République fédérale, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis ont accordé une assistance financière au Zaïre, ces pays ont posé comme exigence que le régime zaïrois soit démocratisé.

Cette exigence va-t-elle être réitérée aujourd'hui ?

Le Secrétaire d'Etat rappelle qu'il ne prend part qu'aux délibérations du Club de Paris, qui regroupe les créanciers publics.

2. Un membre fait observer que de nouvelles rumeurs inquiétantes circulent à propos de violations des droits de l'homme au Zaïre. Deux cents personnes auraient notamment été assassinées à Kwilu. Il est donc plus que jamais nécessaire que la Chambre institue une commission d'enquête, comme cela a déjà été demandé il y a plus d'un an.

Un autre membre rappelle que lors de la conférence de presse du C. N. C. D., il a été fait état de tortures et d'assassinats. La Belgique accorde manifestement plus d'importance aux bonnes relations avec Mobutu qu'au sort de la population zaïroise.

Le Secrétaire d'Etat déclare que les dernières informations dont il dispose n'ont apporté aucune confirmation de ces rumeurs. La population pauvre de l'intérieur du Zaïre serait la première à pâtrir de la suppression de notre aide à ce pays que réclament certains milieux.

Die cursussen zijn bestemd voor de kandidaten voor bilaterale en multilaterale samenwerking (assistent-deskundigen) en door vrijwilligers.

De organisatie van die cyclussen kost 8,9 miljoen F.

b) *Permanente vorming (herscholing - activiteiten voor ontwikkelingshelpers)*

Het A. B. O. S. heeft zeven seminaries ingericht ten behoeve van de ontwikkelingshelpers die werkzaam zijn in projecten met betrekking tot het technisch en beroepsderwijs. Hieronder volgt de lijst van de in die seminaries behandelde materies :

1. de gezondheid in de veeteeltbedrijven;
2. stabiliteit van de grondstructuur;
3. luchtdruktoepassingen in het onderwijs;
4. het onderwijs per tak, met technologische toepassing;
5. het ontwikkelen van programma's in de uitrusting van laboratoria en werkplaatsen in de afdeling elektriciteit;
6. specifieke methodologie met betrekking tot de technische en beroepsopleiding van de regentessen in naascholen.

Totale uitgaven voor de permanente vorming : 0,7 miljoen F.

c) *Vervolmakingsbeurzen*

Overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit van 10 mei 1966 kunnen de kandidaten en de leden van het personeel van de Ontwikkelingssamenwerking opleidings- en vervolmakingsbeurzen krijgen.

In 1983 kende het A. B. O. S. twee vervolmakingsbeurzen toe voor een totaal bedrag van 83 000 F.

De totale uitgaven op artikel 34.08 belopen dus 9,68 miljoen F voor 1983.

VIII. Zaïre

1. Door de Club van Parijs werd een herschikking van de Zaïrese schuld beslist. Een lid vraagt of de privé-schuldeisers, verenigd in de Club van Londen, zulks ook gaan doen. Spreker herinnert eraan dat de financiële steun die in 1978, door België, Frankrijk, de Bondsrepubliek, Groot-Brittannië en de Verenigde Staten, werd verstrekt op voorwaarde van een democratisering van het Zaïrese regime.

Zal deze voorwaarde nu ook worden gesteld ?

De Staatssecretaris herinnert eraan dat hij enkel betrokken is bij de Club van Parijs die de overheidsschuldeisers groepeert.

2. Over de aantasting van de mensenrechten in Zaïre doen, volgens een lid, nieuwe enruswakkende geruchten de ronde. Zo zouden er o.m. in Kwilu 200 mensen vermoord zijn. Het is dus, meer dan ooit, noodzakelijk dat de Kamer een onderzoekscommissie zou samenstellen zoals reeds meer dan een jaar geleden werd gevraagd.

Een ander lid herinnert aan de N. C. O. S.-persconferentie waar gewag werd gemaakt van folteringen en moorden. Blijkbaar hecht België meer belang aan de goede betrekkingen met Mobutu dan aan het lot van de bevolking.

De meest recente informatie brengt de Staatssecretaris geen bevestiging van deze geruchten. Het stopzetten van onze hulp aan Zaïre waar in bepaalde kringen wordt op aangedrongen zou in de eerste plaats schadelijk zijn voor de arme bevolking in het Zaïrese binnenland.

IX. L'enseignement

1. Ecoles Belges au Zaïre, Burundi, Rwanda

a) Sous le Gouvernement précédent, on a créé une a.s.b.l. chargée de reprendre cet enseignement. Cette a.s.b.l. n'a jamais pu démarrer. Ainsi, la gestion de ces écoles a été confiée à nouveau aux anciens pouvoirs organisateurs locaux. Des tractations auraient lieu pour le moment avec l'Education Nationale pour faire reprendre ces Ecoles Belges par l'A. P. E. F. E. et le V. V. O. B.

Le Secrétaire d'Etat peut-il faire le point sur ce dossier ?

b) Quid des coopérants mis à la disposition de ce type d'enseignement ? Le nombre sera-t-il maintenu ?

c) Les crédits seront-ils octroyés en fonction du nombre d'élèves de chaque régime linguistique ?

d) Les subsides de fonctionnement et d'équipement continueront-ils à être octroyés dans la même proportion et suivant le critère du nombre d'élèves ?

e) Les normes du pacte scolaire pour la désignation de titulaires de diplômes officiels, seront-elles respectées ?

Le Secrétaire d'Etat répond ce qui suit :

a) Il est exact qu'un groupe de travail composé de représentants des Ministres de l'Education Nationale (F et N) et du Secrétaire d'Etat à la Coopération examinent quelles pourraient être les modalités de transfert. Les Ministres de l'Education Nationale (F et N) décideront du mode de gestion de ces écoles.

b) Le sort des coopérants techniques belges œuvrant actuellement au sein de ces écoles, fait l'objet de discussions avec les deux départements « Education Nationale ». Il n'est, en tout cas, pas envisagé de donner au personnel un statut moins favorable que celui qu'il a actuellement.

c et d) L'utilisation du budget Ecoles Belges à transférer vers les « Education Nationale » relèvera des autorités qui prendront ces Ecoles Belges en charge. Il n'appartient pas au Secrétaire d'Etat d'en fixer les clés de répartition une fois le transfert réalisé.

e) Il n'appartient pas davantage au Secrétaire d'Etat de préjuger des mesures que pourraient décider les nouvelles autorités des Ecoles belges en ce qui concerne la dernière question.

2. Un membre souligne que le Secrétaire d'Etat envisage de réduire le personnel enseignant au Zaïre au bénéfice d'un accroissement de la coopération en matière de développement agricole. Quelles mesures concrètes sont prises pour opérer ce changement ?

Le Secrétaire d'Etat déclare, qu'en ce qui concerne le personnel enseignant, il envisage de ne pas procéder à des remplacements lors des départs naturels dans l'enseignement général.

Notre effort sera maintenu en ce qui concerne l'enseignement technique, professionnel, supérieur et universitaire.

Il est surtout envisagé d'améliorer la formation de formateurs et de personnel responsable de la gestion des écoles.

3. En ce qui concerne les bourses accordées aux étudiants des P. V. D., un membre constate que ceux-ci bénéficient d'un avantage par rapport aux étudiants qui doivent rester dans leur pays. Toutefois ces boursiers ne sont guère satisfait du montant des bourses. Dès lors, pourquoi ne pas favoriser plutôt les stages de formation ?

IX. — Onderwijs

1. Belgische scholen in Zaïre, Burundi, Rwanda

a) Onder de vorige Regering werd een v.z.w. opgericht die dat onderwijs moet overnemen. Die v.z.w. heeft nooit kunnen starten. Bijgevolg werd het bestuur van die scholen opnieuw toevertrouwd aan de vroegere plaatselijke inrichtende macht. Thans zouden er onderhandelingen met Onderwijs zijn om die Belgische scholen door de V. V. O. B en de A. P. E. F. E. te laten overnemen.

Kan de Staatssecretaris de stand van zaken in dezen meedelen ?

b) Wat gebeurt er met de ontwikkelingswerkers die ter beschikking van dat type onderwijs zijn gesteld ? Blijft hun aantal gehandhaafd ?

c) Zullen de kredieten toegekend worden op grond van het aantal leerlingen voor elke taalgroep ?

d) Zullen de werkings- en uitrustingstoelagen blijven verleend worden in dezelfde verhouding en volgens het criterium van het aantal leerlingen ?

e) Zullen de schoolpactnormen voor de aanwijzing van de houders van officiële diploma's worden nageleefd ?

De Staatssecretaris antwoordt het volgende :

a) Een werkgroep, bestaande uit vertegenwoordigers van de Ministeries van Onderwijs (N en F) en van de Staatssecretaris voor Ontwikkelingssamenwerking, onderzoekt hoe de overheveling kan geschieden. De Ministers van Onderwijs (N en F) zullen beslissen hoe die scholen zullen bestuurd worden.

b) Over het lot van de Belgische technische ontwikkelingswerkers die in die scholen werkzaam zijn, wordt thans nog met « Onderwijs » onderhandeld. Er wordt hoe dan ook niet aan gedacht die personeelsleden een minder gunstig statuut te geven dan nu.

c en d) Het gebruik van de begroting Belgische Scholen, die naar Onderwijs wordt overgeheveld, zal bepaald worden door de overheid welke die Belgische Scholen te haren laste neemt. Het komt de Staatssecretaris niet toe de verdeelstukjes vast te stellen nadat de overheveling heeft plaatsgehad.

e) Het komt hem evenmin toe vooruit te lopen op de maatregelen welke die nieuwe overheid van de Belgische Scholen in verband met de laatste vraag zou kunnen nemen.

2. Een lid onderstrept dat de Staatssecretaris van plan is het onderwijszend personeel in Zaïre in te krimpen en in ruil daarvoor de samenwerking inzake landbouwontwikkeling te doen toenemen. Welke concrete maatregelen zijn daartoe genomen.

De Staatssecretaris verklaart dat hij, wat het onderwijszend personeel betreft, van zins is bij natuurlijke afvloeiingen in het algemeen onderwijs niet in vervanging te voorzien.

Inzake technisch, beroeps, hoger en universitair onderwijs wordt onze inspanning echter gehandhaafd.

Vooral wordt overwogen de opleiding van de lesgevers en van het bestuurspersoneel van de scholen te verbeteren.

3. In verband met de studiebeurzen voor studenten uit ontwikkelingslanden stelt een lid vast dat deze laatsten bedoeld zijn ten opzichte van de studenten die in hun land moeten blijven. Die bursalen zijn echter niet te spreken over het bedrag van hun studiebeurs. Waarom dan niet eerder de opleidingsstages aanmoedigen ?

Le Secrétaire d'Etat rappelle que trois types de bourse sont dispensés à l'heure actuelle aux ressortissants des P. V. D. :

a) La bourse d'étude accordée en Belgique dont l'objectif consiste à donner une formation approfondie, d'au moins une année académique ou scolaire pour les jeunes qui sont les futurs cadres de leur pays.

b) La bourse de stage accordée en Belgique en vue de donner une formation accélérée et de courte durée pour les cadres déjà engagés dans la vie professionnelle.

c) La bourse (d'étude ou de stage) locale ayant les mêmes objectifs que les deux premières, la formation ayant lieu sur place plutôt que dans notre pays.

Il est exact que le boursier installé en Belgique bénéficie d'avantages financiers supérieurs à celui dont la formation est assurée sur place étant donné les frais supplémentaires qu'entraîne le déplacement en Belgique (voyage, logement, allocations familiales et vestimentaires...).

Les montants des bourses accordées en Belgique tiennent compte des conditions de vie propres à la population étudiante ou stagiaire.

En ce qui concerne les stages de formation, l'importance de ces derniers a augmenté dans le budget 1984. Ainsi, alors que le rapport bourses études/bourses de stages était de 63%/37 % en 1983, celui-ci n'est plus que 54%/46 % en 1984.

Le stage, par rapport à la bourse d'étude, présente en effet l'avantage d'être plus bref, et de portée plus immédiate puisque le stagiaire retourne dans son pays pour exercer dans sa profession la technique qu'il aura apprise dans notre pays.

4. L'A. P. E. F. E. et le V. V. O. B. sont deux a.s.b.l. qui agissent au nom du Gouvernement belge dans un secteur bien particulier de la Coopération au développement. Elles bénéficient ainsi d'un statut privilégié par rapport aux autres a.s.b.l. que sont les O. N. G. Afin d'améliorer les rapports entre l'A.P.E.F.E./V.V.O.B. et les autres O.N.G., ne serait-il pas opportun d'encourager la conclusion d'un « gentleman agreement » entre ces organismes ?

Le Secrétaire d'Etat souligne que l'A.P.E.F.E. (association pour la promotion de l'éducation et de la formation à l'étranger) et le V. V. O. B. (Vlaamse vereniging voor opleidingsprogramma's in het buitenland) sont des a.s.b.l. dont l'objet est (conformément à l'article 3 des statuts) :

- de coopérer à l'étude, à l'organisation et au développement de tous les programmes d'enseignement, d'éducation et de formation à promouvoir dans les pays étrangers;
- de promouvoir, d'organiser et de coordonner toutes les formes de transfert de connaissance entre la Communauté francophone (ou néerlandophone) de Belgique et l'étranger;
- de coordonner et encourager les initiatives des organismes qui poursuivent les mêmes objectifs.

Ces deux a.s.b.l. sont financées en partie par les départements de l'Education nationale et en partie par l'A. G. C. D.

A. P. E. F. E.	V. V. O. B.
(en millions de F)	

A. G. C. D. :		
budget 1983	148,8
budget 1984 (1)	181,0

(1) Prévisions.

De Staatssecretaris herinnert eraan dat thans drie soorten studiebeurzen aan onderdanen van ontwikkelingslanden worden toegekend :

a) de in België verleende studiebeurs met als doel een grondige vorming van minstens één academie- of schooljaar voor jongeren die het latere leidinggevend personeel van hun land zullen vormen.

b) De in België verleende stagebeurs met het oog op een versnelde opleiding van korte duur voor leidinggevend personeel dat reeds in het beroepsleven is ingeschakeld.

c) De lokale studie- of stagebeurs met hetzelfde doel als de twee eerste, maar hier gebeurt de opleiding ter plaatse, en niet in ons land.

Een in België gevestigde bursaal ontvangt inderdaad meer financiële voordelen dan degene wiens opleiding ter plaatse wordt gegeven, omdat de reis naar België (reiskosten, verblijf, kinderbijslag, kledingsvergoeding...) extra kosten met zich brengt.

De bedragen van de in België toegekende beurzen houden rekening met de specifieke levensomstandigheden van de studenten of stagiairs.

Het belang van de vormingsstages is in de begroting voor 1984 toegenomen. Terwijl de verhouding studiebeurzen-stagebeurzen in 1983 nog 63 % - 37 % bedroeg, is dat nog slechts 54 % - 46 % in 1984.

Ten opzichte van de studiebeurs biedt de stagebeurs immers het voordeel dat ze van kortere duur is en ook een meer, onmiddellijk nut heeft, aangezien de stagiair naar zijn land terugkeert om in zijn beroep de techniek toe te passen die hij in ons land heeft geleerd.

4. V. V. O. B. en A. P. E. F. E. zijn twee v.z.w.'s die namens de Belgische regering optreden in een aparte sector van de ontwikkelingssamenwerking. Zo hebben ze een voorrecht statuut ten opzichte van de andere v.z.w.'s, die N. G. O.'s zijn. Ware het, om de betrekkingen tussen de V. V. O. B. - A. P. E. F. E. en de overige N. G. O.'s te verbeteren, niet opportuun aan te sturen op het sluiten van een « gentleman's agreement » tussen die organisaties ?

De Staatssecretaris onderstreept dat de V. V. O. B. (Vlaamse Vereniging voor Opleidingsprogramma's in het Buitenland) en het A. P. E. F. E. (Association pour la Promotion de l'Education et de la Formation à l'Etranger) v.z.w.'s zijn waarvan het doel is (krachtens artikel 3 van de statuten) :

— samen te werken op het stuk van studie, organisatie en ontwikkeling voor alle programma's inzake onderwijs, opvoeding en vorming in vreemde landen;

— alle vormen van kennisoverdracht tussen de Nederlandstalige (of Franstalige) gemeenschap van België en het buitenland te bevorderen, te organiseren en te coördineren;

— initiatieven van organisaties die hetzelfde doel nastreven, te coördineren en aan te moedigen :

Beide v.z.w.'s worden deels gefinancierd door de departementen van Onderwijs en deels door het A. B. O. S.

A. P. E. F. E.	V. V. O. B.
(in miljoenen F)	

A. B. O. S. :		
begroting 1983	148,8
begroting 1984 (1)	...	181,0

(1) Vooruitzichten.

En ce qui concerne les modalités de libération des crédits, c'est un arrêté royal qui doit être pris pour chaque subvention (après approbation du projet par le Comité ministériel de politique extérieure) à charge de l'article 60.58.B du budget de la Coopération au développement.

Le champ d'action de ces deux a. s. b. l. ne semblent pas à ce jour recouvrir celui des autres a. s. b. l. que sont les O. N. G.

5. Un membre déplore que les effets de nos querelles communautaires se fassent même sentir au Zaïre. Des incidents déplorables se sont produits à l'école belge de Kinshasa entre la section francophone et la section néerlandophone. Il est vrai qu'il s'agit d'établissements organisés sous la forme d'A. S. B. L., mais le fait de monter nos désaccords en épingle pour des vétilles cause un préjudice durable à notre réputation.

Le Secrétaire d'Etat déclare qu'il déplore ces événements autant que l'orateur mais qu'il lui est difficile d'intervenir en l'occurrence étant donné que ces établissements dépendent effectivement d'A. S. B. L. Il a néanmoins demandé au fonctionnaire belge de notre section de coopération, responsable de l'enseignement, de mener une enquête.

X. Le Conseil consultatif de la Coopération au développement

Un membre évoque le mécontentement qui règne au sein du Conseil consultatif de la Coopération au développement, les membres de ce Conseil estimant que leurs avis ne sont pas suffisamment suivis.

Le Conseil a notamment souligné l'insuffisance des structures mises en place pour l'utilisation de notre aide de 3,2 milliards au Zaïre où 22 projets sont actuellement en cours. Le Conseil a formulé par ailleurs les observations suivantes :

- le budget devrait donner une vue complète de nos efforts en matière de développement et devrait par conséquent regrouper également les crédits qui sont actuellement inscrits au budget des Finances;

- il convient d'éditer un document analogue au mensuel néerlandais « Aspecten », qui présenterait notre politique en matière de coopération au développement;

- l'attitude de la délégation belge à la conférence de la C. N. U. C. E. D. à Belgrade était désolante.

Le Secrétaire d'Etat rappelle que jamais encore le Conseil n'avait été consulté aussi tôt sur le budget. Quatre fonctionnaires ont été mis à la disposition du Conseil. Il a été tenu compte de l'avis du Conseil lors de la rédaction du Rapport au Roi concernant l'arrêté relatif au Fonds de survie. Le Secrétaire d'Etat n'est pas en mesure de fournir un commentaire sur la conférence de la C. N. U. C. E. D. étant donné qu'il n'était pas présent à cette conférence.

C. — DISCUSSION DES ARTICLES ET VOTES

1. Plusieurs membres s'étonnent du fait que les dépenses de capital (Titre II, pp. 33 et 34) comportent des crédits qui n'ont pas le caractère d'investissements qu'exige pourtant la technique budgétaire. Il s'agit en effet de contributions et de participations. Cette remarque s'applique également au Fonds de la coopération au développement.

Des explications sont également demandées à propos de la différence, au point de vue de la technique budgétaire, entre les engagements et les ordonnancements des dépenses de cabinet (p. 69).

Inzake de modaliteiten betreffende de vrijmaking der kredieten dient voor iedere toelage een koninklijk besluit te worden genomen (na goedkeuring van het project door het Ministerscomité voor het buitenlands beleid) ten laste van artikel 60.58.B van de begroting voor Ontwikkelings-samenwerking.

De werkingssfeer van die beide V. Z. W.'s lijkt tot nog toe niet samen te vallen met die van de overige V. Z. W.'s die de N. G. O.'s zijn.

5. Een lid betreurt dat onze gemeenschapstwisten zich tot in Zaïre laten voelen. In de Belgische school te Kinsjasa hebben zich betreurenswaardige incidenten voorgedaan tussen de Nederlandstalige en Franstalige afdelingen. Weliswaar zijn deze instellingen v. w. z.'s naar het ten top drijven van tegenstellingen rond banale feiten, betekent een blijvende schade voor ons imago.

Evenzeer als spreker, betreurt de Staatssecretaris deze feiten. Zoals gezegd gaat het om v. z. w.'s waarbij hij niet gemakkelijk kan tussen komen. Weliswaar heeft hij aan de Belgische ambtenaar van onze samenwerkingssectie, verantwoordelijk is voor het onderwijs, gevraagd een onderzoek in te stellen.

X. Raad van Advies voor Ontwikkelingssamenwerking

Een lid vertolkt het ongenoegen dat bestaat bij de Raad van advies voor Ontwikkelingssamenwerking, die oordeelt dat zijn adviezen onvoldoende worden opgevolgd.

De Raad heeft o.m. gewezen op de onvoldoende opvangstructuren voor onze 3,2 miljard hulp aan Zaïre waar 22 projecten lopen. Voorts heeft de Raad nog volgende punten beklemtoond :

- de begroting zou een volledig overzicht moeten geven van onze ontwikkelingsinspanning en dus ook de kredieten die thans op de begroting van Financiën voorkomen moeten groeperen;

- de noodzaak aan een beleidsdocument naar het model van het Nederlands maandblad « Aspecten »;

- de bedroevende houding van de Belgische afvaardiging op de U. N. C. T. A. D.-conferentie te Belgrado.

De Staatssecretaris herinnert eraan dat de Raad van advies nooit zo vroeg geraadpleegd werd over de begroting. De Staatssecretaris heeft vier ambtenaren ter beschikking gesteld van de Raad. Het advies van de Raad werd gebruikt voor het opstellen van het Verslag aan de Koning bij het besluit over het Overlevingsfonds. Over de U. N. C. T. A. D.-conferentie kan de Staatssecretaris geen commentaar geven aangezien hij daar niet aanwezig was.

C. — BESPREKING VAN DE ARTIKELEN EN STEMMINGEN

1. Meerdere leden verwonderen er zich over dat in de kapitaaluitgaven (Titel II, blz. 33 en 34) kredieten voorkomen die geenszins, zoals het begrotingstechnisch vereist is, een investeringskarakter hebben, het gaat nl. om bijdragen en participaties. Ook inzake het F. O. S. kan eenzelfde bedenking worden gemaakt.

Tevens wordt uitleg gevraagd over het begrotingstechnisch verschil tussen de vastleggingen en de ordonnanceringen van de kabinetsuitgaven (blz. 69).

Le Secrétaire d'Etat répond que ces contributions et participations ne devraient logiquement pas figurer dans les dépenses de capital et que l'inscription de ces contributions dans les dépenses de capital est fondée, pour des motifs historiques, sur une fiction budgétaire. Le Secrétaire d'Etat étudie ce problème avec ses collègues des Finances et du Budget afin de trouver une solution.

2. M. Caudron a présenté un amendement (Doc. n° 4-VIII/2) visant à porter de 40 à 65 millions le crédit prévu à l'article 53.22 des dépenses de capital pour les activités d'information des organisations non gouvernementales.

L'auteur de l'amendement estime que 40 millions ne suffisent pas pour exécuter l'arrêté royal concernant les activités d'information et qu'il faudrait actuellement plus de 100 millions.

Une augmentation de 25 millions constitue un premier pas vers la régularisation de cet article du budget.

Ce problème a déjà été examiné en détail au chapitre B, VI, 2, du présent rapport.

L'amendement est rejeté par 13 voix contre 2.

* * *

Les crédits afférents à la Coopération au développement sont votés par 13 voix contre 2.

* * *

Les articles 1 à 15 du projet de loi budgétaire, sont adoptés par 13 voix contre 2.

Les articles 16 à 19 sont adoptés par 14 voix contre 3.

L'ensemble du budget est adopté par 14 voix contre 3.

Le Rapporteur,

Ch. PETITJEAN

Le Président,

F. GROOTJANS

Volgens Staatssecretaris is er inderdaad geen enkele logische reden om vooroemde bijdragen en aandelen te vermelden in de kapitaaluitgaven zulks stoelt, om historische redenen, op een begrotingsfictie. De Staatssecretaris bestudeert dit probleem met zijn collega's van Financiën en Begroting om een oplossing te vinden.

2. De heer Caudron heeft een amendement ingediend (zie Stuk n° 4-VIII/2), ertoe strekkend het krediet uitgetrokken onder artikel 53.22 van de kapitaaluitgaven, voor de voorlichtingsactiviteiten van de N. G. O.'s van 40 miljoen op 65 miljoen te brengen.

De indiener is van mening dat veertig miljoen frank niet volstaan om het koninklijk besluit voor de financiering van de informatieactiviteiten uit te voeren. Nu zou meer dan 100 miljoen F nodig zijn.

Een verhoging met 25 miljoen F is een eerste stap naar de regularisatie van deze begrotingspost.

Deze problematiek werd reeds ten gronde besproken onder hoofdstuk B, VI, 2, van het onderhavige verslag.

Het amendement wordt verworpen met 13 tegen 2 stemmen.

* * *

De kredieten voor Ontwikkelingssamenwerking worden aangenomen met 13 tegen 2 stemmen.

* * *

De artikelen 1 tot 15 van het begrotingsontwerp, worden aangenomen met 13 tegen 2 stemmen.

De artikelen 16 tot 19 worden aangenomen met 14 tegen 3 stemmen.

De gehele begroting wordt aangenomen met 14 tegen 3 stemmen.

De Rapporteur,

Ch. PETITJEAN

De Voorzitter,

F. GROOTJANS

ANNEXE I

Aide publique globale au développement
(en millions de F)

	1983 (ajusté)	1984 (chiffres prov.)
Finances	7 148,0	6 638,1
Defense nationale	528,5	517,7
Education nationale	242,5	251,5
Affaires étrangères	191,0	191,7
C.E.E. (budget général)	2 200,0	2 574,0
A.G.C.D. :		
Titre I	7 186,1	7 691,6
Titre II (engagement)	5 309,2	4 075,1 (1)
Loterie nationale	1 900,0	2 250,0
Fonds de survie		200,0
Totaux A.G.C.D.	14 395,3	14 216,8 (2)
Totaux	24 705,3	24 389,8

(1) Autorisation d'engagement de 2 000 millions.
(2) Autorisation d'engagement supplémentaire de 3 000 millions.

ANNEXE II

Comparaison globale 1983-1984
(en millions de F)

	1983 (ajusté)	1984
Titre I	7 186,1	7 691,6
Titre II :		
— Non dissocié	5 309,2 (1)	4 025,2
— Dissocié (engagem.)	12,0	50,0
Totaux Titre II	5 321,2 (1)	4 075,2
Totaux (I et II)	12 507,3 (1)	11 766,8 (2)
Loterie Nationale (ordonnancements)	1 400,0 (4)	2 250,0 (3)
Totaux	13 907,3	14 016,8

Dotation Loterie Nationale

— Engagements	1 900,0	2 000,0
— Ordonnancements (art. 60.58.B)	1 400,0	2 250,0

(1) Autorisation d'engagement 1 000 millions en 1983.
(2) Autorisation d'engagement 2 250 millions.
(3) Autorisation d'engagement à charge de la dotation Loterie Nationale en 1984 2 000 millions.
(4) Autorisation d'engagement à charge de la dotation Loterie Nationale en 1983 1 900 millions.

N. B. Programmation projets soumis au C. M. P. E. en 1984 : 5 000 millions.

BIJLAGE I

Globale overheidshulp
(in miljoenen F)

	1983 (aangepast)	1984 (voorlopige cijfers)
Financiën	7 148,0	6 638,1
Landsverdediging	528,5	517,7
Nationale Opvoeding	242,5	251,5
Buitenlandse Zaken	191,0	191,7
E.E.G. (algemene begroting)	2 200,0	2 574,0
A.B.O.S. :		
Titel I	7 186,1	7 691,6
Titel II (vastlegging.)	5 309,2	4 075,1 (1)
Nationale Loterij	1 900,0	2 250,0
Overlevingsfonds		200,0
Totale A.B.O.S.	14 395,3	14 216,8 (2)
Totalen	24 705,3	24 389,8

(1) Vastleggingsmachtiging van 2 000 miljoen.
(2) Bijkomende vastleggingsmachtiging van 3 000 miljoen.

BIJLAGE II

Globale vergelijking 1983-1984
(in miljoenen F)

	1983 (aangepast)	1984
Titel I	7 186,1	7 691,6
Titel II :		
— Niet-gesplitst	5 309,2 (1)	4 025,2
— Gesplitst (vastleg.)	12,0	50,0
Totalen Titel II	5 321,2 (1)	4 075,2
Totalen (I en II)	12 507,3 (1)	11 766,8 (2)
Nationale Loterij (ordonnanceringen)	1 400,0 (4)	2 250,0 (3)
Totalen	13 907,3	14 016,8

Dotatie Nationale Loterij

Vastlegging	1 900,0	2 000,0
Ordonnanceringen (art. 60.58.B)	1 400,0	2 250,0

(1) Vastleggingsmachtiging 1 000 miljoen in 1983.
(2) Vastleggingsmachtiging 2 250 miljoen.
(3) Vastleggingsmachtiging ten laste van de dotaties van de Nationale Loterij voor 1984 2 000 miljoen.
(4) Vastleggingsmachtiging ten laste van de dotaties van de Nationale Loterij voor 1983 1 900 miljoen.

N. B. Programmatie van de aan de M. C. B. B. voorgelegde projecten in 1984 : 5 000 miljoen.

ANNEXE III

Bourses d'études et de stages

Budget 1984

	1983 (ajusté)	1984
Bourses d'études :		
— Art. 34.12.01	18,6 (Multilatéral) 396,4 (Bilatéral)	21,0 391,4
Total	415,0	412,4
Bourses de stages :		
— art. 34.12.02	15,4 (Multilatéral) 231,9 (Bilatéral)	18,0 285,7
Total	247,3	303,7
Encadrements d'étudiants et de stagiaires :		
— Art. 34.12.03 (Aide soc. et culturelle)	57,0	58,0
— Art. 34.12.04 (Personnel d'appoint)	11,0	11,4
Total général	730,3	785,5 (+ 7,5 %)

ANNEXE IV

Universités

Budget coopération 1984

	1983 (ajusté)	1984
Universités (postes importants)		
Titre I :		
33.04 : Subventions V.L.I.R./C.I.U.F.	6,0	6,5
60.58 B : C.T.U.	568,7	605,8
34.32 : Subventions universités	657,1	700,0
Titre II :		
53.23 : Initiatives universités	80,0	80,0
	1 311,8	1 392,8 (+ 6,1 %)
Affectations partielles		
Titre I :		
12.20 : Contrats A.G.C.D.-Tiers	2,9	0,5
34.17 : Missions dans P.V.D.	14,0	14,0
Titre II :		
Technologie adaptée	75,0	25,0
	91,9	39,5 (- 57 %)

BIJLAGE III

Studie- en stagebeurzen

Begroting 1984

	1983 (aangepast)	1984
Studiebeurzen :		
— Art. 34.12.01	18,6 (Multilateraal) 396,4 (Bilateraal)	21,0 391,4
Totaal	415,0	412,4
Stagebeurzen :		
— art. 34.12.02	15,4 (Multilateraal) 231,9 (Bilateraal)	18,0 285,7
Totaal	247,3	303,7
Begeleiding van studenten en stagiairs :		
— Art. 34.12.03 (Soc. en Cult. bijstand)	57,0	58,0
— Art. 34.12.04 (Hulppersonnel)	11,0	11,4
Algemene totaal	730,3	785,5 (+ 7,5 %)

BIJLAGE IV

Universiteiten

Samenwerkingsbegroting 1984

	1983 (aangepast)	1984
Universiteiten (belangrijke rubrieken)		
Titel I :		
33.04 : Toelagen V.L.I.R./C.I.U.F.	6,0	6,5
60.58 B : U.T.S.	568,7	605,8
34.32 : Toelagen universiteiten	657,1	700,0
Titel II :		
53.23 : Initiatieven universiteiten	80,0	80,0
	1 311,8	1 392,8 (+ 6,1 %)
Gedeeltelijke affectaties		
Titel I :		
12.20 : Contract A.B.O.S.-Derden	2,9	0,5
34.17 : Zendingen in de O.L.	14,0	14,0
Titel II :		
Aangepaste technologie	75,0	25,0
	91,9	39,5 (- 57 %)

ANNEXE V

Ventilation du budget 1984 entre Bi et Multi

(en millions de F)

	Titre I	Titre II	Total
Bilatéral (hors Loterie Nationale)	7 217,7	431,7	7 649,4
Loterie Nationale			2 250,0
			9 899,4 (70,6 %)
Multilatéral	473,9	3 643,5	4 117,4 (29,4 %)
Total	7 691,6	4 075,2	14 016,8 (100 %)

N.B. En 1983, la répartition était la suivante :
Bilatéral : 69,7 %.
Multilatéral : 30,3 %.

ANNEXE VI

Budget multilatéral 1984

Titre I :

33.13	Foires commerciales	2 000 000
34.07.01	Rénumérations personnel « bi-multilatéral »	392 300 000
34.07.02	Voyages personnel « bi-multilatéral »	25 000 000
34.10	Volontaires Nations Unies	15 600 000
34.12.01	Bourses études multilatéral	21 000 000
34.12.02	Bourses stages multilatéral	18 000 000
	Total (Titre I)	473 900 000

Titre II :

53.02	Fonds international Développement agricole (F.I.D.A.)	50 000 000
53.03	Aide alimentaire ordinaire (C.A.A.)	—
53.04	Fonds européen de Développement (F.E.D.)	1 921 500 000
53.08.02	Programme alimentaire mondial (P.A.M.)	50 000 000
53.08.03	Fonds des Nations Unies Assistances Personnelles (F.N.U.A.P.)	20 000 000
53.08.04	Contributions à différentes organisations internationales	204 000 000
53.08.06	Programmes spécifiques pour l'aide à l'enfance	16 000 000
53.08.07	F.A.O. (programme engrais)	65 000 000
53.08.09	Contributions à l'Institut des Nations Unies pour la Formation et la Recherche (UNITAR)	4 000 000
53.08.10	Fonds autorenouvelable Ressources naturelles	5 000 000
53.10	Sahel	27 000 000
53.15	Banques de Développement	90 000 000
53.16	Programme des Nations Unies pour le Développement (P.N.U.D.)	600 000 000
53.17	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF)	37 000 000
53.18	Groupe pour la Recherche agronomique internationale (C.G.I.A.R.)	154 000 000
53.21	Experts associés	400 000 000
	Total (Titre II)	3 643 500 000
	Total général	4 117 400 000

BIJLAGE V

Opsplitsing van de begroting 1984 tussen Bi en Multi

(in miljoenen F)

	Titel I	Titel II	Totaal
Bilateraal (buiten Nationale Loterij)	7 217,7	431,7	7 649,4
Nationale Loterij			2 250,0
			9 899,4 (70,6 %)
Multilateraal	473,9	3 643,5	4 117,4 (29,4 %)
Totaal	7 691,6	4 075,2	14 016,8 (100 %)

N.B. In 1983 hadden wij :
Bilateraal : 69,7 %.
Multilateraal : 30,3 %.

BIJLAGE VI

Multilaterale begroting 1984

Titel I :

33.13	Handelsbeurzen	2 000 000
34.07.01	Bezoldigingen personeel « bi-multi »	392 300 000
34.07.02	Reizen personeel « bi-multi »	25 000 000
34.10	Vrijwilligers Verenigde Naties	15 600 000
34.12.01	Studiebeurzen multilateraal	21 000 000
34.12.02	Stagebeurzen multilateraal	18 000 000
	Totaal (Titel I)	473 900 000

Titel II :

53.02	Internationaal Fonds voor Landbouwontwikkeling (F.I.D.A.)	50 000 000
53.03	Gewone voedselhulp (graangewassen)	—
53.04	Europees Ontwikkelingsfonds (E.O.F.)	1 921 500 000
53.08.02	Wereldvoedselprogramma (W.V.P.)	50 000 000
53.08.03	Fonds der Verenigde Naties voor activiteiten inzake bevolking (F.V.N.V.B.)	20 000 000
53.08.04	Bijdragen aan verschillende internationale instellingen	204 000 000
53.08.06	Specifieke programma's voor hulp aan de kindsheid	16 000 000
53.08.07	F.A.O. (meststoffenprogramma)	65 000 000
53.08.09	Bijdrage « United Nations Institute for Training and Research » (UNITAR)	4 000 000
53.08.10	Zelfhernieuwend Fonds voor Natuurlijke bronnen	5 000 000
53.10	Sahel	27 000 000
53.15	Ontwikkelingsbanken	90 000 000
53.16	Programma der Verenigde Naties voor de Ontwikkeling (P.V.N.O.)	600 000 000
53.17	Internationaal Fonds voor Hulp aan de Kindsheid (I.F.H.K.)	37 000 000
53.18	Navorsingsprogramma's inzake Landbouw door Internationale en Regionale organismen (C.G.I.A.R.)	154 000 000
53.21	Assistent deskundigen	400 000 000
	Totaal (Titel II)	3 643 500 000
	Algemeen totaal	4 117 400 000

ANNEXE VII

Répartition géographique de l'A. P. D.

Bilatérale A. G. C. D. en %

	1968	1973	1977	1981	1982
Europe	0,1	—	0,4	—	0,02
Afrique au Nord Sah.	5,4	8,4	12,3	10,7	8,77
Afrique Centrale	86,8	74,0	64,7	54,7	55,77
Afrique Occidentale	1,7	5,0	8,8	11,8	12,65
Afrique (autres)	0,4	0,6	1,5	4,8	5,10
Moyen-Orient	0,3	0,3	0,2	1,4	0,66
Asie du Sud	0,1	1,2	0,7	1,4	0,89
Extrême-Orient	0,6	3,8	5,2	5,3	5,30
Amérique Centrale	0,4	0,3	1,0	1,9	2,37
Amérique du Sud	4,1	3,6	4,6	3,7	4,15
Océanie	—	—	—	—	0,20

ANNEXE VIII

O. N. G.

(Budget 1984)

(en millions de F)

	1983	1984
Titre I :		
33.15 Bourses d'études et de stage ...	15 (Fonds Coop.)	15
34.10 Volontaires ...	312 (Fonds Coop.)	343
Titre II :		
53.06 Cofinancement ...	750 (Fonds Coop.)	800
53.20 Information ...	40 (Budget)	40
Total ...	1 117	1 198

BIJLAGE VII

Geografische verdeling van de H. O. L.

Bilaterale A. B. O. S. in %

	1968	1973	1977	1981	1982
Europa	0,1	—	0,4	—	0,02
Afrika ten Noorden Sah.	5,4	8,4	12,3	10,7	8,77
Centraal-Afrika	86,8	74,0	64,7	54,7	55,77
West-Afrika	1,7	5,0	8,8	11,8	12,65
Afrika (andere)	0,4	0,6	1,5	4,8	5,10
Midden-Oosten	0,3	0,3	0,2	1,4	0,66
Zuid-Asië	0,1	1,2	0,7	1,4	0,89
Verre-Oosten	0,6	3,8	5,2	5,3	5,30
Centraal-Amerika	0,4	0,3	1,0	1,9	2,37
Zuid-Amerika	4,1	3,6	4,6	3,7	4,15
Oceania	—	—	—	—	0,20

BIJLAGE VIII

N. G. O..

(Begroting 1984)

(in miljoenen F)

	1983	1984
Titel I :		
33.15 Studie- en stagebeurzen ...	15 (Fonds Ont.)	15
34.10 Vrijwilligers ...	312 (Fonds Ont.)	343
Titel II :		
53.06 Medefinanciering ...	750 (Fonds Ont.)	800
53.20 Informatie ...	40 (Begroting)	40
Totaal ...	1 117	1 198